CERUTTI AMANDINE
MASTER 2 RECHERCHE ARTS LETTRES ET LANGUES
LLCE ÉTUDES HISPANIQUES

UNIVERSITÉ DE LIMOGES
FACULTÉ DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES
ANNÉE 2010-2011

LES NAZIS ET LE CÔNE SUD-AMÉRICAIN :

INFLUENCES ET INTÉGRATION SOCIALE ET POLITIQUE

DIRECTRICE DE RECHERCHES :
MME DOMINIQUE GAY-SYLVESTRE

LES NAZIS ET LE CÔNE SUD-AMÉRICAIN :

INFLUENCES
ET INTÉGRATION SOCIALE ET POLITIQUE

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....7

INTRODUCTION.....13

CHAPITRE I.....19

LE MODÈLE NAZI-FASCISTE DU CÔNE SUD 19

(1920-1945).....19

A) Infiltration nazie progressive dans le cône sud-américain.....21
1. Immigration allemande dès le XIXème siècle.....22
2. Volonté expansionniste de l'Allemagne 22
a. Des pays convoités très tôt.....23
b. Rêves hitlériens 25
3. Des partenaires pour l'Allemagne.....26
4. L' Uruguay, un projet stratégique.....26

B) Une large diffusion des idées national-socialistes.....27
1. Les organisations politiques.....28
2. La presse et la propagande.....30
3. Les écoles 32

C) Des changements en faveur du nazisme.....34
1. Intensification du modèle national-socialiste.....34
a. Un antisémitisme nouveau.....34
b. Des évènements particuliers à la veille de la Seconde Guerre Mondiale.....37
2. Le rôle des personnalités politiques de l'époque.....40
a. Les chefs d'État.....40
b. D'autres personnalités pro-nazies.....42

CHAPITRE II.....45

UN NOUVEAU « REICH » APRÈS LA GUERRE (1945-1970).....45

A) Le sanctuaire argentin sous Juan Perón.....47
1. Une destination très accueillante.....47
2. Des personnalités pro-nazies au cœur de la société argentine.....49

B) Protection et intégration sociale de criminels de guerre et collaborateurs nazis 51
1) Klaus Barbie.....56
2) Gerhard Bohne.....57
3) Adolf Eichmann.....57
4) Hans Hefelmann.....58
5) Walter Kutschmann.....59
6) Josef Mengele.....60
7) Erich Priebke.....60
8) Hans-Ulrich Rudel.....61
9) Willem Sassen.....62
10) Joseph Schwammberger.....62
11) Martin Bormann.....63
12) Wilfred Von Owen.....64
13) Johann Von Leers.....64

C) Le « relais » paraguayen.....65
1. Un président bienveillant.....66

2. L'hôte de la honte : Josef Mengele 67
3. « Le boucher de Riga » et le mystère Bormann.....72

D) Rôles de l'Uruguay et du Chili.....74

CHAPITRE III *77*

LE NAZISME AU CŒUR DES DICTATURES MILITAIRES DU CÔNE SUD ? (1960-1990).. *77*

A) La politique de terrorisme d'état et l'Opération Condor..... **79**

1. Plusieurs nations investies dans une politique commune..... 79
2. Le système concentrationnaire..... 81
   a. Les « camps »..... 81
   b. Tortures et extermination..... 83

B) Une influence indirecte de l'idéologie nazie..... **87**

1. L'antisémitisme argentin 87
   a. Répression et exclusion de la communauté juive..... 87
   b. Antisémitisme et camps de concentration..... 88
2. Pinochet, le « Fürher » chilien..... 91

C) Paul Schaefer et la Colonia Dignidad : un terrible microcosme..... **92**

1. La naissance d'une secte criminelle..... 93
2. Endoctrinement et pédophilie..... 95
3. La Colonia Dignidad au service de la dictature chilienne..... 96
4. Un rêve nazi ?..... 98

D) Dictatures du Cône-Sud et nazisme : quel lien ?..... **99**

1. Walter Rauff et le régime de Pinochet..... 100
2. Des indices, mais des preuves insuffisantes..... 101

CONCLUSION..... *103*

ANNEXES..... *115*

BIBLIOGRAPHIE..... *141*

REMERCIEMENTS

Je tiens, tout d'abord, à exprimer ma reconnaissance à María Luisa Ortiz Rojas, directrice du Musée de la Mémoire de Santiago du Chili, qui m'a considérablement aidée en m'indiquant plusieurs personnes susceptibles de m'éclairer dans mes recherches (Magdalena Garcés, Erika Hennings, puis Walter Roblero), et en me mettant en contact avec elles. María Luisa m'a également reçue très chaleureusement au musée, comme une amie.

Je remercie du fond du cœur Erika Hennings, militante chilienne du MIR, victime du régime de Pinochet, torturée dans le centre de clandestin de détention Londres 38 et épouse du disparu Alfonso René Chanfreau Oyarce. Erika m'a fait visiter Londres 38, aujourd'hui lieu de mémoire, et m'a accordé un précieux témoignage. Elle m'a également reçue à Santiago comme une véritable amie. Cette rencontre a été pour moi cruciale, très émouvante et profonde.

Un immense merci à Uki Goñi, journaliste et historien, dont les ouvrages m'ont été d'un grand recours, et qui m'a gracieusement accordé un entretien à Buenos Aires. Il a généreusement partagé ses connaissances avec moi et m'a communiqué de nombreuses informations. Il m'a fait part de son regard et de son vécu, non seulement en tant que témoin de la dictature, mais aussi en tant que journaliste et chercheur professionnel.

Je tiens à remercier Walter Roblero, archiviste et chercheur, qui s'est beaucoup intéressé à mon travail et m'a permis de consulter un grand nombre d'archives au Centre de Documentation du Musée de la Mémoire de Santiago.

Un grand merci également à Magdalena Garcés, avocate, qui m'a accordé un entretien et fourni bon nombre d'informations et de documents, notamment à propos de la « *Colonia Dignidad* ».

Merci du fond du cœur à Estela López Pejsachowicz, militante et réfugiée politique argentine, devenue professeure d'espagnol en France. Estela s'est beaucoup intéressée à ma démarche de travail et m'a fait part de son témoignage et de son récit de vie. Elle m'a indiqué des pistes de travail à exploiter. Nous avons beaucoup échangé et cette rencontre fut pour moi d'une grande richesse.

Je tiens également à remercier Andrea Daverio, politologue uruguayenne et professeure universitaire de la province de Buenos Aires, qui s'est entretenue chaleureusement avec moi et a attentivement répondu à certaines questions que je me posais. Elle s'est montrée très disponible et soucieuse de me faire avancer dans mes recherches.

Je remercie le personnel du Musée de l'Holocauste de Buenos Aires, ainsi que celui des Archives de la Nation de Buenos Aires. Tous m'ont permis de consulter les documents dont j'avais besoin et se sont montrés très accueillants.

Merci à Ricardo Vergara et Ariel Liberona Jara, guides touristiques chiliens, pour leurs témoignages spontanés sur la dictature militaire et les nazis au Chili. Je remercie également tous les libraires chiliens que j'ai rencontrés, qui se sont intéressés à mon travail, m'ont très bien renseignée et m'ont aidée à trouver des ouvrages. Eux aussi avaient une volonté de partager avec moi leur ressenti ou leur expérience personnelle, spontanément, dès que j'évoquais le thème de mes recherches.

Je remercie Debora Traverso, qui a guidé ma visite de l'ancien centre clandestin de détention « ESMA », à Buenos Aires.

Merci du fond du cœur à Madame Dominique Gay-Sylvestre, directrice de mes recherches, qui depuis plusieurs années me donne de précieux conseils, m'aide au mieux et m'a toujours encouragée dans mes études.

Merci beaucoup à Alrun Wehl, qui m'a très gracieusement traduit des textes d'archives en allemand.

Merci, enfin, de tout cœur, à mes proches, ainsi qu'à ma famille qui m'a énormément soutenue et aidée à réaliser un voyage inoubliable dans le cadre de mes recherches.

À tous, MERCI. Je ne vous oublierai pas, ni n'oublierai ce que vous avez fait pour moi.

...Por esos muertos, nuestros muertos,
pido castigo.

Para los que de sangre salpicaron la patria,
pido castigo.

Para el verdugo que mandó esta muerte,
pido castigo.

Para el traidor que ascendió sobre el crimen,
pido castigo.

Para el que dio la orden de agonía,
pido castigo.

Para los que defendieron este crimen,
pido castigo.

No quiero que me den la mano
empapada con nuestra sangre.
Pido castigo.
No los quiero de embajadores,
tampoco en su casa tranquilos,
los quiero ver aquí juzgados
en esta plaza, en este sitio.

Quiero castigo.

Pablo Neruda, Los Enemigos

Traduction française :

...Au nom de ces morts, de nos morts,
J'exige un châtiment.

Pour ceux qui ont souillé notre patrie de sang,
J'exige un châtiment.

Pour le bourreau qui commanda la fusillade,
J'exige un châtiment.

Pour le traître qui vint au pouvoir par ce crime,
J'exige un châtiment.

Pour celui qui déchaîna l'agonie,
J'exige un châtiment.

Pour ceux qui se firent les défenseurs du crime,
J'exige un châtiment.

Je ne veux pas qu'ils me donnent leur main,
Mouillée de notre sang.
J'exige un châtiment.
Je ne veux pas les voir ambassadeurs
Et paisibles dans leur logis,
Je veux les voir ici jugés
Sur cette place, et dans ce lieu.

Je veux un châtiment.

À mon grand-père, Pierre Cerutti, en mémoire de son courage.

À toutes les victimes des dictatures et des régimes totalitaires, d'hier ou d'aujourd'hui, en Amérique Latine et ailleurs.

INTRODUCTION

Le mouvement nazi a laissé une sombre trace dans l'histoire de l'humanité. Adolf Hitler, dès les années 20, crée le parti national-socialiste (le NSDAP[1]) et avance des idées antisémites et racistes. Il montre du doigt le peuple juif et le tient pour responsable de tous les problèmes de l'Allemagne et de l'Europe. Il instaure une « classification des races » : les Juifs sont la race inférieure, et les « Aryens », de sang allemand « pur », la race supérieure. Il réussit à convaincre et à séduire les foules. En Europe comme ailleurs, le mouvement national-socialiste monte en puissance et compte de plus en plus d'admirateurs.

Hitler, nommé chancelier en Janvier 1933, va très vite obtenir les pleins pouvoirs[2] et créer un état totalitaire. Il déchaîne la haine, et exclut peu à peu les Juifs de la société : ils sont humiliés en permanence, n'ont plus le droit d'exercer certaines professions, ni de se marier avec des personnes de « sang allemand ». La répression, la violence et la terreur règnent en Allemagne et en Europe. Les SS et la Gestapo[3], en particulier, répriment, déportent et assassinent les « ennemis » du Reich.

Début 1942 le terme de « Solution Finale au problème juif » est employé : Hitler ordonne l'extermination systématique des Juifs. Les nazis, serviteurs du « Fürher », vont donc peu à peu mettre en place une sordide organisation concentrationnaire. Installés essentiellement en Allemagne et en Pologne[4], les camps de concentration nazis[5] seront de véritables « usines de la mort » : la faim, le froid, les maladies, le travail forcé, et les mauvais traitements vont anéantir des millions de vies humaines. Ceux qui ne sont pas considérés comme étant « aptes au travail » sont envoyés aux chambres à gaz. Six millions de Juifs[6], mais aussi des milliers de tziganes, d'homosexuels, de résistants vont donc mourir dans d'atroces souffrances. Parmi ces victimes, des hommes, des femmes ; mais aussi des enfants et des bébés. La cruauté nazie n'a aucune limite.

Dans toute l'Europe, des déportations sont organisées en masse, créant un immense « réseau » : les convois de la mort partent d'Allemagne, de Pologne, de France, d'Italie, de Hongrie, de Grèce, d'Ukraine... Pour la première fois dans l'histoire, la population civile sera beaucoup plus touchée que la population militaire. Le bilan humain de la guerre, dramatique, sera étroitement lié au système concentrationnaire, fruit de la barbarie nazie. Le terme de « crime contre l'humanité » va être employé pour la première fois.

Dès la fin du conflit mondial, les Alliés, vainqueurs, vont pourchasser quiconque a pu adhérer au nazisme ou collaboré avec le Troisième Reich. La « dénazification » donne alors lieu à des exécutions sommaires et à des poursuites (notamment à travers le procès de Nuremberg, en 1946).

Adolf Hitler, ainsi que bon nombre de hauts dignitaires nazis, préfèreront échapper à la

---

1 « Parti national-socialiste des travailleurs allemands ». Voir le lexique à la fin de notre étude.

2 Hitler est nommé chancelier le 30 Janvier 1933 par le président allemand Hindenburg. Ce dernier meurt un an plus tard, laissant Hitler détenir seul tous les pouvoirs.

3 *Geheime Staatspolizei* : Police secrète de l'État nazi. Voir le lexique à la fin de notre étude.

4 Un camp de concentration était également actif en Alsace, le « Struthof ».

5 Les camps de concentration étaient ceux où existait le travail forcé. Il existait également des camps d'extermination : les déportés ne travaillaient pas et étaient immédiatement gazés.

6 On estime que les trois-quarts des juifs d'Europe ont été massacrés.

justice en mettant fin à leurs jours. D'autres criminels et collaborateurs optent pour l'exil, aux États-Unis, en Syrie, ou encore en Amérique du Sud, vaste sous-continent lointain et exotique qui offre bien des avantages pour eux.

C'est ainsi que certains pays d'Amérique du Sud vont donner asile aux serviteurs du « Fürher », de dangereux complices qui ont adhéré à l'une des idéologies les plus destructrices que l'histoire ait connu. Et pourquoi avoir offert le salut à de tels personnages ?

Au cours d'une étude réalisée l'an passé, nous avons pu observer qu'après la guerre, l'Argentine, en particulier, est devenue le pays idéal pour les nazis en fuite. Tout un réseau s'est alors mis en place pour permettre à ces derniers de s'offrir une nouvelle vie. Le plus souvent, avec l'aide de prêtres catholiques, les fugitifs gagnent l'Italie, puis embarquent pour Buenos Aires depuis le port de Gênes, munis de faux papiers et de passeports (généralement fournis par la Croix-Rouge Internationale[1]). Le président argentin de l'époque, Juan Perón, pronazi, entretient depuis longtemps des relations amicales avec le Reich.

Or, l'Argentine apparaît très tôt comme une nation attractive, à la fois du point de vue géographique et historique. Très vaste, elle accueille dès le dix-neuvième siècle des immigrés européens (Italiens et Allemands surtout)[2]. La Patagonie, dont le climat rappelle celui de la Suisse ou de l'Allemagne, devient ainsi une sorte « d'annexe » allemande.

À la même époque, les autres pays du Cône Sud, voisins de l'Argentine, accueillent eux aussi de nombreux Européens. L'Uruguay, le Paraguay et le Chili deviennent alors d'autres destinations « de rêve » pour les populations germaniques. La Patagonie chilienne (très proche de la Patagonie argentine), se peuple également d'immigrés allemands.

C'est ainsi que d'anciens nazis vont pouvoir vivre en toute tranquillité en Argentine, pendant des années. Parfois sans jamais être rattrapés par la justice, ou alors très tardivement.

Une question se pose alors. Les quatre pays du Cône Sud ont-ils constitué une sorte de Quatrième Reich pour les nazis en fuite ? Comment ces derniers se sont-ils intégrés ? Ces pays « annexés » par l'Allemagne ont-ils subi l'influence du nazisme, avant et après la guerre ?

Certains nazis se sont « si bien » intégrés qu'ils sont allés jusqu'à jouer un rôle politique dans les pays du cône sud-américain, rôle parfois similaire à celui qu'ils exerçaient pendant la guerre. Ainsi, le SS Klaus Barbie[3], qui vit en Bolivie et collabore à la dictature militaire de Hugo Banzer en torturant les opposants, ne sera arrêté et jugé qu'en 1987.

Un fugitif nazi, et qui plus est un criminel de guerre, a donc été intégré « politiquement ». Il a joué un rôle direct au sein de l'une des dictatures latino-américaines les plus sanglantes des années 70. Mais la Bolivie n'est pas le seul pays à connaître un régime totalitaire. Le Paraguay, le Brésil, l'Uruguay, le Chili et l'Argentine, ont tous progressivement évolué vers des dictatures, à la même époque. Les six pays vont mener, ensemble, une très violente répression anticommuniste (baptisée

---

1 La Croix-Rouge avait créé ce passeport pour permettre aux prisonniers de guerre de regagner facilement leur patrie une fois le conflit terminé. Voir A. Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, chapitre 2.

2 Selon le proverbe, « les Mexicains descendent des Aztèques, les Péruviens descendent des Incas, et les Argentins descendent des bateaux. »

3 Le héros de la résistance Jean Moulin, notamment, a succombé sous la torture infligée par Klaus Barbie.

« Opération Condor »), qui a entraîné des milliers de morts (notamment sous la torture) et de « disparitions ».

Par ailleurs, nous avions noté, à travers nos recherches précédentes, une inquiétante similitude entre les centres de détention argentins et les camps nazis. Nous souhaitions découvrir si cette ressemblance existait également dans les autres pays du Cône Sud, et rechercher si des liens directs ou indirects entre tortionnaires nazis et tortionnaires latino-américains pouvaient être établis. Les totalitarismes de l'époque ont pu rechercher le cruel « savoir-faire » nazi en matière de torture ou de répression.

Dans le cadre de cette étude, nous avons centré notre travail sur le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine et le Chili. Il n'aurait pas été possible de traiter le thème du nazisme dans les six pays[1]. Une recherche incluant les cas de nazisme en Bolivie et au Brésil pourrait être envisagée à l'avenir.

Nous observerons donc, dans un premier temps, comment et pourquoi ont pu se manifester les diverses influences de l'idéologie nazie dans ces quatre pays, des années 20 à la fin de la guerre. La montée du nazisme en Europe s'est-elle ressentie dans les pays du Cône Sud, traditionnellement terres d'immigration pour les Allemands ? À travers quels aspects de la société ?

Un second chapitre sera consacré à l'étude de la fuite des nazis vers les pays du Cône Sud à l'issue du conflit mondial. Nous dresserons les parcours des principaux fugitifs, qu'ils soient criminels ou complices. Nous mettrons en lumière leur intégration sociale, voire politique, dans les différents pays, et montrerons comment les gouvernements du cône sud-américain ont participé à leur protection.

Enfin, dans un troisième chapitre, nous nous efforcerons d'établir un parallèle entre les dictatures militaires du Cône Sud (« Opération Condor ») et l'immigration nazie. Nous nous interrogerons aussi sur les influences directes ou indirectes de certains fugitifs en matière de répression et de torture. Des criminels et collaborateurs du Troisième Reich, à l'abri dans ces pays lointains, ont pu participer à la politique anticommuniste, être « recrutés » par les Forces Armées, ou bien « conseiller » les militaires.

Ce travail de recherche se veut aussi un devoir de mémoire. Tant d'innocents ont été victimes des nazis : humiliés, déshumanisés, torturés, et sauvagement exterminés pendant la Seconde Guerre Mondiale. Ceux qui ont survécu à l'enfer de la déportation ont été « détruits » moralement. Soucieux de raconter le cauchemar qu'ils ont vécu, les survivants se sentent toujours coupables d'être en vie : « Pourquoi ai-je survécu et pas les autres, pourquoi moi ? [2] », répètent-ils.

Tant de vies ont été brisées. Les auteurs des atrocités de la guerre auraient dû être punis. Pourtant, de nombreux crimes sont restés impunis. Beaucoup de nazis ont réussi à se jouer de la justice des hommes, ils ont même bénéficié de la protection de plusieurs gouvernements étrangers.

Nous avions observé, lors de l'étude que nous avons réalisée l'an passé, que l'Argentine avait joué un rôle crucial quant à la protection d'anciens nazis : des fugitifs qui auraient dû être punis vivaient, libres, dans le pays. Mais l'Argentine n'était visiblement pas seule. D'autres pays du Cône Sud avaient eux aussi accueilli des nazis, notamment après la chute du gouvernement Perón. Nous voulions donc approfondir nos recherches sur cette question, et découvrir quelle pouvait être la

---

[1] Bolivie, Brésil, Paraguay, Uruguay, Argentine, Chili.

[2] Cette question revient très fréquemment dans tous les témoignages directs ou indirects que nous avons pu entendre (Thérèse Menot, René Besse, Jules Fainzang, Primo Levi...)

responsabilité des pays voisins de l'Argentine.

Afin d'enrichir notre recherche, nous avons effectué un séjour en Argentine et au Chili et mené ainsi une étude « de terrain ». Le travail que nous présentons rassemble donc un grand nombre d'éléments et d'informations collectés lors de notre voyage (photographies, interviews, extraits de documents d'archives...).

CHAPITRE I

LE MODÈLE NAZI-FASCISTE DU CÔNE SUD

(1920-1945)

Le Vieux Continent, dès les années 20, connaît la fulgurante montée des extrémismes nazi-fascistes. Benito Mussolini parvient légalement au pouvoir en Italie en 1922 et façonne une société soumise et disciplinée. En Allemagne, Adolf Hitler, fervent admirateur du *Duce*, utilise la communauté juive comme « bouc émissaire », la tenant pour responsable des problèmes économiques et sociaux qui frappent l'Europe. Il crée le parti nazi en 1920, puis tente en 1923 un coup d'état, qui échoue : il sera emprisonné. À l'issue de cette période de détention paraît l'ouvrage antisémite *Mein Kampf,* tristement célèbre, qui remporte un franc succès. Le 30 janvier 1933 marquera le triomphe d'Hitler : il est nommé chancelier par le président Hindenburg. Le modèle nazi-fasciste ne cessera, dès lors, de gagner en notoriété et en popularité. En Europe comme ailleurs, ses sympathisants se feront de plus en plus nombreux, et scelleront une sinistre histoire pour l'humanité entière.

Au cours des XIXème et XXème siècles, les difficultés économiques ont souvent poussé les européens à émigrer vers les pays du Nouveau Monde. Ainsi, les pays du Cône Sud (Argentine, Chili, Paraguay et Uruguay) auront très tôt une importante tradition européenne - allemande et italienne en particulier- liée à l'immigration. Quelle sera l'attitude de ces quatre pays « germanisés » face au modèle nazi-fasciste ? Resteront-ils indifférents aux totalitarismes européens ? Le « Fürher », en particulier, fera-t-il en sorte d'influencer ces quatre nations ? Les pays du Cône Sud seront-ils ainsi endoctrinés par les mouvements extrémistes qui dévorent l'Europe ?

Nous observerons tout d'abord quels éléments ou facteurs ont pu faciliter une pénétration nazie sur le territoire sud-américain (notamment avant l'arrivée d'Hitler). Puis nous mettrons en valeur les divers éléments tendant à prouver l'influence du Troisième Reich sur les pays du Cône Sud, notamment du point de vue idéologique.

A) <u>Infiltration nazie progressive dans le cône sud-américain</u>

Dès la seconde moitié du XIXème siècle, les émigrés allemands s'installent en masse en Amérique du Sud : Brésil, Chili et Argentine en particulier. Ces pays du Cône Sud sont une « terre

inconnue » très attractive pour les Européens fascinés.

1. Immigration allemande dès le XIXème siècle

Quelques soixante cinq millions d'Européens quittent leur patrie au XIXème siècle, à la recherche d'une nouvelle vie. Les émigrants sont en majorité Italiens et Allemands et fuient les difficultés économiques de leur pays. Grâce à la modernisation des moyens de transports (voies de chemin de fer, bateaux à vapeur...), ils peuvent bien plus aisément envisager de quitter le Vieux Continent. Quarante millions d'entre eux choisissent de s'installer aux États-Unis, les autres se dirigent, pratiquement tous, vers d'autres pays du Nouveau Monde, vers le Cône Sud essentiellement.

L'Argentine, le Chili, le Paraguay, l'Uruguay ainsi que le Brésil sont incontestablement les nations les plus attractives du sous-continent américain. Les Allemands ont une « préférence » pour ces pays lointains, « exotiques » et chimériques, qui sortent tout juste d'un long et éprouvant processus d'indépendance et où les richesses naturelles abondent. Ils sont certains de pouvoir y trouver un emploi, notamment dans le secteur de l'agriculture.

Les premiers immigrés allemands s'installent au Chili en 1846, notamment dans la région de Valdivia, dans le sud du pays, non loin du lac Llanquihue. Peu à peu, les nouveaux arrivants germaniques fondent des villes dans la région de Valdivia : Puerto Varas et Puerto Montt[1]. Appelée « région des lacs », cette terre est hospitalière. Son climat, à l'instar de celui de la Patagonie argentine, rappelle le climat allemand.

Les immigrés germaniques sont également convaincus que l'Argentine peut leur offrir une vie prospère : ses immenses terres fertiles et ses pampas leur semblent un lieu idéal pour les générations futures[2]. De plus, le gouvernement argentin encourage vivement les étrangers à venir travailler dans le pays et adopte une politique migratoire très ouverte.

Le Paraguay et l'Uruguay sont également « choisis » par les émigrés européens, dans une moindre mesure toutefois. Les Italiens sont d'abord les plus nombreux à affluer vers ces pays, puis les Allemands, au début du XXème siècle.

Les pays du Cône Sud vont donc très tôt apparaître comme une « seconde patrie » pour les immigrés italiens et allemands. Le cadre de vie est des plus agréables, et le travail ne manque pas.

2. Volonté expansionniste de l'Allemagne

Hitler, mais aussi certains de ses prédécesseurs, désirent entreprendre la conquête du cône sud-américain. L'infiltration nazie dans les années 30 est, certes, liée à la soif de pouvoir d'Hitler, mais aussi aux rêves expansionnistes allemands du début du XXème siècle.

---

1 Graeme S.Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002, p. 4.

2 Voir article disponible sur http://www.oni.escuelas.edu.ar/olimpi98/bajarondelosbarcos/Colectividades/Alemania/colectividad_alemana.htm, consulté le 19/01/11.

a. Des pays convoités très tôt

L'antisémitisme est, bien avant l'ère hitlérienne, un phénomène très répandu en Allemagne. Dans la seconde moitié du XIXème siècle, des groupes nationalistes ont coutume de se réunir, de débattre, et développent déjà des idées anti-juives. Ils évoquent notamment l'idée de « préserver la pureté du sang allemand et les vertus teutoniques »[1]. Le compositeur Richard Wagner est l'un des leaders de ces groupuscules nationalistes. Elisabeth Nietzsche, la sœur du célèbre philosophe[2], en est également membre. Chez Wagner, à Leipzig, elle rencontre son futur époux, Bernhard Förster, un instituteur berlinois des plus antisémites. Ce dernier va rédiger, dans sa vie, plusieurs pamphlets contre les Juifs, lesquels sont diffusés jusqu'en Pologne et en Russie[3]. Il rédigera en outre, en 1879, un manifeste qui a valeur d'une pétition : il y évoque les dangers de la domination juive pour l'Allemagne[4].

Le couple Förster, antisémite et craignant que la communauté juive ne détienne l'ensemble du pouvoir économique, entreprend le projet de créer un *lebensraum*, ou espace vital, hors d'Allemagne. Ce lieu aurait pour but de préserver une race allemande pure, non mêlée au peuple hébraïque et aux étrangers. Bernhard Förster, - sur les conseils de son ami Wagner - part au Paraguay, à la recherche de l'endroit idéal, favorable à la fondation du *lebensraum*.

---

1 Voir M. Dolcetta, *Gli spettri del Quarto Reich, le trame occulte del nazismo dal 1945 a oggi*, Biblioteca Universale Rizzoli, Milan, 2007, p. 116.

2 Friedrich Nietzsche (1844-1900) Nietzsche était un grand ami de Wagner mais tous deux s'éloigneront avec le temps en raison de leurs opinions divergentes.

3 Voir J. Camarasa, *Le mystère Mengele,* Robert Laffont, Paris, 2009.

4 Ce manifeste rassemblera près de trois cent mille signatures.

Son choix se portera sur une petite localité paraguayenne, située presque au milieu de la forêt vierge : San Bernardino. Quatorze familles allemandes - provenant de la région de la Saxe, près de Dresde – s'y installent en 1886, dans le but de préserver une communauté allemande « pure », c'est-à-dire non mêlée aux Juifs ou aux étrangers. Le beau-frère de Nietzsche choisit de nommer cette colonie « Nueva Germania » (Nouvelle Allemagne)[1] et y instaure des règles pour les colons : ne pas boire, ne pas manger de viande, ne pas être en contact avec des « races inférieures » pour « limiter la contamination »[2]. C'est dans cette colonie qu'il s'éteindra, trois ans après s'y être installé[3].

Sa veuve, Elisabeth Nietzsche, se partagera durant plusieurs années entre la colonie paraguayenne et l'Allemagne, qu'elle juge décadente. Elle se familiarise de plus en plus avec Nueva Germania, terre de ses espoirs. Mais à la mort de son frère, elle reviendra définitivement en Allemagne[4]. En 1930, elle adhère au parti nazi et reçoit la visite, à son domicile, du chancelier Hitler en novembre 1933. Elle lui fera don de la canne de son défunt frère[5]. Elle contribuera également à la diffusion posthume de l'œuvre du philosophe et à sa falsification : le Fürher interprètera les ouvrages de Nietzsche selon l'idéologie nazie, déformant leur sens.

Le penseur pangermanique Otto Richard Tannenberg s'inscrit dans la lignée des groupes nationalistes xénophobes de l'époque. Dès le début du vingtième siècle, il avance des idées expansionnistes :

> L'Amérique méridionale allemande nous fournira, dans la zone tempérée, un espace de colonisation où nos émigrants conserveront leur langue et leur autonomie. Nous exigerons donc que l'allemand soit enseigné comme seconde langue dans les écoles. Le sud du Brésil, le Paraguay et l'Uruguay sont des pays de culture allemande. L'allemand deviendra la langue nationale.[6]

Contrairement à leur apparence « fantaisiste », - terme qu'emploie le penseur uruguayen Hugo Fernández Artucio[7] - les projets d'Otto Richard Tannenberg sont préparés avec beaucoup de sérieux, jusqu'à envisager l'implantation d'une « Allemagne du Sud » dans le sous-continent américain. Il prépare même une carte pour illustrer son projet : le territoire devait ainsi englober une partie du Brésil (les régions du Paraná, Rio Grande do Sul, et Santa Catarina, où vivent d'importantes minorités allemandes), le Paraguay, l'Uruguay, le tiers méridional de la Bolivie, et le nord de l'Argentine[8].

Le couple Förster, Richard Wagner et Tannenberg peuvent être considérés comme des précurseurs du nazisme. Bien avant Hitler, les pays du Cône Sud représentent, pour eux, l'avenir de l'Allemagne.

---

1 Cette communauté existe encore, les descendants de cette « expérience » sont aujourd'hui connus comme les mennonites. Voir M. Dolcetta, *Gli spettri del Quarto Reich, le trame occulte del nazismo dal 1945 a oggi*, Biblioteca Universale Rizzoli, Milan, 2007, p. 116.

2 J.Camarasa, *Le mystère Mengele*, p. 109.

3 *Ibid.*, p. 109. Les causes de sa mort restent obscures : il s'agirait d'un suicide (Förster aurait été très déçu que son projet ne soit pas à la hauteur de ses espérances) ou bien d'un empoisonnement.

4 Le philosophe Nietzsche était atteint de démence.

5 Hitler avait une grande admiration pour l'œuvre de Friedrich Nietzsche.

6 Otto Richard Tannenberg *in* S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008, p. 194.

7 S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète,* Ramsay, Paris, 2008, p. 194.

8 *Ibid*.

b. Rêves hitlériens

L'intérêt des Allemands pour le cône sud-américain redouble avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Le « Fürher » reprend les idées expansionnistes avancées avant lui et les développe selon sa propre idéologie. Il prend en compte les atouts économiques, géographiques et démographiques du cône sud-américain, afin de mieux se les approprier et y répandre le national-socialisme.

Les nazis vont peu à peu pénétrer tout le territoire, notamment grâce à l'espionnage, et adopter une véritable stratégie avec les pays « convoités » (commerce, observation...). Nous verrons, plus avant, les différents moyens mis en œuvre par le Reich pour pouvoir à la fois jouir des différents atouts du Cône Sud et pousser la population à se rallier au nazisme[1].

Les projets du Fürher ne se limitent pas à l'Europe : beaucoup concernent, en effet, l'Amérique du Sud. Adolf Hitler est persuadé de pouvoir « façonner l'Amérique comme il l'entend » et de « réveiller ce peuple » quand il le souhaitera[2]. D'une ambition sans bornes, il rêve, très tôt (avant même d'accéder au pouvoir), d'annexer l'Amérique du Sud à l'Allemagne, en particulier l'Argentine et le Brésil. Et, à peine nommé chancelier, il exprime clairement et officiellement sa soif de conquête : *«* Nous créerons au Brésil une nouvelle Allemagne, nous y trouverons tout ce dont nous avons besoin.[3] »

Hitler souhaite, en effet, incorporer à l'Allemagne tous les territoires où vit une minorité d'immigrés allemands. Le cône sud-américain, terre d'immigration choisie surtout par les Allemands et les Italiens[4], est donc l'une de ses priorités. Les immigrés allemands, mais aussi leurs descendants, seront considérés comme appartenant au Troisième Reich.

Arrivé au pouvoir, Hitler, né en Autriche, veut rallier son pays d'origine à l'Allemagne[5]. Mais il rêve d'autres annexions, pour accroître la puissance du Reich. Hermann Goering, l'un des hommes de confiance d'Hitler, déclare en ce sens : « L'Allemagne ne peut s'arrêter là. Il lui faut l'Autriche, la Tchécoslovaquie et les autres pays. Elle a besoin de pétrole...[6] ».

Autrement dit, le cône sud-américain est le territoire idéal pour créer une « Allemagne du Sud », puissante et riche, à l'image de celle dont rêvait Otto Richard Tannenberg. Les considérables ressources naturelles de l'Amérique du Sud (or, plomb, fer, nitrate de sodium ou salpêtre du Chili, pétrole, cuivre, bétail...) suscitent tout particulièrement l'intérêt du Führer.

Dès 1933, Hitler crée un département spécial consacré à la colonisation des pays sud-américains. Pour ce faire, des agents nazis sont recrutés et chargés d'apprendre l'espagnol et le portugais, mais aussi la culture, les atouts et l'économie des différents pays[7]. Mais, en 1942, le

---

1 La présence d'importantes minorités d'origine germanique rendra la tâche plus aisée pour le Fürher : les quatre pays du cône sud sont, dès le dix-neuvième siècle, des pays d'immigration, tout particulièrement l'Argentine. À la veille de la Première Guerre Mondiale, environ 30% de la population argentine est immigrée. Voir Mercedes Quintana, *Historia de América Latina,* Editorial Edinumen, Madrid, 2007, p. 119.

2 Voir S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008, p. 146.

3 S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008, p. 7.

4 Les Européens ont émigré en grand nombre vers les pays du cône sud-américain, en particulier l'Argentine, dès la fin du dix-neuvième siècle, fuyant la misère de leur pays.

5 Il parviendra à ce but : l'Autriche est annexée à l'Allemagne le 13 mars 1938, c'est l'Anschluss.

6 Hermann Goering, *in* S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008, p. 191.

7 Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, chapitre 1.

Brésil entre dans le conflit mondial au côté des Alliés et s'oppose à Hitler. Et même si de nombreux espions nazis sont encore dans le pays, le rêve brésilien ne se concrétise pas. En revanche, l'Allemagne gagnera peu à peu les faveurs des autres pays du cône sud-américain, qui deviendront ses partenaires.

3. Des partenaires pour l'Allemagne

Grâce, essentiellement, à l'espionnage, les nazis vont tout d'abord réussir à s'infiltrer en Argentine. Obsédé par le « géant argentin », Hitler envoie ses agents dans le pays avant même d'être nommé chancelier, afin que ceux-ci se rapprochent de la population et commencent à créer des liens. La Patagonie sera la région la plus facile à « conquérir ». Délaissée par les Argentins depuis des décennies, son climat plutôt froid et ses paysages enneigés et montagneux rappellent ceux de la Suisse ou de l'Allemagne, ce qui en fait donc une région très attractive. Une importante population d'origine germanique choisit d'y résider (15.000 s'y installent pendant les années 30[1]). Le sentiment d'appartenance à la nation argentine va, ainsi, disparaître rapidement en Patagonie, et évoluer vers un sentiment pro allemand.

Le Chili exerce la même fascination du point de vue économique et militaire. Il devient rapidement un important partenaire commercial de l'Allemagne nazie, qui importe du cuivre et du nitrate, mais aussi du vin, des fruits et des légumes. En retour, Hitler exporte des armes, des outils, des équipements de chemin de fer[2]. Bon nombre d'officiers chiliens séjourneront également en Allemagne pour y suivre des entraînements[3]. Les villes de Valparaíso et de Valdivia (la « région des lacs »), en particulier, seront des nids d'espions et d'agents nazis.

Le Paraguay, enfin, avec ses vingt-six mille habitants d'origine allemande sur une population totale d'un million, constitue une nation très accueillante pour les Allemands. Cette communauté, fière de ses origines, est le plus souvent favorable aux nazis et facilite leur infiltration.

4. L' Uruguay, un projet stratégique

L'Uruguay, petit pays, peu puissant économiquement, présente pourtant, dès les années 30, de nombreux atouts pour les Allemands. À l'instar du Brésil, de l'Argentine ou du Paraguay, l'Uruguay est une terre d'accueil pour les émigrés européens (allemands notamment) depuis le XIXème siècle. Ainsi, en 1908, la moitié de la population de Montevideo est d'origine étrangère[4]. Les nazis vont alors profiter de cette « mixité » et tenter de soumettre les Uruguayens, grâce à la « traditionnelle » propagande, mais aussi aux institutions nazies et à l'espionnage[5]. Ces opérations sont, en général, une réussite : la population uruguayenne est rapidement endoctrinée.

L'Uruguay possède, en outre, de grands avantages stratégiques. Ses frontières communes avec les deux « géants », l'Argentine et le Brésil, en font un « tremplin » pour les Allemands[6]. Elles sont, en effet, exploitables et peuvent permettre une proximité et une meilleure communication avec

---

1 *Idem*.
2 Graeme S.Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002, p. 12.
3 *Ibid.*
4 Montevideo est ainsi devenue la quatrième métropole d'Amérique du Sud. Voir S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008, p.201.
5 *Cf supra* note 1.
6 S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008, p.201.

les puissants voisins de l'Uruguay. Les principaux points d'appui (*stützpunkte*), se trouvent plutôt à la frontière brésilienne, dans les centres industriels et de transport importants, ou dans les carrefours ferroviaires. Les Allemands travaillent la maîtrise de ces différents points stratégiques du pays.

Les atouts économiques, stratégiques et humains du Río de la Plata constituent l'un des grands rêves hitlériens. Selon les projets nazis, cette zone devait former le nouvel État dans lequel le Troisième Reich exécuterait son immense programme de développement industriel et agricole[1]. Un journal allemand, paru le 21 février 1937, évoque cet attachement allemand à la région qui englobe l'Uruguay ainsi qu'une partie du Brésil et de l'Argentine.

> « Nous sommes unis par un destin commun et jamais nous ne cesseront de l'être. Nous sommes frères. Nos berceaux se trouvent sur les berges du Rhin, de la Volga, du Danube et du Río de la Plata.[2] »

Progressivement, les ramifications du parti nazi s'implantent : le Front allemand du Travail (*Deutsche Arbeits-Front,* qui existe déjà en Argentine), la SS, les Jeunesses Hitlériennes (*Hitler-Jugend* ou *HJ*), l'Union des Ouvriers Allemands, l'Association des professeurs nationaux-socialistes, le Club allemand, l'Association allemande de normes industrielles, la Gestapo (police politique), l'Association des vétérans de la guerre, l'école Hindenburg[3], pour converger vers un dessein commun : priver l'Uruguay de son indépendance[4].

Le sentiment nationaliste allemand se renforce donc en Uruguay. L'Allemagne nazie est peu à peu considérée par les immigrés allemands comme la « mère patrie », et le pays d'accueil est rejeté. Des défilés ou des exercices militaires d'inspiration nazie sont organisés, de façon officielle et ostentatoire.

Les sympathisants nazis du Río de la Plata vont même tenter de renverser le gouvernement uruguayen. En 1940, la révolte allemande arrive à son comble : une tentative de coup d'état a lieu. Ce putsch est préparé par le journaliste nazi (immigré) Arnulf Fuhrmann. Ce dernier est, depuis 1937, président du Centre Culturel germano-uruguayen. Il milite activement en faveur du national-socialisme, notamment par la diffusion de pamphlets de propagande[5]. Mais les nazis sous-estiment la vigilance et la résistance des patriotes uruguayens et du Congrès. Le putsch de Fuhrmann échoue, il est arrêté avec douze autres agents. Par la suite, des documents compromettants seront trouvés dans les résidences des participants au coup d'état : détails du putsch, noms des complices[6]… Ce complot avorté souligne bien l'importance toute particulière et stratégique de l'Uruguay pour le régime nazi.

B) <u>Une large diffusion des idées national-socialistes</u>

Les pays du cône sud-américain, dont une importante part de la population est d'origine germanique, sont rapidement sous influence nazie. Bon nombre des projets hitlériens, qu'ils soient économiques ou politiques, sont menés à bien, et les idées nationales-socialistes se diffusent

---

1 *Ibid.* p.202.
2 *Ibid*. p.201.
3 *Ibid.* p.203.
4 La Gestapo, tout particulièrement, réunit à l'époque les meilleurs agents du Río de la Plata. S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008, p.204.
5 Voir article de presse disponible sur http://www.elpais.com.uy/Suple/QuePasa/06/10/21/quepasa_243252.asp, consulté le 16/01/11.
6 *Ibid.*, p.205. Fuhrmann est libéré en 1946.

promptement, que ce soit au Chili, en Argentine, au Paraguay ou en Uruguay. Comme nous allons l'évoquer, d'autres éléments peuvent attester à l'époque de l'importance de la transmission de l'idéologie nazie : les organisations politiques, la presse, la propagande ou encore le système éducatif.

1. Les organisations politiques

Le Cône Sud accepte la création d'associations et d'organismes nazis omniprésents en Allemagne. Le mouvement national-socialiste monte en puissance tant en Allemagne que dans les quatre pays sud-américains. Hitler, une fois au pouvoir, crée un département spécial chargé d'organiser le parti nazi en outre-mer : la « *Auslandsorganisation* », ou AO. L'apparition du NSDAP[1] (et de ses organismes parallèles) dans le sous-continent américain sera un projet de haute importance, qui réussira à s'implanter grâce au soutien des pays du Cône Sud.

En Argentine, le parti nazi est fondé le 10 mai 1931[2]. Dès lors, le nombre de ses adhérents ne cesse de croître, à tel point que le NSDAP argentin sera considéré comme le plus important d'Amérique du Sud, et le troisième hors du Reich. Début 1933, en effet, le parti compte 315 membres, et 2110 seulement trois ans plus tard[3]. Ses fonctions consisteront, entre autres, à superviser le contenu des matières enseignées dans les écoles allemandes du pays.

Le Front du Travail Allemand (*Deutsche Arbeits-Front*), ou DAF, organisme « satellite » du NSDAP, naît également en Argentine. Il compte bientôt 12.000 membres, dont la plupart travaillent pour des entreprises allemandes telles que Siemens, Mannesmann, Thyssen, pour le journal *« Deutsche La Plata Zeitung »*, ou encore dans les banques et hôpitaux allemands. La DAF organise aussi de violentes campagnes antisémites et offre de grands avantages professionnels à ses membres. Ses activités, directement dictées par le parti nazi, excluent les juifs et les non Allemands[4]. Les citoyens qui possèdent la double nationalité argentine-allemande subissent les pressions des militants nazis : on les incite à aller travailler ou effectuer leur service militaire en Allemagne[5], afin qu'ils « honorent » leur ascendance allemande.

Peu de temps après sa création en Argentine, le Parti National-Socialiste est également fondé au Paraguay[6]. En 1933, on compte 62 membres officiels du NSDAP paraguayen : ce qui en fait le dixième parti nazi le plus important dans le monde, et le troisième d'Amérique du Sud (après l'Argentine et le Brésil)[7]. Toutefois, entre 1932 et 1935, la Guerre du Chaco, contre la Bolivie, qui ravage le pays, limite l'influence du nazisme[8].

En 1934, le parti nazi est créé en Uruguay. Il a pour mission d'inciter toute la communauté allemande du pays, soit huit mille personnes, à s'engager en faveur du nazisme et à rejoindre le

---

1 NSDAP : *Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei* (Parti national-socialiste des travailleurs allemands)

2 Voir J. Camarasa, *Operazione Odessa, dossier sui nazisti rifugiati in Argentina*, Milan, Mursia, 1998.

3 Voir http://www.argentina-rree.com/9/9-027.htm, consulté le 31 décembre 2010.

4 S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008, p.185.

5 J. Camarasa, *Operazione Odessa, dossier sui nazisti rifugiati in Argentina*, Milan, Mursia, 1998.

6 Frank O. Mora, Jerry Wilson Cooney, *Paraguay and the United States: distant allies,* University of Georgia Press, Georgia, 2007, p. 95.

7 Cyprian Blamires, *World fascism : a historical encyclopedia, Volume 1*, Library of Congress Cataloging, Santa Barbara, 2006, p. 505.

8 La Guerre du Chaco (1932-1935), était une guerre territoriale : le Paraguay et la Bolivie se disputent la région du Grand Chaco (240.000 km²), les frontières étant incertaines. Le Paraguay sera vainqueur mais non sans de cruels sacrifices. Cette guerre très meurtrière a ruiné les deux pays.

Parti[1]. Les Allemands qui tentent de résister subissent pressions, chantage et persécutions. L'action du parti nazi a ainsi eu une grande influence. Elle favorisera la rébellion commandée par Arnulf Fuhrmann[2].

Au Chili, pour être membre du NSDAP, créé en 1929, il faut avoir du sang allemand[3]. Le parti aura également son équivalent chilien : en avril 1932 naît un autre groupe politique de style nazi, antiparlementaire, anti-marxiste et anti-libéral, baptisé *« Movimiento Nacional-Socialista de Chile »*, ou MNS. Ses fondateurs sont le général Díaz Valderrama, Carlos Keller, et l'avocat germano-chilien Jorge González Von Marées, qui en deviendra le chef[4]. Si Valderrama envisage de se conformer au programme national-socialiste allemand, González Von Marées, en revanche, revendique l'indépendance du MNS et la représentation des traditions nationales chiliennes. Ce sentiment nationaliste chilien n'empêche pas le chef du MNS de pratiquer le salut hitlérien[5] : le bras droit tendu en avant, accompagné de l'exclamation « Heil!» ou « Heil Chile!». Le quartier général du parti arbore le portrait du Fürher et la *swastika*[6]. Adolf Schwarzenberg, un Allemand né au Chili et membre du NSDAP, crée également les Jeunesses Hitlériennes du Chili : *Deutsche Jugend Chiles* (DJC). Il est l'un des leaders nazis de la ville de Valdivia[7].

Le *« Movimiento Nacional-Socialista de Chile »* connaît un succès grandissant : neuf adhérents en quelques jours, puis trente de plus en deux mois. Au début de sa création, le MNS suit également une idéologie raciste et antisémite, mais Von Marées va effacer cette dimension raciale car, selon lui, le « problème juif » n'est pas un problème spécifique à la nation chilienne[8]. Le MNS aspire donc à se démarquer du NSDAP, dans la mesure où il s'inspire du national-socialisme hitlérien tout en étant davantage pro chilien que pro allemand[9]. Les membres du MNS qualifieront d'ailleurs leur mouvement de « *nacismo* », écrit avec un « c » afin de se différencier de l'orthographe allemande. Ils revendiquent ainsi leur « propre » nazisme.

Six mois seulement après sa création, le MNS se présente aux élections et remporte suffisamment de voix pour siéger au Parlement chilien[10]. À partir de 1933, le parti se dote également d'une unité paramilitaire, dont l'uniforme est identique à celui des Allemands.

Dans les quatre pays du Cône Sud, le parti nazi entraîne systématiquement la création d'organismes parallèles au NSDAP qui transforment la vie politique (nous en avons mentionnés certains antérieurement) : l'organisation des Jeunes Filles Allemandes, La SS, la Gestapo, le SD (Service de sécurité du Reich), les Jeunesses Hitlériennes, le Club Allemand, le Ministère de la Propagande de Goebbels... De telles organisations sont tout à fait tolérées.

---

1 S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008, p. 201.

2 *Ibid.* p. 203.

3 Graeme S.Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002, p. 36.

4 Maria Luiza Tucci Carneiro, *O anti-semitismo nas Américas: memória e história*, Editora da Universidade de São Paulo, São Paulo, 2007, p. 443.

5 Eva Goldschmidt Wyman, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta*, Ril editores, Santiago de Chile, 2008, p. 163.

6 Déposition du Péruvien Luis Alberto Sánchez, qui visitait le quartier général de González Von Marées. Il a rédigé un rapport : « Visto y vivido en Chile : Bitacura chilena 1930-1970.« Swastika » : croix gammée. Voir Graeme S.Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002, p. 16.

7 Graeme S.Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002, p. 35.

8 Eva Goldschmidt Wyman, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta*, Ril editores, Santiago de Chile, 2008, p. 162.

9 Eva Goldschmidt Wyman, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta,* Ril editores, Santiago de Chile, 2008, p. 162. Une certaine collaboration existe toutefois entre le NSDAP et le Mouvement national-socialiste chilien. Voir également Raffaele Nocera, *Chile y la guerra, 1933-1943*, Dirección de Bibliotecas, Santiago, 2006, p. 54.

10 *Cf supra* note 4.

2. La presse et la propagande

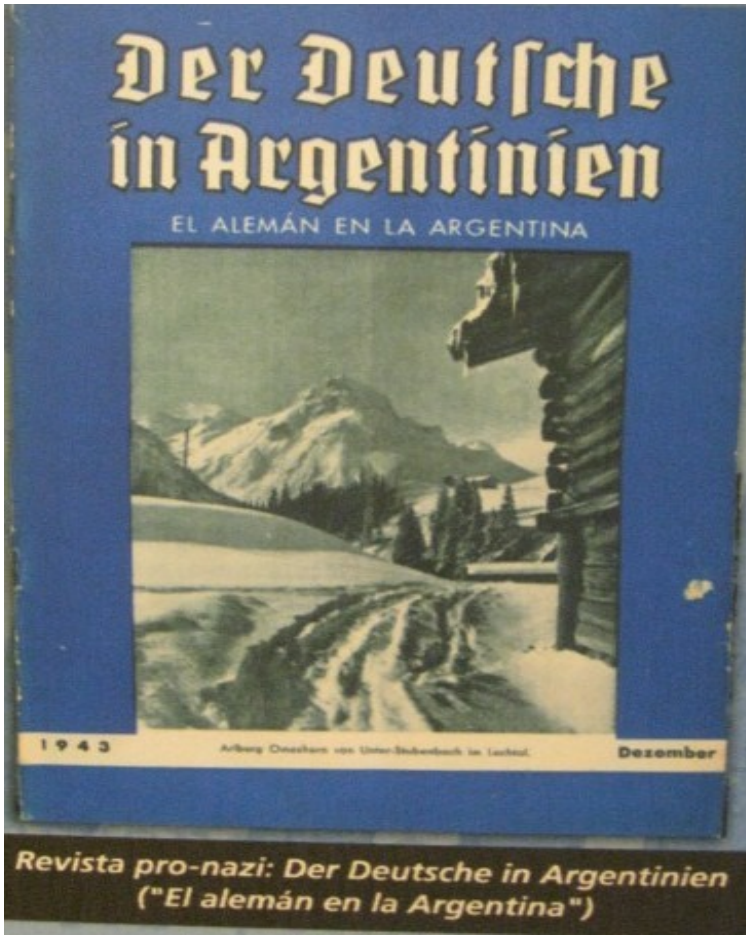
La presse est également l'un des principaux moyens de véhiculer l'idéologie nazie qui envahit l'Amérique du Sud. Elle deviendra un moyen très efficace d'endoctriner la population, notamment par l'usage répété de la propagande.

Au Chili, des journaux en langue germanique existent depuis le dix-neuvième siècle. Le premier paraît en 1870, au moment où s'installent de nombreux immigrés allemands[1]. Avec le temps, certains quotidiens acquièrent renommée et crédibilité. Le nazisme ne sera pas sans influence sur ces journaux. Ainsi, le quotidien *Deutsche Zeitung* (Journal allemand), l'un des plus importants, fondé en 1910, consacrera à partir de 1933, tous les samedis, une page entière à la propagande nazie[2]. Dans le sud du Chili, où résident de nombreux Allemands, seront diffusés trois principaux quotidiens en langue espagnole : *El Llanquihue, El Correo de Valdivia*, et *La Prensa* (créés respectivement en 1885, 1895 et 1917). Malgré leur ancienneté, dans les années 30, selon les sources du FBI, ces trois journaux sont contrôlés par les nazis ou leur appartiennent[3]. Selon le FBI et l'ambassade britannique, les nazis influencent aussi certaines radios chiliennes, ainsi que la production cinématographique[4].

Dans l'Argentine voisine, ce sont les journaux fascistes qui sont les plus nombreux, en raison de l'importante communauté italienne qui vit dans le pays. On trouve cependant bon nombre de journaux nazis. Certains d'entre eux, financés par Berlin, n'hésitent pas, pendant la Seconde Guerre Mondiale en particulier, à réclamer la tête des citoyens de religion juive[5]. À l'époque, l'Institut Culturel germano-argentin est aussi un important vecteur de propagande : il organisera des expositions d'art, diffusera des films, proposera des cours d'allemand[6], dans le but déclaré de glorifier le Reich et de promouvoir l'idéologie nazie.

---

1 Graeme S.Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002, p.40.
2 *Ibid.*
3 *Ibid*., p. 41.
4 *Ibid.*, p. 31.
5 U. Goñi, *La auténtica Odessa,* Barcelone, Paidós, 2002, p. 61.
6 Voir http://www.argentina-rree.com/9/9-027.htm, consulté le 31 décembre 2010.



Revue pro-nazie parue en 1943 : « L'allemand en Argentine »[1]

Dans toute la région du Río de la Plata (Uruguay et côte argentine), le *« Deutsche La Plata Zeitung »* est un journal de renom[2]. Subventionné par l'ambassade allemande, Hitler y apparaît souvent à la une et bon nombre d'articles lui sont consacrés[3]. En Uruguay, les agents nazis infiltrés dans le pays se chargent également de la propagande (antisémite en particulier), qu'ils usent de façon efficace et répétée.

La situation est similaire au Paraguay : les agents allemands établis dans le pays depuis le début des années 30 diffusent l'idéologie nazie, notamment par le biais de tracts, de films et de journaux. Avec l'arrivée au pouvoir, en 1940, du dictateur militaire Higinio Morínigo (dont nous reparlerons au cours de ce chapitre), la presse (déjà censurée par le régime) véhiculera de plus en plus de messages et d'articles pro-nazis. Les États-Unis accusent le Paraguay de Morínigo de « laisser le champ libre » à la propagande nazie : « les Allemands y travaillent d'arrache-pied, intelligemment et avec succès, à tel point qu'ils réussissent à convaincre l'opinion publique [4]».

---

1 Musée de l'Holocauste de Buenos Aires, visité le 18 février 2011.

2 Journal allemand de La Plata.

3 Source : http://nachrichten.t-online.de/1938-kippte-die-stimmung-am-rio-de-la-plata/id_14792730/index, consulté le 31 décembre 2010.

4 Frank O. Mora, Jerry Wilson Cooney, *Paraguay and the United States: distant allies,* University of Georgia Press, Georgia, 2007, p. 103.

Partout dans le cône sud-américain, la propagande, intégrée ou non à la presse, génère peu à peu la haine du peuple juif, sans cesse montré du doigt. Selon la chercheuse Eva Goldschmidt Wyman[1], les journalistes hostiles aux juifs sont souvent complimentés, voire félicités, pour leurs articles[2]. Au Chili en particulier, les journaux à caractère antisémite tels que *El Rayo* (Valdivia), *La Patria*, *Mundo Judío*, *La Reforma Árabe*, *Trabajo*, *Alfa-Omega*, *La Voz de la Parroquia* (Santiago) promulguent l'idéologie hitlérienne. Les nazis chiliens et germaniques financent ce type de presse et leur envoient leur propagande anti-juive. Nous reviendrons ultérieurement de façon plus approfondie sur ce phénomène d'antisémitisme grandissant dans le sous-continent.

3. Les écoles

L'un des grands desseins d'Adolf Hitler est de réussir à contrôler, formater et endoctriner la jeunesse selon le modèle nazi. Les Jeunesses Hitlériennes s'en chargent, mais aussi les écoles. Elles jouent, en ce sens, un rôle très important et doivent suivre un programme dicté par le national-socialisme et en accord avec celui-ci. Il en sera de même hors du Reich : dès le dix-neuvième siècle, en raison des minorités germaniques issues de l'immigration, des écoles allemandes fonctionnent dans tout le cône sud-américain. Avec la montée de l'extrémisme nazi et l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les enfants qui y sont scolarisés vont être, eux aussi, éduqués selon le modèle nazi.

C'est en Argentine que l'on compte le plus grand nombre d'écoles allemandes. C'est également le premier pays à en posséder, dès 1843. Avant 1939, on en dénombre cent soixante-seize, fréquentées par quelques 13200 étudiants[3]. Pour pouvoir y enseigner, les professeurs doivent posséder une autorisation de l'Union des Écoles Allemandes, et prêter serment devant l'ambassadeur allemand :

> Je jure d'être fidèle et d'obéir au Fürher du Reich et du peuple allemand, Adolf Hitler, en respectant les lois et en répondant exactement aux devoirs imposés par mes responsabilités professionnelles. Que Dieu me protège[4].

Dans la ville de San Carlos de Bariloche, en Patagonie, les écoles arborent même le drapeau avec la croix gammée, lequel flotte à côté du drapeau argentin[5]. Selon le chercheur argentin Jorge Camarasa, on retrouve également le symbole nazi ainsi que des portraits d'Hitler dans toutes les écoles allemandes du pays. Le salut nazi, accompagné d'un vibrant *« Heil Hitler! »*, est également de rigueur. La « littérature » nazie (notamment des écrits d'Adolf Hitler comme *Mein Kampf*) fait, elle aussi, partie du programme enseigné aux enfants scolarisés dans ces écoles[6].

Au Chili, elles existent depuis 1858. En 1930, elles dépendent le plus souvent du Ministère de l'Éducation de Berlin (surtout dans le sud du pays). Puis le gouvernement d'Hitler les aidera

---

1 Eva Goldschmidt est une chercheuse juive d'origine allemande. Ses grands-parents sont morts dans un camp de concentration. Ses parents et d'autres membres de sa famille ont réussi à émigrer vers le Chili.

2 Eva Goldschmidt Wyman, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta*, Ril editores, Santiago de Chile, 2008, p. 236.

3 J. Camarasa, *Organizzazione Odessa*, Milan, Mursia editore, 1998, p. 32. Voir également A. Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010.

4 *Ibid.*

5 Graeme S.Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002, p. 47

6 *Cf supra* note 2.

financièrement, leur fournira des livres, et enverra même des enseignants[1]. Les étudiants chiliens sont vivement encouragés à aller étudier en Allemagne : ils peuvent, dans ce cas, bénéficier d'aides financières. Selon des estimations du FBI, environ 5300 enfants sont scolarisés dans quarante-six écoles. À partir de 1935, rien que dans la capitale chilienne, on recense six écoles allemandes [2].

La plupart des élèves sont d'origine allemande, mais pas tous[3] ; ce qui tend à prouver que les familles originaires d'Allemagne ne sont pas seules à admirer le Reich et à choisir ce modèle éducatif pour leurs enfants. Les enseignants, eux, sont en majorité de nationalité allemande[4]. L'enseignement dispensé doit correspondre à celui du Reich et on insiste, en particulier, sur le concept de « race ». Les élèves saluent le bras droit tendu en avant ; l'anniversaire d'Adolf Hitler et celui de son homme de confiance Hermann Goering sont célébrés. À l'inverse, l'apprentissage de l'espagnol et de l'histoire du Chili, même pour les enfants chiliens, est parfois interdit, ainsi que l'a constaté Rudecindo Ortega, ministre de l'Éducation, lors d'une visite à l'école allemande de Peñaflor[5]. Seule la langue du Reich est enseignée et on inculque l'amour de la patrie nazie, et non du Chili[6].

En Juin 1939, le journal chilien *Aurora de Chile*, publie un article concernant le boycott d'une école de Santiago qui ne glorifie pas le nazisme : ni croix gammées, ni portraits d'Hitler sur les murs. En somme, elle ne vénère pas le *Fürher* et n'honore pas son idéologie[7]. En moins de deux mois, les multiples pressions économiques et morales des organisations nazies pousseront les familles à changer leurs enfants d'établissement : cette école perdra 60% de ses élèves[8].

Avec la montée du nazisme, les écoles allemandes d'Uruguay se transforment et comptent également de plus en plus d'élèves, tout particulièrement dans la capitale : l'école allemande de Montevideo prend le nom de « Hindenburg-Schule » (école Hindenburg[9]). En 1940, ses étudiants sont trois fois plus nombreux qu'en 1913[10].

Au Paraguay, à l'instar des pays voisins, l'idéologie nazie est également transmise par le biais de l'éducation. À Asunción et à Villarrica[11], bon nombre d'écoles allemandes sont fondées[12]. Le rapport d'un militaire américain rattaché à Asunción, le lieutenant colonel Thomas F. Van Natta, souligne même que « les nazis ont pris le contrôle des écoles allemandes en renvoyant les enseignants et les directeurs non favorables au national-socialisme [13]». Les écoles et autres institutions allemandes usent à outrance de la propagande : croix gammées, portraits d'Hitler, ainsi que des symboles du fascisme italien.

---

1 *Ibid.*, p. 46.

2 Eva Goldschmidt Wyman, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta*, Ril editores, Santiago de Chile, 2008, p. 114.

3 *Ibid.*, p. 46.

4 Les professeurs allemands allant enseigner au Chili bénéficiaient d'avantages sur leur retraite. Voir *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002, p. 46

5 Peñaflor est une commune située dans la région métropolitaine de Santiago du Chili.

6 *Cf supra* note 3.

7 Graeme S.Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet,* Black Rose Books, Montréal, 2002.

8 Eva Goldschmidt Wyman, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta*, Ril editores, Santiago de Chile, 2008, p.114.

9 Paul Von Hindenburg est président du Reich jusqu'à sa mort en 1934 et nomme Adolf Hitler chancelier en janvier 1933.

10 Voir http://www.dsm.edu.uy/index.php?accion=external&l=institucional_historia.html, consulté le 27 octobre 2010.

11 Villarrica est une ville du sud du Paraguay.

12 Frank O. Mora, Jerry Wilson Cooney, *Paraguay and the United States: distant allies,* University of Georgia Press, Georgia, 2007, p. 94.

13 Frank O. Mora, Jerry Wilson Cooney, *Paraguay and the United States: distant allies,* University of Georgia Press, Georgia, 2007, p. 94.

Dans le cône sud-américain des années 30, les pays se retrouvent bel et bien structurés selon le modèle nazi-fasciste, lequel va progressivement s'accentuer.

C) Des changements en faveur du nazisme

Le Cône Sud a « imité » les totalitarismes européens[1]. Les différents pays opèrent des changements dans la vie politique ou sociale et le soutien au Reich se renforce avec la Seconde Guerre Mondiale, en parallèle avec une importante montée de l'antisémitisme. Les personnalités politiques se distingueront également en prenant position en faveur des forces de l'Axe.

1. Intensification du modèle national-socialiste

a. Un antisémitisme nouveau

Avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, les familles juives sont relativement bien intégrées dans le sous-continent américain et fières de leurs origines. Mais, sous l'ère hitlérienne, tout s'inverse.

Dans les années 20, au Chili, on ne compte que quelques milliers de Juifs. Mais, à partir de la décennie suivante, la communauté juive persécutée va de plus en plus immigrer vers Santiago. Si la population d'origine germanique approuve plutôt la doctrine antisémite dictée par le Reich, de nombreux Chiliens se déclarent, en revanche, en faveur de l'idéologie fasciste italienne, qui ne possède pas (à l'origine) la dimension profondément raciste du nazisme[2]. Pour ceux-ci, il n'est nullement nécessaire de se préoccuper du « problème juif », étant donné que la communauté juive est peu importante dans le pays. Von Marées, le chef du Mouvement National-Socialiste chilien, partage cet avis.

Or, l'augmentation de la population juive au Chili s'accompagne des premières manifestations antisémites publiques. Le MNS[3] fait paraître, par exemple, de nombreuses publications contre les Juifs, influencées par la propagande allemande. Les propos insultants ont une certaine emprise sur les masses populaires[4]. Bien que le parti national-socialiste chilien ne développe aucune thèse à caractère raciste contre les Juifs, il incite bel et bien les Chiliens à les haïr et à les fuir. Le mouvement accuse en effet la communauté hébraïque de vouloir « dominer le monde » et d'organiser pour cela une sorte de « complot ». Le peuple juif est, selon le MNS, un danger permanent pour le Chili ; il représente l'impérialisme, tant nord-américain que soviétique[5]. Cette méfiance ainsi que le « problème juif » sont des préjugés relativement nouveaux au Chili, qui réussissent à « contaminer » le pays.

En Argentine, où la communauté juive est importante depuis des décennies[6], l'antisémitisme

---

1 Eva Goldschmidt Wyman, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta*, Ril editores, Santiago de Chile, 2008.

2 *Ibid*.

3 Mouvement National-Socialiste du Chili.

4 Maria Luiza Tucci Carneiro, *O anti-semitismo nas Américas: memória e história*, Editora da Universidade de São Paulo, São Paulo, 2007, p. 443.

5 *Ibid*.

6 Beaucoup d'italiens immigrent dès le XIXème siècle. Aujourd'hui encore, rares sont les Argentins qui n'ont aucun

se répand également. Le « géant argentin », immense terre d'asile, cessera même, soudainement, d'accueillir des Juifs. En effet, en 1938, le gouvernement argentin crée une circulaire restée très longtemps secrète, la Circulaire 11. Elle stipule que nulle personne « indésirable », c'est à dire de religion juive, ne peut entrer sur le territoire argentin, ni même avec un simple visa de touriste[1]. Les Juifs, persécutés en Europe et condamnés, sont donc contraints de se réfugier vers d'autres pays d'accueil[2].

En Argentine également, certains livres ou revues à caractère antisémite connaissent un franc succès : « Clarinada » par exemple.

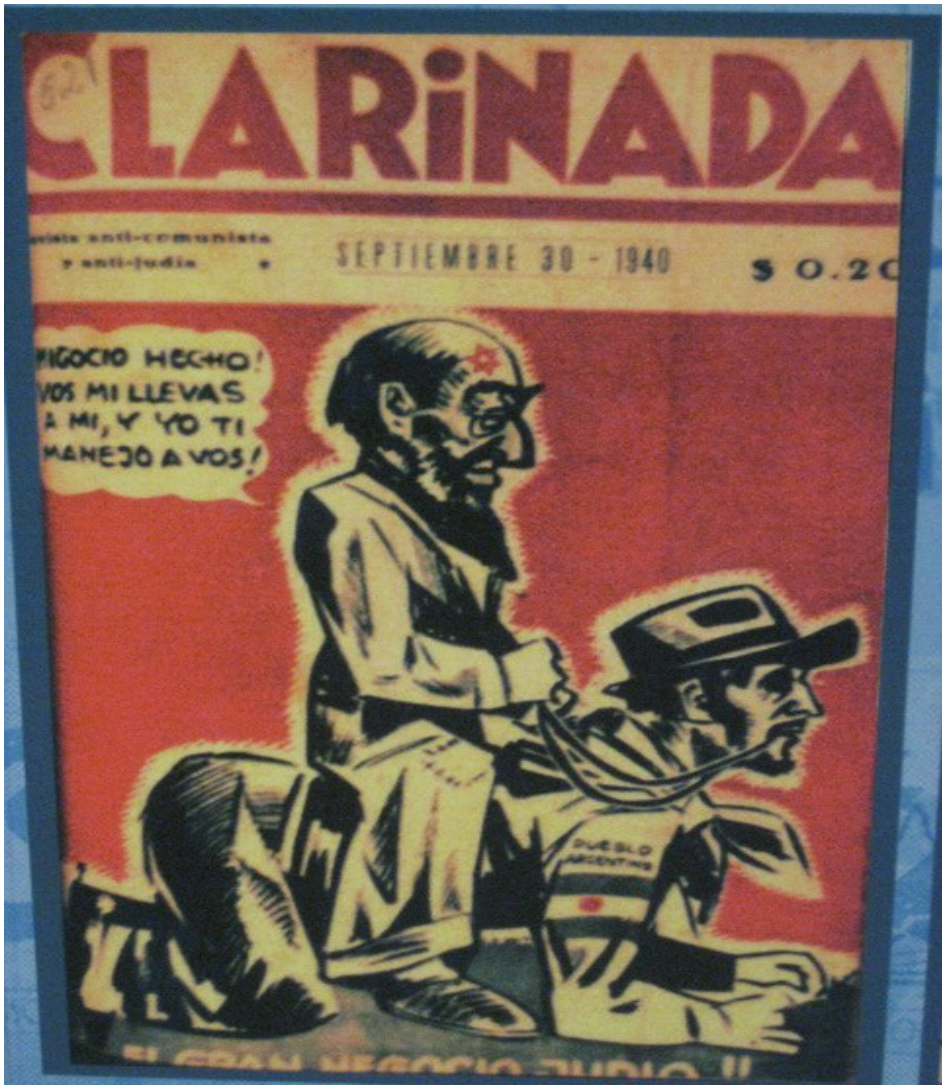
Clarinada, revue anti-communiste et anti-juive, datée du 31 décembre 1940, une image de propagande antisémite à la une. Il y est écrit : « Attention, la bête arrive!!! »[3]

parent d'origine italienne.

1 Voir annexe C, à la fin de notre étude, texte original en espagnol.

2 Ils peuvent parfois espérer gagner l'Argentine en passant par les pays voisins, mais la tâche n'est pas aisée.

3 Musée de l'Holocauste de Buenos Aires, visité le 18 février 2011.



Clarinada, revue anti-communiste et anti-juive, datée du 30 septembre 1940. Le titre de cette caricature est « la grande affaire juive !! ». Un juif y est représenté à califourchon sur le dos du « peuple argentin » (l'homme à quatre pattes représente une Argentine soumise, on reconnaît le chapeau typiquement argentin ainsi qu'un brassard « pueblo argentino »). Il est écrit dans la bulle (avec des fautes d'espagnol, ce qui accentue la caricature) : « Marché conclu ! Toi tu m'emmènes, et moi je te dirige ! ».

L'Uruguay est également une destination privilégiée pour les immigrés juifs. Au début des années 30, on dénombre environ vingt-cinq mille juifs vivant sur le territoire uruguayen. Ils sont parfaitement intégrés à la vie socio-économique et peuvent intégrer des associations ou célébrer leur culte dans les synagogues du pays. Mais, à partir de 1935, les discriminations antisémites se font sentir : menaces, lois d'immigration sélective... En 1940, la communauté juive uruguayenne fait parvenir une pétition au Ministère de l'Intérieur, en raison des actes antisémites répétés, notamment à Montevideo[1].

[1] Maria Luiza Tucci Carneiro, *O anti-semitismo nas Américas: memória e história*, Editora da Universidade de São Paulo, São Paulo, 2007, p. 624.

Dans les quatre pays du cône-sud, l'antisémitisme est également véhiculé par des tracts, moyen commode pour transmettre la propagande : les feuillets antisémites se multiplient, le plus souvent financés par les Ambassades allemandes[1].

b. Des évènements particuliers à la veille de la Seconde Guerre Mondiale

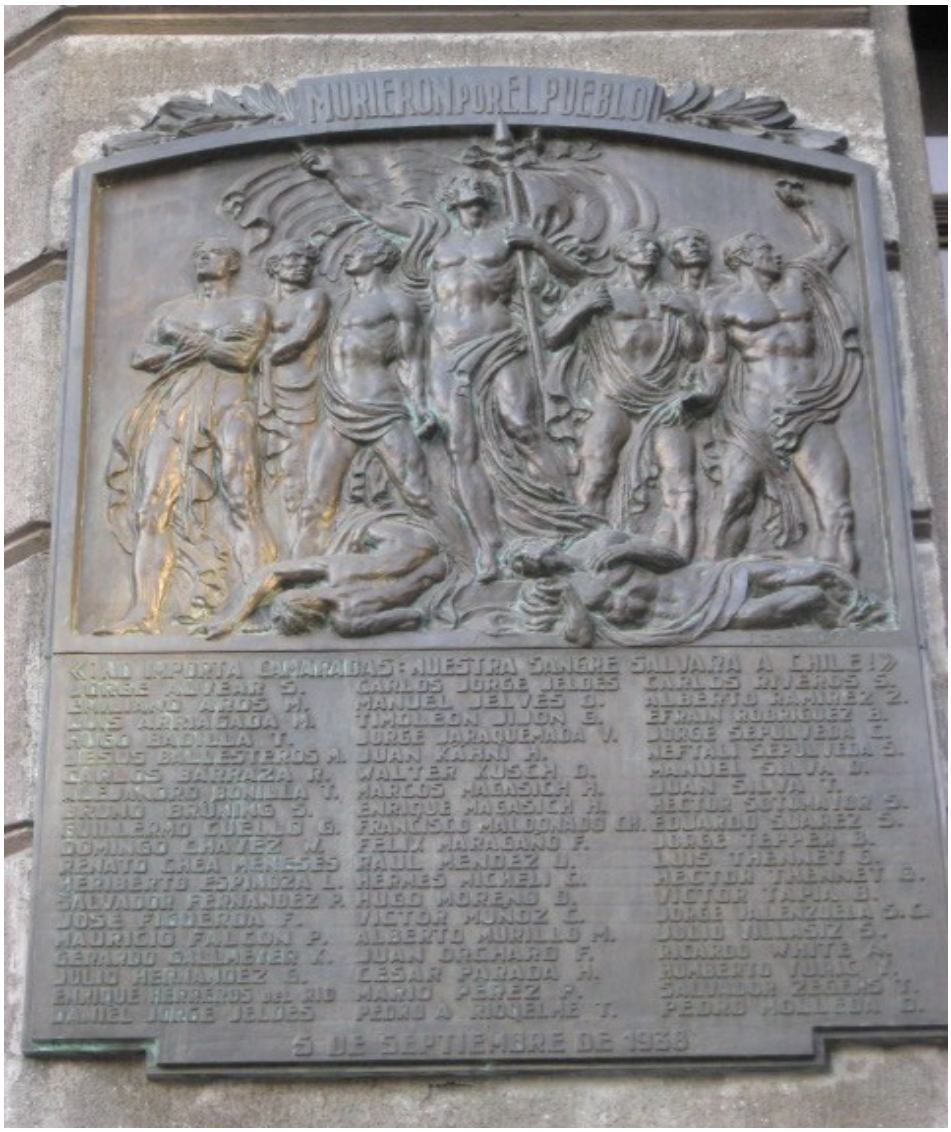
Avec l'arrivée de la Seconde Guerre Mondiale, dans les pays du cône sud-américain, certains évènements ou choix politiques peuvent faire foi du soutien à l'extrémisme nazi.

Ainsi, le MNS[2] connaît une influence grandissante au sein de la société chilienne. En 1935, il remporte les élections dans les villes de Temuco et Angol (toutes deux situées au sud du Chili). En 1937, trois membres du MNS sont élus au Parlement, dont Jorge González Von Marées[3], nommé à Santiago[4].

Le MNS tentera également de prendre le pouvoir par la force : le 5 Septembre 1938. Cette rébellion échoue et cinquante-cinq jeunes *nacis* trouvent la mort sous la répression du gouvernement chilien. Ce « putsch » manqué va renforcer le sentiment pro-nazi au Chili et ses « victimes » vont être, dès lors, considérées comme des martyrs, sacrifiées par amour pour leur patrie. À Santiago, sur la façade même du Ministère de la Justice (à côté du *Palacio de la Moneda*[5]) une plaque commémorative porte leurs noms, la date de la rébellion, ainsi que les inscriptions *« Murieron por el pueblo »*[6] et *« No importa, camaradas, nuestra sangre salvará Chile! »*[7]. Au cœur de la capitale chilienne, l'hommage à ces jeunes *nacis* apparaît aux yeux de tous[8].

---

1 Jean-Pierre Blancpain, *Les juifs allemands et l'antisémitisme en Amérique du sud: 1930-1950*, L'Harmattan, Paris, 2008, p. 206.
2 Mouvement national-socialiste du Chili.
3 Avocat, chef du MNS.
4 *Cf supra* note 1.
5 Palais présidentiel du Chili.
6 « Ils sont morts pour le peuple ».
7 « Peu importe, camarades, notre sang sauvera le Chili! ». Visite de Santiago, Mars 2011.
8 Cette plaque est visible de nos jours, au même emplacement.



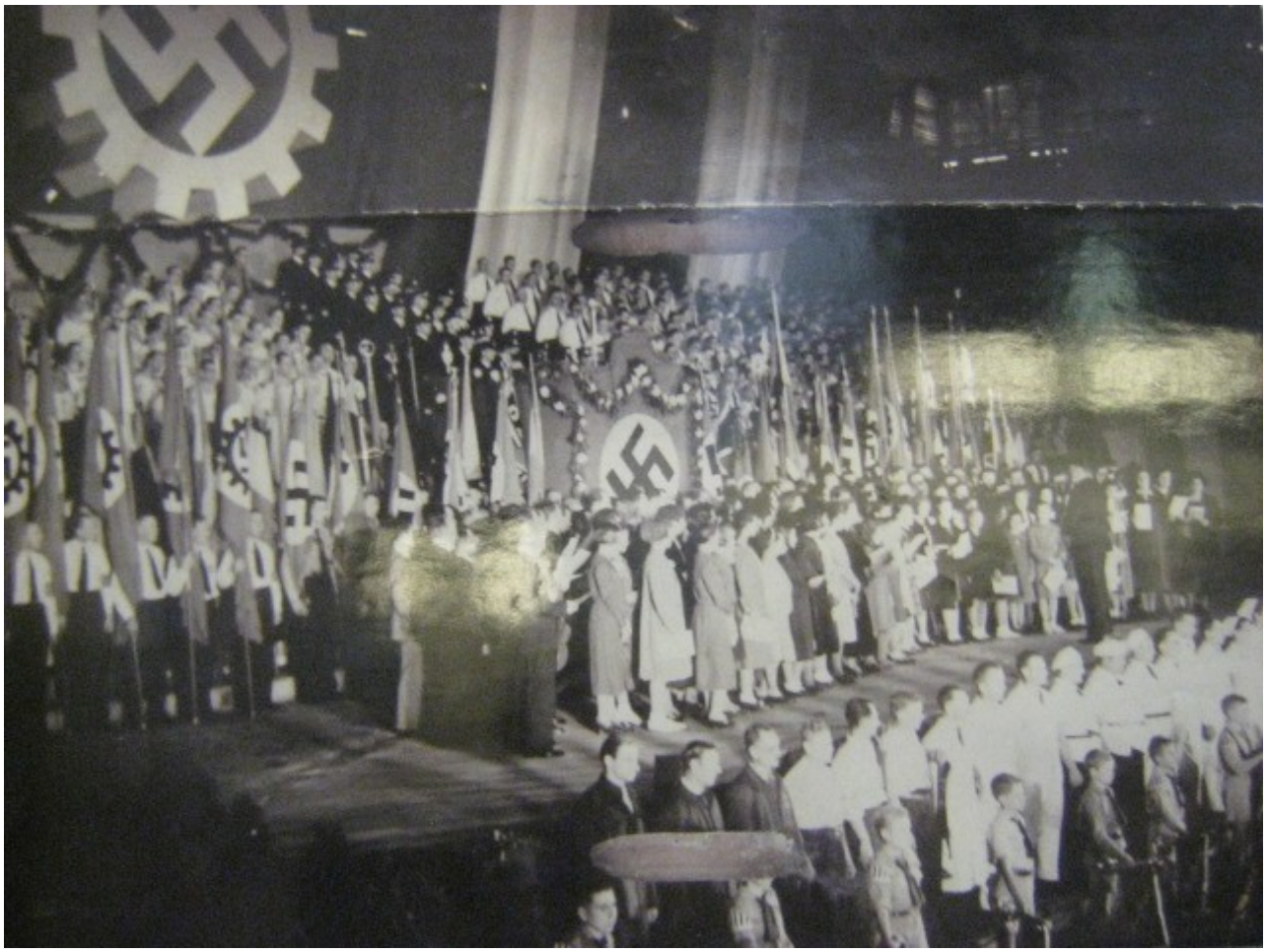
Plaque commémorative du 5 septembre 1938, Santiago du Chili[1].

En 1936, un pacte anticommuniste est signé entre l'Argentine, l'Uruguay, et le Brésil, pour appuyer le nazisme. Le parti communiste est déclaré illégal[2]. Les ministres des Affaires étrangères des trois pays décident, d'un commun accord, de redoubler de vigilance en ce qui concerne les émigrés souhaitant s'installer dans le territoire.

En Argentine, le calendrier nazi mentionnera toujours plus de dates à célébrer chaque année (anniversaire d'Hitler par exemple). Un nombre croissant de sympathisants nazis deviendra fidèle à ces célébrations nazies. Ainsi, la fête du travail réunit douze mille allemands le 1er mai 1935, et quinze mille l'année suivante[3]. Les réunions et célébrations ont lieu au Luna Park de Buenos Aires, réplique du stade berlinois[4]. Argentins et Allemands ont coutume d'y chanter les hymnes nazis (*Horst Wessel Lied*, *Deutschland über alles*) et d'y clamer des « slogans » hitlériens tels que *« Ein*

1 Photographie personnelle, 1er Mars 2011.
2 Jean Michel Palmier, *Weimar in exile: the antifascist emigration in Europe and America*, Verso, Londres, 2006.
3 Voir http://www.argentina-rree.com/9/9-027.htm, consulté le 31 décembre 2010.
4 Jean-Pierre Blancpain, *Les juifs allemands et l'antisémitisme en Amérique du sud: 1930-1950*, p. 201.

volk, ein Reich, ein Fürher »[1]. En avril 1938, dans le grand stade portègne, vingt mille Argentins et Allemands fêtent ensemble l'*Anschluss.* Ce sera l'acte nationaliste le plus important réalisé hors du Reich (photo ci-dessous)[2].



Célébration de l'Anschluss à Buenos Aires, Avril 1938[3].

Le soutien à l'Allemagne nazie s'intensifie également au Paraguay, notamment au début de la Seconde Guerre Mondiale, une fois la Guerre du Chaco terminée. En août 1941, des diplomates américains, en mission, transmettent aux États-Unis les informations suivantes :

> « ...les personnalités du gouvernement, officiers de l'Armée, et hommes d'affaires sont en train de se persuader que la victoire de l'Allemagne est inévitable et qu'elle aura des conséquences bénéfiques pour l'Amérique du Sud et le Paraguay.[4] »

Ces différents évènements, qui ont lieu dans le Cône Sud à la veille du conflit mondial ou pendant, sont le reflet d'une société transformée, admirative du Reich.

---

1 *"Ein volk, ein Reich, ein Fürher"* : "un peuple, un empire, un chef". *Cf supra* note 6.

2 Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010.

3 Musée de l'Holocauste de Buenos Aires, visité le 18 février 2011.

4 Frank O. Mora, Jerry Wilson Cooney, *Paraguay and the United States: distant allies,* University of Georgia Press, Georgia, 2007, p. 103.

2. Le rôle des personnalités politiques de l'époque

a. Les chefs d'État

Bon nombre de chefs d'État, au Chili, en Argentine, au Paraguay et en Uruguay, sont proches de l'idéologie fasciste et nazie. Si dans différentes nations du monde, des chefs d'État ont su s'opposer à l'Allemagne d'Hitler, dans le Cône Sud, en revanche, la plupart d'entre eux se soumettront ou collaboreront avec l'Axe.

Le militaire argentin José Félix Uriburu, qui gouverne l'Argentine de 1930 à 1932, est germanophile. Ayant séjourné en Allemagne dans le cadre de sa carrière militaire, il est très tôt séduit par le mouvement national-socialiste[1]. Sa présidence marquera le début de « la décennie infâme », période caractérisée par les courants nationalistes et l'autoritarisme.

Le colonel Juan Perón sera, lui, « l'archétype » du militaire pro-fasciste. Nationaliste, il est convaincu de la supériorité de l'Argentine sur les autres pays sud-américains. Son plus grand modèle est le Duce, Benito Mussolini[2]. Comme lui, Perón séduit les masses populaires. Si le fascisme italien est, pour lui, un exemple à reproduire en Argentine, il n'en admire pas moins le régime nazi :

> « L' Allemagne fait un effort titanesque pour unifier le continent européen. La nation la plus grande et la mieux équipée devra régir les destins du continent dans sa nouvelle configuration. En Europe, ce sera l'Allemagne […] De nos jours, l'Allemagne donne à la vie une dimension historique. Nous devons suivre cet exemple. Le combat d'Hitler, dans la paix comme dans la guerre, nous servira de modèle[3] ».

En 1943, Juan Perón dirige le coup d'État qui portera au pouvoir le Groupe des Officiers Unis (GOU). Dès lors, le colonel jouera un rôle capital. Pendant le conflit mondial, Perón et les autres membres du GOU se déclarent officiellement neutres, mais vont en réalité rester favorables aux forces de l'Axe et collaborer avec Hitler[4]. Ils garantissent la sécurité des espions ou agents nazis, et facilitent les échanges entre Berlin et Buenos Aires (matériel, armes, informations diverses...). En retour, le Reich s'engage à aider l'Argentine à soumettre les autres pays sud-américains et à en devenir le leader[5]. Perón entretient même des relations amicales avec des espions nazis. Seules les incessantes pressions américaines et la peur des représailles pousseront l'Argentine à déclarer la guerre à l'Axe, un mois seulement avant le suicide d'Hitler. Perón avouera d'ailleurs avoir eu « le sentiment de déclarer la guerre à son meilleur ami ».

Au Paraguay, le Général José Félix Estigarribia, président du Paraguay d'août 1939 à septembre 1940, admire les totalitarismes européens. Il gouverne en dictateur et dote le Paraguay d'une Constitution. Élaborée à partir d'éléments ou principes nazi-fascistes, elle sera maintenue pendant vingt-sept ans.

En 1940, après la mort accidentelle de son prédécesseur, Higinio Morínigo, ministre de la

---

1 Odina Sturzenegger-Benoist, *L'Argentine*, Karthala, sans lieu, 2006, p. 111.
2 Juan Perón a servi en Italie pendant un an.
3 S. Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008.
4 U. Goñi, *La auténtica Odessa,* Barcelone, Paidós, 2002, p.49. Perón déclare, au sujet de ses échanges avec l'Allemagne : « Je me couperais la main plutôt que d'interrompre mes relations avec le Reich ».
5 Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010. L'Argentine souhaitait diriger un « bloc sud-américain ».

Défense et vétéran de la Guerre du Chaco[1], prend le pouvoir[2]. Il impose une dictature de style fasciste, où dominent répression, censure, terreur et autoritarisme, et conforte ainsi le style de gouvernement amorcé par Estigarribia. En 1942, alors que la Seconde Guerre Mondiale fait rage, il décide de rompre ses relations avec l'Allemagne, et de se ranger du côté des États-Unis. Mais ce n'est qu'en février 1945 que le président paraguayen choisira de déclarer la guerre à l'Axe, au moment où les Alliés remportent de multiples victoires et sont désormais sûrs de gagner la guerre[3]. Malgré sa sympathie pour l'Axe, Morínigo désire faire partie du camp des vainqueurs. C'est ce que déclare Luis María Arganas à un groupe d'Allemands vivant au Paraguay :

> « Les forces de l'Axe doivent savoir parfaitement quels sont les sentiments réels du Paraguay et en tiendront compte quand ils finiront par triompher. Mais, d'ici là, il est impératif que le Paraguay s'aligne avec les États-Unis pour des raisons urgentes d'intérêt national[4] ».

Pendant le conflit mondial, Higinio Morínigo accueille et protège, lui aussi, des espions nazis. Il supprime les démonstrations et marques de soutien aux Alliés, et jusqu'à la déclaration de guerre, les officiers paraguayens pro-nazis ou pro-fascistes reçoivent des traitements de faveur[5]. Les discriminations anti-juives se répètent, sans être punies[6], et la propagande nazie abonde. La position de Morínigo face au Reich reste favorable. Sa décision de se rallier aux États-Unis, à l'instar de l'Argentine, n'est prise que par crainte des représailles. Le président paraguayen déclara lui aussi la guerre au Reich, très tardivement, au « dernier moment ».

Au Chili, le Général Carlos Ibáñez - qui prend le pouvoir en 1927 - , est « l'un des meilleurs multiplicateurs de la politique du Reich au Chili »[7]. Ibáñez, pro-fasciste, souligne souvent, en particulier dans ses discours, sa volonté d'instaurer ordre et discipline, à l'instar des totalitarismes européens. Carlos Ibañez perd le pouvoir en 1931, mais se porte de nouveau candidat à la présidence. Soutenu par les *nacis*, il prend part au putsch du 5 septembre 1938 : Jorge González Von Marées et Ibañez sont considérés comme les principaux responsables de ce coup d'état avorté[8].

Le président Arturo Alessandri, président du Chili de 1932 à 1938, condamne les attitudes pro-nazies. En revanche, pendant ce mandat[9], l'immigration devient difficile, notamment pour les Juifs. Le gouvernement de son successeur, Pedro Aguirre Cerda, sera, lui, bénéfique pour la communauté juive. Selon les propos d'une ancienne employée du consulat chilien de Berlin, « les visas pendant le gouvernement de Pedro Aguirre Cerda pleuvaient, alors qu'il était difficile de les obtenir pendant la présidence d'Arturo Alessandri. [10]»

En Uruguay, le dictateur Gabriel Terra est, lui aussi, idéologiquement proche des totalitarismes italien et allemand. Il prend le pouvoir par un coup d'état en 1933 et gouverne dès lors en s'inspirant du modèle nazi-fasciste, suivant ainsi la « tendance » européenne et sud-américaine.

---

1 La Guerre du Chaco (1932-1935) oppose le Paraguay et la Bolivie. Beaucoup de vétérans de cette guerre auront une importante fonction dans les deux pays, en profitant de leur prestige de soldat .

2 José Félix Estigarribia meurt dans un accident d'avion.

3 Gerald L. Posner, et John Ware, *Mengele, el médico de los experimentos de Hitler,* Madrid, La esfera de los libros, 2005, p.216.

4 *Ibid.*

5 Voir B. Loveman, *For la Patria: politics and the armed forces in Latin America*, Library of Congress Cataloging, sans lieu, 1999, p. 113.

6 *Cf supra* note 1.

7 Propos du chercheur Victor Farías, *in* Eva Goldschmidt Wyman, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta*, Ril editores, Santiago de Chile, 2008, p. 152.

8 Raffaele Nocera, *Chile y la guerra, 1933-1943*, Dirección de Bibliotecas, Santiago, 2006, p. 54.

9 Alessandri avait effectué un premier mandat de président de 1920 à 1925.

10 Eva Goldschmidt Wyman, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta*, Ril editores, Santiago de Chile, 2008, p. 154.

Sous sa présidence, l'influence de l'extrémisme nazi se fait réellement sentir. Son gouvernement qui adopte également une politique d'immigration particulière qui limite les possibilités d'entrer sur le territoire uruguayen, notamment pour les Juifs[1]. Enfin, le Ministère de l'Intérieur de Terra autorise la communauté germanique à célébrer l'anniversaire d'Hitler et à hisser le drapeau allemand[2]. Les immigrés italiens peuvent également honorer librement le *Duce,* Benito Mussolini.

Le Général Alfredo Baldomir, beau-frère de Gabriel Terra, lui succède en 1938. Neutre pendant la guerre, Baldomir rompt ses relations avec le Reich en 1942. L'année suivante, Juan José de Amézaga lui succède en pleine guerre mondiale, mais ce n'est qu'en 1945 qu'il choisira de rejoindre le camp des Alliés en déclarant la guerre à l'Axe[3]. Baldomir et Amézaga ne suivent pas officiellement le modèle nazi-fasciste, contrairement à Gabriel Terra, mais leur implication dans le conflit mondial du côté des Alliés est toutefois très tardive.

Tous les pays du Cône Sud sont dirigés, en somme, pendant une période plus ou moins longue, par des dirigeants favorables aux modèles fasciste et nazi. Sans être officiellement pro-nazis, des chefs d'État, en ne protégeant pas les émigrés juifs ou en s'impliquant tardivement dans la guerre contre l'Axe, se soumettent totalement au *diktat* hitlérien.

b. D'autres personnalités pro-nazies

D'autres personnalités, impliquées ou non dans la vie politique de leur pays, « épousent jusqu'au bout et sans réserve la cause nazie »[4]. En Argentine, Matías Sánchez Sorondo, Ministre de l'Intérieur de José Félix Uriburu, est un antisémite notoire, et pro-allemand. Plus tard, en 1937, il séjourne en Allemagne et Hitler lui accordera même une audience. L'écrivain et politique antisémite Gustavo Adolfo Martínez Zuviría[5] défend le nazisme en Argentine. Il fait publier en espagnol le programme du NSDAP. Directeur de la Bibliothèque nationale, il y inaugure également, en 1934, une exposition consacrée à vingt-quatre écrivains antisémites, quasiment tous germaniques[6]. Les ouvrages présentés sont acquis en grand nombre, et par dizaines de milliers par l'Ambassade d'Allemagne qui les distribue dans les milieux nazis. En 1937, Zuviría sera nommé Ministre de l'Éducation, puis Ministre de la Justice (en 1943)[7].

Des personnalités religieuses argentines vont, elles aussi, appuyer la cause des nazis en prônant, entre autres, l'antisémitisme et en justifiant théologiquement le nazisme : c'est le cas de l'abbé Virgilio de Filippo, de l'évêque Gustavo Franceschi, et du prêtre Julio Meinvielle. Ce dernier, auteur d'un ouvrage devenu *best-seller*, *« El Judío [8]»*, déclarera : « Nous, chrétiens, nous devons d'aimer les juifs, en accord avec la volonté du Christ qui veut que nous aimions nos propres ennemis. [9]»

À la fin des années 30, au Paraguay, le nombre de sympathisants du Troisième Reich est

---

1 Maria Luiza Tucci Carneiro, *O anti-semitismo nas Américas: memória e história*, Editora da Universidade de São Paulo, São Paulo, 2007, p. 622.

2 Voir http://www.elpais.com.uy/Suple/QuePasa/06/10/21/quepasa_243252.asp, consulté le 16/01/11.

3 Alison Behnke, *Uruguay in Pictures*, p. 32.

4 Jean-Pierre Blancpain, *Les juifs allemands et l'antisémitisme en Amérique du sud: 1930-1950*, L'Harmattan, Paris, 2008, p. 204.

5 Son pseudonyme est Hugo Wast.

6 *Ibid.*, p. 205.

7 *Ibid.*

8 « Le Juif ».

9 U. Goñi, *La auténtica Odessa,* Barcelone, Paidós, 2002, p. 62.

considérable. Parmi eux, on compte des personnalités politiques, intellectuelles, ou des membres de la police. Les ministres de l'Intérieur et des Finances, Gómez et Luis Freire Esteves, vouent une admiration sans bornes aux États totalitaires européens[1]. Bon nombre de ces personnalités politiques, tout comme un grand nombre de citoyens paraguayens, considèrent en effet que l'arrivée d'Hitler au pouvoir est la meilleure chose qui soit arrivée à l'Allemagne[2].

Le chef de la police paraguayenne, le Colonel Mutshuito Villasboa, fondateur d'un mouvement pro-allemand donne à son fils les prénoms Adolfo et Hirohito[3], en l'honneur des deux leaders de l'Axe. Le chef de l'Académie nationale de police, le Capitaine Roberto Uberti, quant à lui, ordonne aux officiers d'orner leurs uniformes d'insignes fascistes et de croix gammées[4]. Uberti et le chef de la police secrète de Higinio Morínigo, Marcos Fuster, sont en bons termes avec les agents nazis installés au Paraguay. Tous deux sont également fondateurs d'un groupuscule nazi-fasciste, connu sous le nom de « Cercle du Sacrifice »[5].

Le soutien de ces personnalités au Reich et la caution de ses pratiques, montrent bien la profondeur des liens entre nazisme et société sud-américaine et la volonté « d'imiter» la dictature allemande.

Comme partout dans le monde, des citoyens sud-américains ont pu condamner le nazisme et s'engager dans une cause opposée. Quoi qu'il en soit, force est de constater que le nazi-fascisme a « contaminé » les quatre pays du Cône Sud, que ce soit à l'échelle politique, sociale, culturelle, et séduit toutes les classes sociales.

---

1 Frank O. Mora, Jerry Wilson Cooney, *Paraguay and the United States: distant allies,* University of Georgia Press, Georgia, 2007, p. 94.

2 *Ibid.*, p. 95.

3 Adolf Hitler en Allemagne et l'empereur Hirohito au Japon.

4 *Cf supra* note 2.

5 *Cf supra* note 1 p. 95.

CHAPITRE II

UN NOUVEAU « REICH » APRÈS LA GUERRE (1945-1970)

« Les grands fauves de l'histoire, les Hitler, les Himmler, les Goebbels, seraient passés comme de sinistres météores dans le ciel de l'Europe s'il n'y avait pas eu des milliers de fidèles exécuteurs aveugles – les Eichmann[1], les Höss[2], les Baer[3] – des ordres reçus. Ces derniers furent les hommes les plus dangereux du vingtième siècle.[4]»

Primo Levi.
(écrivain italien, survivant du camp d'Auschwitz)

À la fin de la guerre, des nazis, criminels de guerre en particulier, vont chercher à s'exiler par tous les moyens afin d'échapper à la justice. Ils sont recherchés pour leur implication dans le génocide juif ou en tant que complices. La plupart de ces fugitifs se dirigent vers les pays du cône sud-américain, sous influence allemande depuis des années. Ce choix n'est pas le fruit du hasard. Plusieurs personnalités religieuses et politiques assurent leur protection, que ce soit en Europe ou en Amérique du sud. Des chefs d'État considèreront même qu'accueillir de tels « personnages » peut être un grand atout pour leur pays.

L'Argentine de Juan Perón, de tendance nazi-fasciste depuis des années, va accueillir un grand nombre de ces fuyards, pour des raisons politiques et idéologiques. Le Paraguay adoptera une stratégie semblable. Le Chili sera également un refuge pour les nazis, dans une moindre mesure toutefois. L'Uruguay sera, en revanche, moins « populaire ». Nous observerons au cours de ce chapitre comment les quatre pays du Cône Sud collaboreront aussi à la naissance d'une sorte de « Quatrième Reich » au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale.

A) Le sanctuaire argentin sous Juan Perón

Juan Perón, élu président de l'Argentine en 1946 et fervent admirateur du nazi-fascisme, agit en véritable « sauveur » des fugitifs nazis poursuivis par les Alliés victorieux. Au moment où bon nombre de nazis choisissent le suicide pour échapper à la justice[5], ou sont condamnés par les tribunaux (de Nuremberg notamment), d'autres embarquent pour Buenos Aires. L'Argentine présente bien des atouts et la Casa Rosada leur tend les bras. Ainsi, les fugitifs pourront reconstruire leur vie sans être inquiétés ; le gouvernement lui-même recrutera certains d'entre eux[6].

1. Une destination très accueillante

Avant la guerre déjà, le président Perón s'entoure de personnalités pro-nazies. Celles-ci occupent des fonctions importantes et, le plus souvent, font partie de ses amis proches. Beaucoup sont des espions au service d'Hitler. Le millionnaire allemand Ludwig Freude, l'une des personnes les plus riches et influentes d'Amérique du Sud, est également l'ami de Perón, qu'il rencontre dans les années 30. Freude, qui réside à Buenos Aires, est proche des services secrets nazis[7]. Pendant la

---

1 Adolf Eichmann était un haut dignitaire SS dont la tâche était d'organiser les convois de déportation. Nous évoquerons son parcours au cours de notre étude.

2 Rudolf Höss était le commandant du camp d'Auschwitz-Birkenau. Il a également participé au fonctionnement des chambres à gaz.

3 Richard Baer a également été commandant du camp d'Auschwitz-Birkenau, ainsi que plusieurs autres camps.

4 Phrase faisant partie de l'exposition du Musée de l'Holocauste de Buenos Aires, visité le 18 février 2011.

5 Adolf Hitler s'est suicidé avec sa compagne Eva Braün, Joseph Goebbels (ministre de la propagande) s'empoisonne avec sa femme et ses six enfants. Heinrich Himmler (chef des SS) s'est également suicidé alors qu'il était à la merci des Alliés. Beaucoup d'autres encore ont agi de la sorte.

6 Nous développerons ce point ultérieurement.

7 Ludwig Freude aurait travaillé pour Joachim Von Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères de Hitler. Voir

guerre, il protège les espions d'Hitler en Argentine et fait en sorte qu'ils ne se fassent pas arrêter. Il est une sorte d'ambassadeur non-officiel du Troisième Reich[1]. Sa luxueuse demeure deviendra un lieu de réunion pour les sympathisants de l'Axe[2].

La campagne présidentielle de Juan Perón (1945), est essentiellement financée par Ludwig Freude. En mai 1946, en gage de son amitié pour le couple présidentiel, le millionnaire allemand organise également une grande fête pour l'anniversaire de la première dame d'Argentine, Eva Perón.

À l'époque, l'Argentine péroniste est à la recherche – à l'instar d'autres pays[3] -, du « savoir-faire » scientifique et technique d'anciens nazis, considérés comme des « experts » dans ces domaines. L'Argentine entend, en effet, devenir un pays « leader », une grande puissance mondiale. Perón est prêt, pour cette raison, à accueillir les fuyards nazis et encourage leur immigration. L'un des principaux desseins du gouvernement argentin est d'améliorer l'aviation ainsi que l'armement, et de se doter de la bombe atomique. Les « scientifiques » nazis spécialisés dans le domaine de l'aéronautique, en particulier, sont les bienvenus.

> « […] les scientifiques allemands savaient qu'il existait en Argentine des secteurs qui sympathisaient avec les nazis, et que le pays leur offrait des emplois dignes à long terme, ainsi que la possibilité de refaire leur vie sans trop les questionner à propos de leur passé[4]. »

Par ailleurs, Juan Perón estime que le tribunal de Nuremberg est une « ignominie » et une « erreur »[5]. Pour lui, les nazis n'ont pas à subir de telles poursuites.

L'Argentine des années 40 et 50, qui entend devenir une « réserve occidentale », anticommuniste et catholique, considère le nazisme comme un véritable allié[6]. Le prêtre Julio Meinvielle[7], personnalité très influente, va même jusqu'à affirmer que « le nazisme est une sorte de 'mal nécessaire' pour éradiquer le communisme »[8]. Il faut, par conséquent, « absolument » accueillir des fugitifs nazis pour le bien du pays. Le nazisme doit réussir à éliminer tous les « germes » communistes : c'est une priorité pour le pays. En revanche, que des criminels de guerre et collaborateurs résident en Argentine n'est pas un problème : les fugitifs doivent faire « leur devoir »[9]. Les nationalistes catholiques argentins, l'Église et les fuyards nazis eux-mêmes ont, en somme, des objectifs et des intérêts communs[10].

Traqués, les nazis doivent user de toutes les stratégies possibles pour éviter de se retrouver à

U.Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002, p.139.

1 Ludwig Freude était bien plus influent que l'ambassadeur officiel de l'Allemagne en Argentine. Voir U.Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002, p.139.

2 Voir interview du journaliste Uki Goñi. Ludwig Freude a, à l'époque, plus d'influence en Argentine que l'ambassadeur officiel, Edmund Von Thermann. Voir également article du journal La Nación, disponible sur http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=202464, consulté le 31/01/11.

3 Les États-Unis, notamment, ont recruté des nazis et utilisé leur « savoir-faire » pendant la Guerre Froide. Cette opération a été nommée « Projet Paperclip ». De nombreux SS et criminels de guerre ont ainsi travaillé pour la NASA (National Aeronautics and Space Administration) : Wernher von Braun, Kurt Debus, ou encore Hubertus Strughold. D'autres ont été recrutés par le service de renseignements américain, la CIA (Central Intelligence Agency) : Klaus Barbie par exemple. Voir C. De Nápoli, *Los científicos nazis en la Argentina*, Edhasa, Buenos Aires, 2008, p. 27.

4 C. De Nápoli, *Los científicos nazis en la Argentina*, Edhasa, Buenos Aires, 2008, p. 76.

5 U.Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002, p.137.

6 Interview du journaliste Uki Goñi, réalisée le 22 février 2011.

7 Ce prêtre avait écrit un ouvrage fortement antisémite en 1936 : *El judío* (*Le juif*)

8 Interview personnelle du journaliste Uki Goñi, 22 février 2011.

9 *Idem*.

10 *Idem*.

la merci des Alliés. Des « protecteurs » vont les aider financièrement, les loger, les cacher, des civils admiratifs du Troisième Reich, ou même des membres de l'Église catholique. Plusieurs évêques et prêtres allemands, croates, ou italiens[1] leur permettront, en effet, de fuir en Amérique du Sud depuis l'Italie (du port de Gênes le plus souvent). Ils leur procurent les documents nécessaires à leur émigration, notamment le passeport international de la Croix-Rouge[2] – créé pour permettre aux prisonniers de guerre ou déportés de pouvoir regagner leur pays facilement - .

Juan Perón renforcera ce réseau d'aide aux nazis. Les premiers nazis qui réussiront à fuir l'Europe seront recrutés par le président lui-même, pour des raisons militaires, « scientifiques » et politiques. Ils aideront, dès lors, leurs « collègues » et compatriotes à gagner eux aussi « l'hospitalière » Argentine. Le pays s'engage, tant sur le plan idéologique que financier, dans le « sauvetage » de criminels et de complices nazis.

2. Des personnalités pro-nazies au cœur de la société argentine

Élu président en 1946, Juan Perón va intégrer des personnalités nazies à la vie politique. Les collaborateurs du président sont parfois même des criminels de guerre.

C'est ainsi que le fils du millionnaire pro-nazi Ludwig Freude, Rodolfo, va devenir le bras droit de Perón, dès son élection. Il est nommé chef de la Direction des Informations, le service chargé de favoriser l'immigration nazie dans le pays. Rodolfo Freude est, en outre, « l'ami inséparable » de Juan Duarte[3], le frère de la charismatique Evita Perón.

La Direction des Informations de Rodolfo (« Rudi ») Freude, collabore très étroitement avec la Commission Peralta[4]. Cet organisme est constitué exclusivement d'anciens criminels de guerre, allemands, français ou croates : ex-SS, membres de la Luftwaffe, membres de la milice française, ou espions nazis... (L'un des membres de la Direction des Informations est même un ami proche d'Adolf Hitler : l'ex-ambassadeur croate Branko Benzon)[5]. Proches de Perón, ils travaillent et siègent au sein même du palais présidentiel de Buenos Aires, la Casa Rosada[6]. Le président argentin n'a aucun scrupule à attribuer à des criminels de guerre un bureau « voisin » du sien, ni à les recevoir comme ses propres amis :

> Tous ces étrangers avaient été condamnés à mort dans leurs pays respectifs. Le président le savait, et j'admirais sa liberté d'opinion et le courage avec lequel il nous reçut dans le palais officiel national. [7]

Perón recrute donc délibérément des criminels de guerre et des collaborateurs nazis, et leur confie

---

1 Bon nombre de prêtres ou d'évêques ont logé et aidé des nazis en fuite depuis l'Italie : Alois Hudal, Krunoslav Draganović, Bruno Venturelli, Edoardo Dömöter... Le pape Pie XII était nécessairement au courant de cette aide, les prêtres n'ayant pu agir selon leur bon vouloir. Voir A. Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, p. 26

2 À l'époque le passeport de la Croix-Rouge est très facile à obtenir. Les contrôles d'identité sont très superficiels, ce qui facilite la fuite des criminels de guerre.

3 U.Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002, p.137.

4 Du nom du directeur de l'immigration, Santiago Peralta, un antisémite notoire.

5 Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, *La fuite des criminels nazis en Argentine au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale : son organisation et ses répercussions*, chapitre 2 . Branko Benzon, cardiologue, deviendra même le médecin personnel de Perón.

6 Interview personnelle du journaliste Uki Goñi, 22 février 2011, Buenos Aires.

7 Pierre Daye, fugitif belge, déclaration faite dans ses mémoires (inédites). Voir U. Goñi, *La auténtica Odessa,* Barcelone, Editions Paidós, 2002, p.153, chap. *« La Odessa de Perón »*

même des missions précises : envoyés en Italie ou en Suisse, ils aident d'autres nazis à fuir[1]. Parmi ces « sauveteurs », on trouve Herbert Helfrich, architecte nazi impliqué dans d'importants projets militaires ; Reinhard Kops, espion du Troisième Reich qui collabore avec le prêtre pro-nazi Alois Hudal[2] ; Georg Weiss, nazi spécialisé dans la fabrication de missiles, et un ancien SS, Carlos Horst Fuldner.

Ce dernier est l'un des membres les plus importants du réseau nazi du gouvernement Perón. Il est né en Argentine, de parents allemands. Sa famille retourne vivre en Allemagne en 1922. Dix ans après, à tout juste vingt-et-un ans, il rejoint la SS et le parti nazi. Son ascension est rapide. Trois ans plus tard seulement, il est nommé capitaine des SS[3]. Après la guerre, il fuit vers l'Espagne, puis vers son Argentine natale. Nommé auxiliaire principal de la Direction des Migrations par Juan Perón, il est envoyé à Gênes pour y aider d'autres nazis à fuir. Il dirige, en effet, la *Dirección Argentina de Inmigración a Europa* (DAIE) : là où les fugitifs reçoivent les papiers dont ils ont besoin pour émigrer et passent une visite médicale obligatoire[4]. Sa mission combine ainsi le trafic illégal de « techniciens » et le sauvetage de ses camarades SS[5]. Il se charge également de trouver logement et emploi aux nazis qui arrivent en Argentine. Il crée, à cette fin, l'entreprise de construction « CAPRI » (*Compañía Argentina de Proyectos y Realizaciones Industriales*), dont le premier objectif est de leur donner du travail.

Dans l'Argentine de l'après-guerre, des fugitifs nazis (le plus souvent des criminels de guerre) sont donc reçus à bras ouverts. Bon nombre d'entre eux y joueront un rôle politique ou militaire. Il est dans l'intérêt du gouvernement Perón de « secourir » le plus de fuyards possible, officiellement désignés par des euphémismes tels que « scientifiques » ou « techniciens ».

Dans les années 90, la *Comisión de Esclarecimiento de Actividades Nazis en Argentina* (CEANA) a voulu étudier dans quelle mesure des sympathisants nazis ou des criminels de guerre avaient pu également être recrutés par l'Armée argentine et par la Direction Générale des Fabrications Militaires. En effet, l'Armée argentine a entretenu dès le début du vingtième siècle des liens étroits avec l'Armée allemande. Des officiers allemands ont contribué à la création d'institutions militaires en Argentine, et l'Armée argentine use d'armes fabriquées par les allemands. Ces liens se sont renforcés dans les années 30. Les recherches de la CEANA ont montré qu'une fois la guerre terminée, de plus en plus de noms allemands apparaissent parmi les membres de ces groupes militaires[6] : il est très probable qu'il s'agisse de fugitifs nazis.

Des fugitifs nazis ont donc été intégrés aux organismes militaires argentins. D'autant plus que le gouvernement Perón a confié, nous le verrons, des postes de haute responsabilité à d'anciens militaires ou aviateurs nazis.

---

1 Le gouvernement Perón travaille notamment dans des bureaux argentins situés à Gênes et à Berne, pour organiser minutieusement la fuite et les voyages des fugitifs nazis. De nombreux fonctionnaires suisses collaborent avec les agents nazis de Perón.

2 Alois Hudal a joué un rôle capital pour aider les nazis à fuir, notamment en leur procurant papiers et passeports.

3 Fuldner sera, plus tard, expulsé de la SS pour cause de fraudes.

4 Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010 : *La fuite des criminels nazis en Argentine au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale : son organisation et ses répercussions*, p.30.

5 U. Goñi, *in* S.Corrêa Da Costa, *Le nazisme en Amérique du Sud*, Ramsay, Paris, 2008.

6 Voir Informe final de la CEANA.

B) Protection et intégration sociale de criminels de guerre et collaborateurs nazis

Un nombre considérable de nazis a donc choisi l'Argentine et a pu y couler des jours heureux après la guerre, loin des procès et des condamnations. Certains ont été retrouvés au bout de quelques années. D'autres, en revanche, on vécu en toute impunité pendant très longtemps, et se sont parfaitement intégrés. Le cas d'Adolf Eichmann a été très médiatisé : celui qui organisait les déportations[1] va vivre douze ans en Argentine avant d'être capturé par le Mossad en 1960. Il sera condamné à la pendaison. L'un des participants au massacre des Fosses Ardéatines en Italie[2], le SS Erich Priebke vivra plus de cinquante ans en Patagonie (dans la ville de San Carlos de Bariloche). Il sera retrouvé puis jugé, mais en 1995 seulement. D'autres encore réussiront à échapper à la justice des hommes.

Selon le journaliste Uki Goñi, la quasi-totalité des immigrés nazis en Argentine va vivre sans se cacher :

> Buenos Aires est « un petit village », bien que ce soit une grande ville ; ni les gens ni l'ambassade allemande ne peuvent avoir ignoré leur présence, car c'était quelque chose de clair et de public. Ils allaient au restaurant, à l'opéra, au *Teatro Colón*, ils se voyaient tous là-bas. […] Tout le monde savait exactement où se trouvaient chacune de ces personnes. […] Les gens pensent que les nazis arrivaient en Argentine, allaient dans la jungle et disparaissaient. Non : ils vivaient dans une grande ville, à cette époque aussi européenne que n'importe quelle ville d'Europe, et ils vivaient ouvertement, ils n'étaient pas cachés. Ils sont venus sous une fausse identité, certes, mais une fois qu'ils étaient là-bas, 99% d'entre eux reprenaient leur vrai nom[3].

Ces propos, nous le verrons, seront vérifiés : le plus souvent, les nazis auront en Argentine une vie sociale, un métier, des relations, des amis.

Les recherches de la *Comisión de Esclarecimiento de Actividades Nazis en Argentina* (CEANA) permettent de dresser une liste des principaux nazis ayant fui en Argentine, qu'ils soient criminels de guerre ou « simples » collaborateurs. Le dernier rapport de la CEANA répertorie, à l'aide de tableaux, les principales données concernant l'immigration des fugitifs nazis installés en Argentine : identité, date d'entrée dans le pays, nom du bateau par lequel le fugitif est arrivé et sa provenance... Nous allons retranscrire ici ces tableaux tels qu'ils sont présentés dans le rapport de la CEANA (légende et tableaux pages suivantes).

---

1 Eichmann, haut dignitaire SS, était chargé d'organiser les départs de convois vers les camps de la mort nazis.

2 Massacre de 335 civils italiens à Rome, en représailles à une attaque dirigée par des partisans. Nous en reparlerons ultérieurement.

3 Interview personnelle du journaliste Uki Goñi, Buenos Aires, 22 février 2011.

LÉGENDE (tableaux pages suivantes) :

NOMBRE : Nom et prénom des personnes concernées par les recherches
INGRESO : Date d'arrivée en Argentine
VAPOR : Nom du bateau par lequel sont arrivés les fugitifs
PROCEDENCIA : Port d'embarquement et provenance du bateau

DOCUMENTACIÓN AL DESEMBARCAR : Origine des documents présentés à l'arrivée dans le pays. (IRO : International Refugee Organization)

CATEGORIA : Motif de l'immigration dans le pays selon les normes définies par la Direction des Migrations d'Argentine
P : *Permanente* (Permanent) : débarquement libre, avec un passeport délivré par le consulat.
TA : *Turista* (Touriste) : Séjourne pour une durée déterminée
TO : *Tránsito* (Transfert) : Par voie aérienne, fluviale ou terrestre
SO : *Servicio Oficial* (Service Officiel) : Passeports officiels de diplomates (consuls, ministres)
PE : *Puerto Extranjero* (Port étranger) : Arrivée en Argentine seulement par le port (autre destination)

DESTINO : (« dénouement » judiciaire)
ENS : Il n'y a pas eu de sollicitation d'extradition de l'Argentine
Extrad+ : Extradition de l'Argentine acceptée
Extrad- : Extradition de l'Argentine refusée
Capt+ : Capturé sans que le procédé d'extradition n'ait été terminé, pour cause de décès.
Capt- : Non capturé pour cause de décès ou de fuite.

Extraits du dernier rapport de la *Comisión de Esclarecimiento de Actividades Nazis en Argentina* (CEANA), *Informe Final de la CEANA*, 1999[1]

CRIMINALES DE GUERRA

NOMBRE	INGRESO	VAPOR	PROCEDENCIA	DOCUMENTACION AL DESEMBARCAR	CATEGORIA	DESTINO	OBSERVACIONES
ALVENSLEVEN, Ludolf	-	-	-	Desconocida	-	ENS	
BARBIE, Klaus	12/50	-	-	-	TO	ENS	ALTMANN, Klaus
BERKOVIC, Josip	12/6/47	Eugenio C	Génova	-	P	ENS	
BLATON, Gerardo	30/10/47	-	-	Belga	-	ENS	
BOHNE, Juan	29/1/49	Anna C	Génova	Cruz Roja	P	Extrad +	
BOUSSEMAERE, Miguel	19/2/48	Entre Ríos	Bilbao	Española	P	ENS	
BYTEBIER, Miguel José	4/48	Tren	Paso de los Libres	-	-	ENS	
BYTEBIER, Gerard	3/3/48	Vía aérea	Ginebra	Suiza	-	ENS	
CALCOEN, Franz	5/10/48	Algenib	Amberes	Belga	P	ENS	
CALUWE, Alfonso	8/4/48	Capitan Paret	Amberes	Belga	P	ENS	
CHRISTMAN, Kurt	-	-	-	-	-	ENS	
CLOETENS, René	22/4/48	Alphard	Amberes	Belga	P	ENS	
COLAK, Marcos	20/3047	Tren	Paraguay	Cruz Roja	-	Extrad -	
COLLARD BOVY, Enrique	28/12/49	Luxemburgo	Amberes	Belga	-	ENS	
COPPENS, Miguel	30/10/47	-	-	Belga	-	ENS	
DARNAND, Juan Felipe	10/10/47	Philippa	Génova	-	P	ENS	
DAYE ADAM, Pierre	1947	-	-	Española	-	Extrad -	
DE BONDT, Jorge		-	-	Belga	-	ENS	
DECUYPER, Francisco	9/4/48	Vía aérea	Río de Janeiro	Belga	P	ENS	
DELBAERE, André	02/03/48	tren	Paso de los Libres	Belga	-	ENS	
DEMUYTER, Alfonso	12/12/47	lancha	Paraguay	Belga	-	ENS	
DEVRIENDT, Daniel	29/10/48	Henri Jaspar	Amberes	Belga	P	ENS	
DEWOITINE, Emilio	28/5/46	Cabo de Buena Esperanza	Vigo	Española	P	ENS	
DURCANSKY, Jan	11/8/47	María C	Génova	No argentina	TO	Extrad -	DUBRAWKA, Giovanni
EICHMANN, Adolf	14/7/50	Giovanna C	Génova	Cruz Roja	P	ENS	KLEMENT, Ricardo
ETEROVIC, Mirko	8/6/47	Campana	Marsella	-	P	Extrad -	

[1] Informe final de la CEANA, Cuantificación de criminales de guerra según fuentes argentinas, Carlota Jackisch, p.2.

NOMBRE	INGRESO	VAPOR	PROCEDENCIA	DOCUMENTACION AL DESEMBARCAR	CATEGORIA	DESTINO	OBSERVACIONES
FISCHBOCK, Hans	2/2/51	Anna C	Génova	Cruz Roja	P	ENS	SCHRAMM,Jacob
FLEISS, Erwin	19/9/48	-	Paraguay	Desconocida	-	ENS	Ingresó clandestinamente
FRIANT, León	15/3/48	Buenos Aires	Génova	suiza y argentina	P	ENS	
GILSOUL, Jorge	18/12/48	Anvers	Amberes	Francesa	P	ENS	
GUTH, Fridolin	8/10/48	Philippa	Génova	Cruz Roja	P	ENS	
HEFELMANN, Hans	19/11/48	Italia	Génova	-	P	ENS	
HEILIG, Bernard	17/1/51	Buenos Aires	Génova	Cruz Roja	TO	ENS	RICHWITZ, Hans
HOET, Gerard	26/11/47	Anvers	Amberes	Belga	P	ENS	
INGRAND, Jean Pierre	13/4/48	Juan de Garay	Barcelona	Francesa	P	ENS	
JANKO, José	17/2/51	Entre Ríos	Génova	Cruz Roja	P	ENS	PETRI, Josef
KIPP, Abraham	22/8/48	Ulasa	España	Argentina	P	Extrad -	
KRAHMER, Ekart	2/2/48	Lancha C	Uruguay	-	-	ENS	Ingresó clandestinamente
KUTCHSMANN, Walter	16/1/48	Monte Amboto	Vigo	Española	P	Capt +	OLMO, Andrés Ricardo
LACKOVIC, Esteban	16/1/30	Orania	-	Croata	-	Extrad -	
LANTSCHNER, Fritz	14/7/48	Brasil	Génova	-	P	ENS	
LOCREILLE, Roger	10/6/47	Air France	Francia	Belga	P	ENS	
MENGELE, Joseph	20/6/49	North King	Génova	Cruz Roja	P	Capt -	HELMUT, Gregor
MÜLLER, Erich	16/10/50	-	Génova	Cruz Roja	-	ENS	NOELKE, Francisco
NELIS, Enrique Luis	27/4/48	Alphat	Bélgica	Belga	-	ENS	
OLIJ HOTTENTOT, Jan	20/5/49	-	España	-	-	Extrad -	
PAVELIC, Ante	6/11/48	Sestrieri	Nápoli	Cruz Roja	P	ENS	ARANYOS, Pal
PEKAR, Jan	15/2/48	General Langfitt	Génova	IRO	P	Extrad -	
PINCEMIN, Robert	2/10/46	Cabo de Buena Esperanza	Barcelona	Cruz Roja	TA	ENS	
PRIEBKE, Erich	14/11/48	San Giorgio	Génova	Alemana	P	Extrad +	
RAUCH, Friedrich	16/2/48	-	-	Desconocida	-	ENS	PAVIC, Juan
RITS, Alberto Francisco	7/1/49	Monte Ayala	-	Española	P	ENS	
RAUFF, Walter	1949	-	Génova	-	-	TO	
DE ROOVER, Leonard	4/7/47	Monte Ayala	Bilbao	-	TO	ENS	
ROSCHMANN, Eduard	2/10/48	Italia	Génova	Cruz Roja	P	Extrad +	

NOMBRE	INGRESO	VAPOR	PROCEDENCIA	DOCUMENTACION AL DESEMBARCAR	CATEGORIA	DESTINO	OBSERVACIONES
RUYSSCHAERT, Gerardo	-	-	-	Desconocida	-	ENS	
SAKIC. Bilanovic	22/12/47	Tucumán	Génova	Cruz Roja	P	Extrad +	
SASSEN, Willhem	1948	-	-	Desconocida	-	ENS	
SCHWAMMBERGER, Giuseppe	19/3/49	Campana	Génova	Desconocida	TO	Extrad +	
VAN DEN BERGHE ROLLMS Andrés	19/2/48	Entre Ríos	Bilbao	-	P	ENS	
VAN GROEDE, René	12/1/48	-	Uruguayana	Belga	-	ENS	
VINKO, Nikolic	8/6/47	Campana	Marsella	Croata	P	Extrad -	
VOJTECH, Hora	-	-	-	-	-	Extrad -	
VOTTERL, Francisco	13/9/48	Andrea C.	Génova	Cruz Roja	P	ENS	
ZIMMER, Guido	18/11/11	Paolo Toscanelli	Génova	-	P	ENS	

PROPAGANDISTAS Y AGENTES DE INTELIGENCIA

MALER, Juan	4/9/48	Santa Cruz	-	No argentina	P	ENS	KOPS,Reinhard
MERK, Carlos	20/11/47	Lancha	-	Indocumentado	-	ENS	Clandestino
VOLLMER, Dieter	22/12/49	Córdoba	Bilbao	Española	P	ENS	
NEUBERT,Fritz	26/11/49	Entre Ríos	Hamburgo	-	P	ENS	

COLABORADORES EN LA HUIDA DE LOS NAZIS

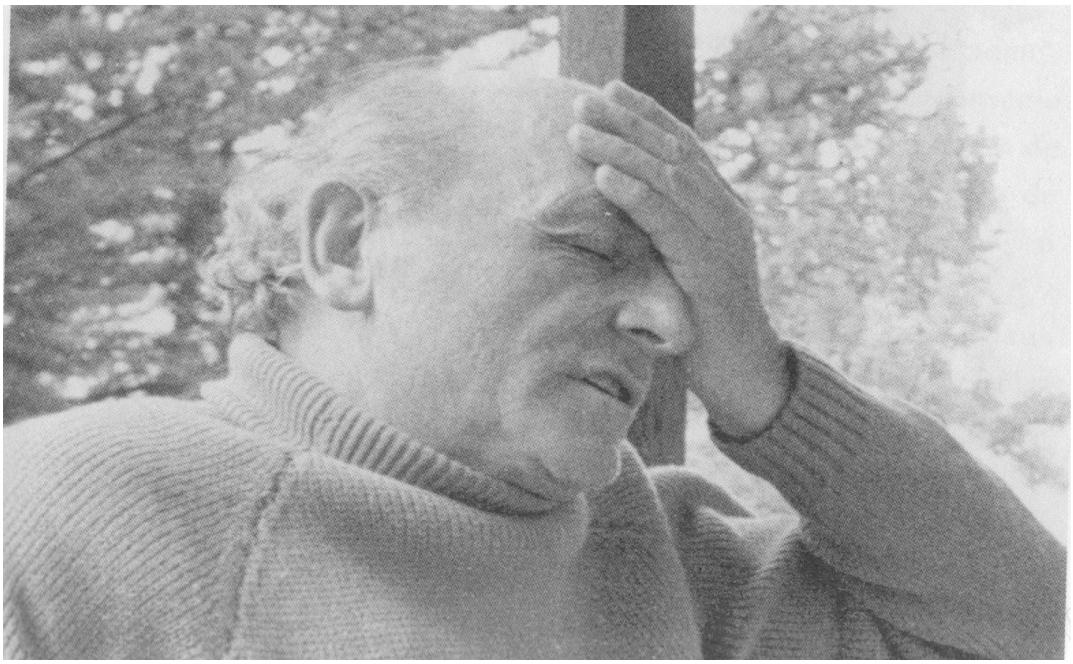
LIENDHART, Ludwing	26/6/48	Falken	Estocolmo	Sueca	-	ENS	
RUBATSCHER, Franz	29/10/t47	lancha	Uruguay	Cruz Roja	-	ENS	
RUDEL, Hans	8/6/48	avión	Roma	No argentina	-	ENS	
RUFFINENGO, Mario Francisco	3/5/48	Buenos Aires	Génova	No argentina	TO	ENS	
SIEBRECHT, August	1/1/27	Vera	Bremen	No argentina	-	ENS	
SPITZY, Reinald	-	-	-	Desconocida	-	ENS	Vivió en Entre Ríos

Le nombre de fugitifs répertoriés dans ces tableaux est conséquent[1]. Nous observons que la plupart d'entre eux sont des criminels de guerre ; ils sont autorisés à résider en Argentine de façon permanente (P). Ils embarquent le plus souvent à Gênes (*Génova*), et présentent des documents fournis par la Croix-Rouge (*Cruz Roja*). L'Espagne franquiste a également servi de lieu de « transition » pour les fugitifs en partance pour Buenos Aires (Vigo, Barcelone...).

Certaines informations manquantes ont pu être complétées par les différentes recherches postérieures aux rapports de la CEANA. Nous allons expliciter l'identité de certains fugitifs nazis mentionnés dans les tableaux précédents, ainsi que leur « parcours » en Argentine.

1) Klaus Barbie

SS et membre de la Gestapo, celui que l'on a surnommé « le boucher de Lyon ». Barbie est un féroce tortionnaire pendant la guerre[2]. Engagé par la CIA pendant quatre ans puis contraint de fuir encore[3], il ne s'établira pas en Argentine, (comme l'indique le sigle TO dans le tableau). Il ne fera que « passer », puisque sa destination finale est la Bolivie. Dès les années 70, il se mettra au service de la dictature bolivienne et torturera les opposants au régime du dictateur Hugo Banzer.



Klaus Barbie, interviewé par le journaliste Alfredo Serra à La Paz en 1972. Il a alors déclaré :
« S'il vous plaît, ne me parlez pas encore de l'histoire des six millions de Juifs...c'était une guerre, et pendant la guerre, les gens meurent. »

[1] Dans le cadre de cette étude, nos recherches ne nous permettent pas de détailler « l'histoire » de chacun des fugitifs présents dans ce tableau.

[2] Barbie a notamment torturé le héros de la Résistance française Jean Moulin, jusqu'à ce qu'il succombe, sans avoir révélé quoi que ce soit.

[3] Voir A. Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, chapitre 2.

2) Gerhard Bohne

Officier SS, il joue un rôle très important dans le programme d'euthanasie fixé par Hitler. Selon ce programme, toutes les personnes que les nazis jugent atteintes de « maladies incurables » (handicapés physiques ou mentaux, aveugles, sourds, alcooliques chroniques, épileptiques, schizophrènes...) doivent être exterminées[1]. Bohne dirige l'organisme chargé de cette extermination systématique, et participe ainsi à l'assassinat de 62.273 allemands. Bohne réussit à immigrer en Argentine en 1949, via l'Italie, grâce à un passeport de la Croix-Rouge expédié sous son vrai nom. Il reste à Buenos Aires jusqu'à ce que Perón soit renversé en 1955. Bohne, ne se sentant plus en sécurité en Argentine, choisit de retourner en Allemagne. Il sera tout de même jugé, puis libéré. Il émigre une seconde fois vers l'Argentine en 1963, sous une fausse identité : Alfred Rudiger Kart[2]. Finalement extradé vers l'Allemagne, les procédures judiciaires n'auront pas lieu car il est jugé trop faible et malade pour les supporter[3].

3) Adolf Eichmann

SS qui en 1941 est nommé *Obersturmbannfürher* (lieutenant-colonel SS), Eichmann dirige la section des « Affaires juives et déportations ». Il tient un rôle majeur dans le programme d'extermination nazi : il planifie en effet tous les départs de convois vers les camps de la mort. Il est donc l'un des principaux responsables de plusieurs millions de décès. En juin 1950, ayant réussi à s'échapper d'un camp de prisonniers, il obtient un passeport international de la Croix-Rouge[4], grâce au père Edoardo Dömöter[5]. Il embarque sur le *Giovanni C* le 17 juin, sous le nom de « Riccardo Klement » (voir passeport page suivante).

---

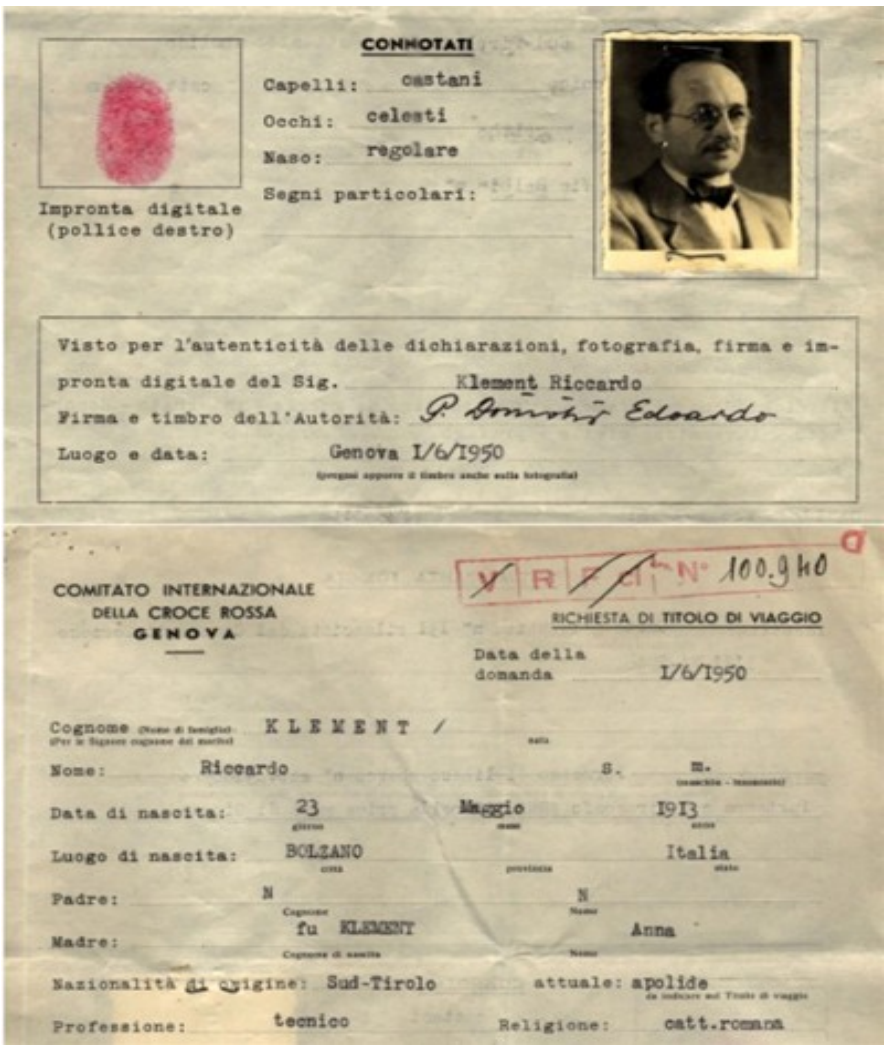
1 Voir U.Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002, p.315. L'État nazi considérait que l'argent dépensé pour les soins de ces personnes était de l'argent gaspillé. À partir de 1933, elles devaient être obligatoirement stérilisées, puis Hitler ordonne leur extermination systématique. Ce « plan » portait le nom de « Aktion T4 ».

2 U. Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002, p.320.

3 *Ibid.*

4 Ce passeport, valable dans le monde entier, est créé par la Croix-Rouge afin de permettre aux prisonniers de guerre ou aux déportés de rentrer chez eux. Mais les nazis pourront facilement en bénéficier. Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, chap.2.

5 Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, chapitre 3.



CONNOTATI

Capelli: castani

Occhi: celesti

Naso: regolare

Segni particolari:

Impronta digitale (pollice destro)

Visto per l'autenticità delle dichiarazioni, fotografia, firma e impronta digitale del Sig. Klement Riccardo

Firma e timbro dell'Autorità: P. Dömöter Edoardo

Luogo e data: Genova 1/6/1950

COMITATO INTERNAZIONALE DELLA CROCE ROSSA GENOVA

V R N° 100.940

RICHIESTA DI TITOLO DI VIAGGIO

Data della domanda 1/6/1950

Cognome: KLEMENT /

Nome: Riccardo S. m.

Data di nascita: 23 Maggio 1913

Luogo di nascita: BOLZANO Italia

Padre: N N

Madre: fu KLEMENT Anna

Nazionalità di origine: Sud-Tirolo attuale: apolide

Professione: tecnico Religione: catt.romana

Le passeport de la Croix-Rouge délivré à Eichmann. On reconnaît bien la signature du père Edoardo Dömöter[1].

Carlos Horst Fuldner lui fournira un logement à Buenos Aires, ainsi qu'un emploi dans la société de construction CAPRI (dont le but est, nous l'avons vu précédemment, de donner du travail aux « techniciens » nazis). Après la faillite de la CAPRI en 1953, il multiplie les emplois, de la blanchisserie à l'élevage de lapins. Il travaillera finalement pour l'entreprise Mercedes-Benz. Les agents israéliens du Mossad retrouvent sa trace et l'arrêtent en 1960[2]. Malgré une situation précaire à partir de 1953, Eichmann, haut responsable du génocide juif, s'offrira facilement une nouvelle vie dans la société argentine.

4) Hans Hefelmann

Comme Gerhard Bohne, il fait partie du programme d'euthanasie d'Hitler, appelé « Aktion T4 ». Après la guerre, la Croix-Rouge lui procure un passeport adressé à son vrai nom. À l'instar de son « collègue » Gerhard Bohne, Hefelmann retournera en Allemagne après le renversement de Perón. La justice se montrera clémente envers lui en raison de son état de santé.

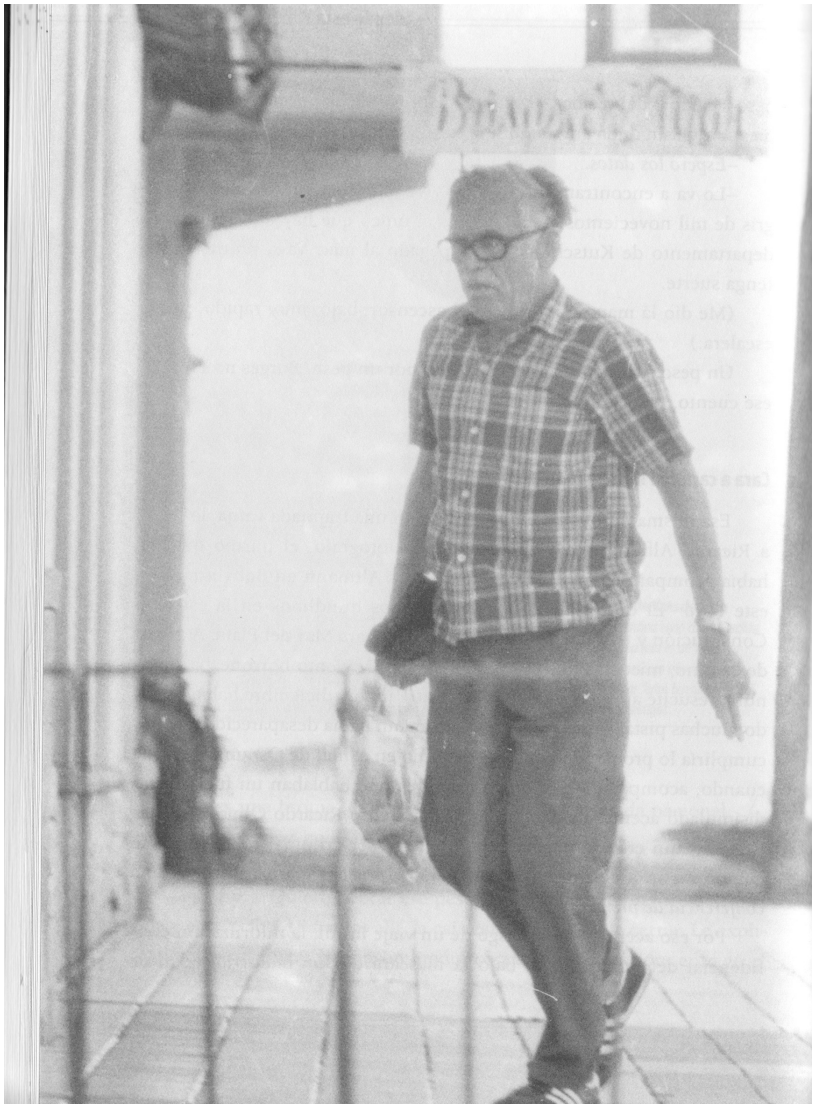
---

1 Source : http://www.peremariebenoit.com/passeport.htm, consulté le 19 mars 2010 ; ou A. Casazza, *La fuga dei nazisti*, Gênes, Il melangolo, 2007.

2 À l'issue d'un long procès à Jérusalem, Eichmann sera condamné à la pendaison en 1961.

5) Walter Kutschmann

SS et membre de la Gestapo, il est responsable de la mort de trente-huit civils polonais[1] et de la déportation de plus de quinze mille juifs. Après la guerre, Kutschmann fuit (en 1947) sous le nom de Pedro Ricardo Olmo, depuis l'Espagne. Son passeport indique la profession exercée par le fugitif : charpentier[2]. Il se fait très vite naturaliser argentin et demeurera à Miramar, dans la province de Buenos Aires (voir photo ci-dessous). Il deviendra le chef de l'entreprise allemande OSRAM, spécialisée dans la fabrication d'articles électriques[3]. La police ne l'arrêtera qu'en 1985. Il ne reconnaîtra jamais ses crimes. Il meurt d'une crise cardiaque à Buenos Aires avant que son extradition n'ait pu avoir lieu, à l'Hôpital Fernández, le 30 août 1986[4].



[1] Kutschmann a assassiné vingt professeurs d'université ainsi que des membres de leurs familles.
[2] Archivo general de la Nación, Buenos Aires, dossier Walter Kutschmann, consulté le 22 février 2011.
[3] *Idem*.
[4] A.Serra, *Nazis en las sombras*, Editorial Atlantida, Buenos Aires, 2008, p. 70.

Kutschmann, photographié pour la première fois (date inconnue), entrant dans sa maison de Miramar[1].

6) Josef Mengele

Nommé à Auschwitz en 1943, le SS et « docteur » Mengele est responsable d'atroces expériences sur les détenus du camp[2], ainsi que d'avoir envoyé des dizaines de milliers de déportés vers les chambres à gaz. Il a laissé une marque indélébile dans la mémoire des survivants d'Auschwitz. Après la guerre, il échappe aux Alliés[3] et fuit en Argentine en 1949, sous l'identité de Helmut Gregor (sa profession est officiellement celle de « mécanicien »). Il reprend son vrai nom quelques années plus tard, en toute sécurité. Après plusieurs années passées en Argentine, il s'établira au Paraguay (nous développerons son « parcours » dans la partie suivante).

Joseph Mengele, qui a repoussé, à Auschwitz, les limites de la cruauté, aurait connu personnellement Juan Domingo Perón. C'est ce que corrobore le journaliste argentin Uki Goñi[4] :

« Lors d'une interview en 1970, Juan Domingo Perón confie au journaliste Tomás Eloy Martínez[5] qu'il a souvent reçu, dans son palais présidentiel, la visite d'un généticien qui travaillait sur l'amélioration du bétail dans une propriété du Paraguay et y faisait des merveilles[6]. Tomás Eloy Martínez lui demande alors le nom de ce « génie ». Ce à quoi Perón répond : « Ah, je ne me souviens plus...C'était un de ces Bavarois bien bâtis, cultivés, fiers de leurs origines...»
Puis, la mémoire lui revient :
'Ah oui, je me souviens, il s'appelait Gregor, oui, c'est cela, le docteur Gregor.' [7]»

Cet extrait d'interview tend à prouver que le président argentin en personne a reçu le « docteur » Mengele, dont il connaissait très bien le pseudonyme.

7) Erich Priebke

Officier SS, il sert d'interprète entre Hitler et Mussolini et travaille pour la Gestapo, notamment en Italie. En mars 1944, il participe au massacre des Fosses Ardéatines : des otages sont fusillés à Rome, en représailles contre une attaque de soldats allemands par des partisans italiens[8]. En 1948, Priebke, qui a beaucoup de relations en Italie, obtient sans difficultés de faux papiers sous le nom de Otto Pape, et embarque pour Buenos Aires. Il vivra très vite sous sa véritable identité, et reconstruira sa vie à San Carlos de Bariloche, ville de « tradition » germanique, en Patagonie. Il y occupe des fonctions importantes, dont celle de directeur d'une école allemande. Ce n'est qu'en 1994

---

1 A.Serra, *Nazis en las sombras*, Editorial Atlantida, Buenos Aires, 2008, p. 58.

2 Mengele était obsédé par les jumeaux : il voulait multiplier les naissances aryennes. Les déportés jumeaux étaient ses « cobayes ». Nous reviendrons ultérieurement sur les crimes de Mengele.

3 Josef Mengele était recherché mais nul n'a pu le reconnaître car il avait refusé de se faire tatouer la marque des SS, sur la poitrine. Ceci a été un grand atout pour lui après la guerre.

4 Interview personnelle de Uki Goñi, 22 février 2011.

5 Uki Goñi connaissait personnellement Tomás Eloy Martínez, aujourd'hui décédé.

6 Article paru dans l'Express, disponible sur http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/sur-la-piste-des-derniers-nazis_493214.html?p=6, consulté le 24 mars 2011.

7 *Idem.* Témoignage également de Uki Goñi : Tomás Eloy Martínez n'a pu faire le lien entre cette interview et Mengele qu'après que le corps de ce dernier ait été retrouvé, en 1985.

8 Il a avoué avoir tué deux personnes.

qu'il y sera retrouvé, presque par hasard[1], par une équipe de journalistes nord-américains, puis arrêté[2].

8) Hans-Ulrich Rudel

Pilote de la *Luftwaffe*[3] pendant la guerre, il a été l'officier le plus décoré par Hitler[4]. Il arrive à Buenos Aires en 1948 par un vol partant de Rome, muni d'un passeport de la Croix-rouge, sous le pseudonyme d'Emilio Meier[5].

Hans-Ulrich Rudel (au centre)[6]

En Argentine, le gouvernement argentin le nomme conseiller à l'Institut National d'Aéronautique de la ville de Córdoba (située au nord du pays). Rudel n'est pas seul : il travaille en collaboration avec plusieurs de ses compatriotes, dont un général de la *Luftwaffe*, Adolfo Galland[7]. Rudel aidera également ses « collègues » nazis qui immigrent peu à peu dans le pays, notamment en ce qui concerne les formalités administratives et leurs faux papiers. Il devient l'ambassadeur de certaines entreprises allemandes telles que Siemens, publie des livres qui relatent ses « exploits » militaires, et collabore à la revue mensuelle néonazie *Der Weg*[8]. Il est proche de Juan Perón (qui

---

1 Le journaliste Sam Donaldson recherchait à Bariloche l'espion nazi Reinhard Kops, qui a révélé, terrifié à l'idée d'être arrêté, que Priebke se cachait dans la ville.

2 En raison de son grand âge, Priebke est « épargné ». Il est condamné à la prison à vie, mais autorisé plus tard à purger sa peine en résidence surveillée.

3 L'armée de l'air.

4 Hitler était tellement fier des prouesses de Hans Ulrich Rudel qu'il avait créé une décoration spéciale, à l'attention du pilote seulement. Voir Gerald L. Posner, et John Ware, *Mengele, el médico de los experimentos de Hitler,* Madrid, La esfera de los libros, 2005, p.186.

5 U. Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002, p.337.

6 Source http://www.ww2incolor.com/german-air-force/Hans-Ulrich+Rudel+Knight__s+Cross+with+Golden+Oakleaves+and+Diamonds.html consulté le 4 mai 2011.

7 Archivo General de la Nación de Buenos Aires, dossier sur Walter Kutschmann, consulté le 22 février 2011.

8 *Ibid. Der Weg* remporte un franc succès dans les années 50. Cette revue est diffusée dans tout le Cône Sud avant

met à sa disposition une Mercedes-Benz[1]), mais aussi du dictateur paraguayen Alfredo Stroessner, et, postérieurement, de Augusto Pinochet[2]. Jusqu'à sa mort (en 1982), Rudel participera à des réunions ainsi qu'à de multiples manifestations néonazies.

9) Willem Sassen

SS et espion nazi, d'origine hollandaise. Arrivé en Argentine en 1948 sous le nom de Jacopus Janssen[3] et proche du criminel et fugitif Adolf Eichmann, il deviendra son porte-parole. Très ami de l'as de la Luftwaffe, Hans-Ulrich Rudel, il sera également son chauffeur[4]. Dans son cercle d'amis se trouve aussi Joseph Mengele : il démentira souvent les accusations de crimes contre l'humanité qui pèsent sur le « docteur ». Sassen est un personnage central de la communauté nazie installée en Argentine : il connaît tous les anciens SS et favorise les échanges entre eux[5]. Il travaille également pour la revue nazie *Der Weg*. Dans les années 70, il entretient des relations amicales avec les dictateurs Augusto Pinochet et Alfredo Stroessner et leur sert même de conseiller[6].

10) Joseph Schwammberger

SS de la Légion Autrichienne, responsable de la mort d'environ quinze mille personnes. Pendant la guerre, il dirige plusieurs camps de travaux forcés en Pologne[7], ainsi que le ghetto juif de Przemyśl (ville du sud-est de la Pologne). Dans ce ghetto, toujours accompagné d'un féroce berger allemand, il a coutume de tirer au hasard sur le moindre être humain qui croise son chemin. Après la guerre, il avoue froidement certains de ses crimes :

> J'ai mené à bien l'exécution de trente-cinq individus, en leur tirant dans la nuque avec un pistolet à une distance d'environ dix centimètres. S'ils montraient encore quelque signe de vie, je leur tirais dans la tempe[8].

Fin 1943, Schwammberger organise des déportations vers Auschwitz depuis le ghetto de Przemyśl, de sorte qu'il ne reste plus aucun juif dans la ville. Arrêté à la victoire des Alliés, il réussit à s'enfuir et à se cacher en Italie. Il embarque pour Buenos Aires, sans le passeport de la Croix-Rouge, mais avec, en revanche, un permis de débarquer fourni secrètement par Carlos Fuldner[9]. Il est l'un des rares criminels de guerre en fuite à ne pas avoir utilisé de passeport international, ni de faux nom[10]. Le chasseur de nazis Simon Wiesenthal affirme que Schwammberger vivra de nombreuses années à La Plata (près de Buenos Aires), où il sera retrouvé en 1973[11]. Le criminel travaille alors pour une compagnie allemande. Mais il prend la fuite avant que son extradition n'ait pu avoir lieu. Quatre ans

---

d'être interdite vers 1957.

1 G. Weber, *La conexión alemana, el lavado del dinero nazi en Argentina*, Edhasa, Buenos Aires, 2005, p. 143.

2 *Ibid*., p.187.

3 Voir D. Cesarani, *Adolf Eichmann*, Mondadori editore, Milan, 2007, p.264.

4 *Cf supra* note 9.

5 *Ibid.* Sassen a favorisé les échanges entre Eichmann et Mengele en Argentine. Tous deux se réunissaient souvent (sans être réellement des amis proches) au café ABC, tenu par un Allemand, à Buenos Aires.

6 Voir Gerald L. Posner, et John Ware, *Mengele, el médico de los experimentos de Hitler,* Madrid, La esfera de los libros, 2005, p.184.

7 Ces camps ne fonctionnaient pas exactement comme des camps de concentration et d'extermination, mais de nombreux juifs y ont trouvé la mort. Voir U. Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002, p.326.

8 J.Schwammberger, *in* U. Goñi, *La auténtica Odessa*, Barcelone, Paidós, 2002, p.327.

9 *Ibid*.

10 U. Goñi, *La auténtica Odessa,* Barcelone, Paidós, 2002, p.327.

11 A.Serra, *Nazis en las sombras*, Editorial Atlantida, Buenos Aires, 2008, p.135.

plus tard, Wiesenthal est toujours à la recherche de Schwammberger, dont il a perdu la trace[1]. Il reconnaît alors que le retrouver est devenu l'une de ses priorités.

Le tableau de la CEANA, présenté plus avant, ne répertorie pas tous les fugitifs nazis qui ont émigré en Argentine. De multiples recherches menées par des historiens ou des journalistes ont permis de retrouver la trace d'autres fuyards tels que Martin Bormann, Wilfried Von Owen, ou Johann Von Leers. Nous allons nous intéresser à leurs parcours.

11) Martin Bormann

Martin Bormann est l'une des personnalités les plus proches d'Adolf Hitler, bien qu'il soit toujours resté « dans l'ombre », et beaucoup plus discret que Goering, Goebbels, ou Himmler. Il est à la fois l'ami, l'administrateur, le secrétaire et l'homme de confiance du *Fürher*[2]. Il est également le chef de la chancellerie du parti nazi.

Martin Bormann[3]

Il applique tous les ordres du « Fürher » et lui sera toujours fidèle. Il joue un rôle capital dans la mise en place et l'application du programme d'extermination hitlérien. Il est « l'éminence grise du Troisième Reich, un de ces anonymes qui en faisait tourner les rouages[4] ». À la fin de la guerre, son destin devient une énigme. Médecins légistes et chercheurs défendent tantôt la thèse du suicide, tantôt la thèse de la fuite[5]. Selon plusieurs recherches et témoignages, Bormann aurait vécu

---

1 *Ibid*.

2 Hitler sera même le parrain du premier enfant de Bormann.

3 Source : http://naziwarcrimes.wordpress.com/2008/01/25/martin-bormann/, consulté le 9 mai 2011.

4 Propos du journaliste et chercheur Gerald Posner, voir documentaire disponible sur http://www.dailymotion.com/video/x5crcw_bormann-un-homme-dans-l-ombre-du-fu_news (date inconnue), consulté le 20 mars 2011.

5 La date officielle de sa mort est le 2 mai 1945. Néanmoins plusieurs témoignages et recherches tendent à contredire ces données. Les fouilles et analyses réalisées en Allemagne n'ont pas écarté tous les doutes. Les recherches ont été

temporairement en Argentine, puis au Paraguay[1].

Aux Archives de la Nation, à Buenos Aires, parmi les dossiers consacrés aux nazis en Argentine, deux épais dossiers lui sont consacrés[2]. Bien que le mystère soit entier, l'hypothèse de la fuite du secrétaire d'Hitler dans les pays du Cône Sud reste, quoi qu'il en soit, plausible.

12) Wilfred Von Owen

Ancien propagandiste, Von Owen est un autre fugitif « important ». Il adhère très tôt au modèle national-socialiste. En 1927 il rencontre le futur Ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, dont il deviendra le secrétaire privé. Il le servira fidèlement jusqu'à son dernier jour[3]. Après la guerre, Von Owen vivra entre le Paraguay et l'Argentine, où il devient une « personnalité » importante de la communauté nazie. Entre 1952 et 1962, il sera le rédacteur en chef d'un périodique pro-nazi en langue allemande, *Die Freie Presse*, qui poursuit la tradition du *Deutsche La Plata Zeitung*, diffusé dans les années 30 et 40[4]. Dans les années 60, il dirige un autre hebdomadaire, *Deutsche Kommentare am Río de La Plata*, qui sont d'une grande popularité et qui « récupère » essentiellement les lecteurs de la revue nazie *Der Weg*, interdite en 1957. Von Owen collabore avec tout un noyau d'anciens espions ou propagandistes nazis, dont Reinhard Kops[5] et Johann Von Leers (dont nous évoquerons par la suite le « parcours »). Il finira ses jours à Buenos Aires, sans jamais avoir été inquiété.

13) Johann Von Leers

Johann Von Leers, virulent propagandiste antijuif, est également membre de la SS. Il travaille pour le Ministère des Affaires Étrangères dès 1928. Proche du ministre de la propagande Joseph Goebbels, il est aussi rédacteur en chef de la revue nazie *Wille und Weg*. Von Leers se forge très vite la réputation d'un propagandiste efficace et d'un spécialiste de la « question juive »[6]. Il côtoie plusieurs théoriciens racistes, et rédige pamphlets et articles antisémites pour de nombreux périodiques nazis. Il publiera également plusieurs livres racistes ainsi qu'un album de photos intitulé *Juden sehen dich an* (Les Juifs vous regardent) : on peut y voir plusieurs clichés de personnalités juives, notamment celle du physicien Albert Einstein, accompagnés de la légende *« pas encore pendus! »*[7].

Après la guerre, Von Leers est arrêté et interné pendant dix-huit mois, période qu'il qualifiera de « longs mois où la fine fleur du national-socialisme était à la merci des nègres et des pourceaux hébraïques derrière les barbelés »[8]. Il gagnera Buenos Aires, où il deviendra l'ami intime de Juan

classées précipitamment. Voir http://www.dailymotion.com/video/x5crcw_bormann-un-homme-dans-l-ombre-du-fu_news (date inconnue), consulté le 20 mars 2011.

1 Les archives d'Asunción ont ouvert le dossier Bormann en 1993. Elles révèlent qu'il serait mort dans la capitale paraguayenne.

2 Visite personnelle des Archives de la Nation de Buenos Aires, 22 février 2011.

3 Voir M. Dolcetta, *Gli spettri del Quarto Reich, le trame occulte del nazismo dal 1945 a oggi*, Biblioteca Universale Rizzoli, Milan, 2007, p.128.

4 *Informe Final de la CEANA*, p.560.

5 Kops est l'un de ceux qui a aidé les nazis à s'établir en Argentine, collaborateur du prêtre Alois Hudal et ancien espion. Il vivra pendant très longtemps à San Carlos de Bariloche (il n'est retrouvé qu'à la fin des années 90).

6 Voir Pierre-André Taguieff *: La judéophobie des Modernes: des Lumières au jihad mondial,* éditions Odile Jacob, Paris, 2008, p.289.

7 *Ibid.*

8 Johann Von Leers cité par David Chairoff, *in* Pierre-André Taguieff *: La judéophobie des Modernes: des Lumières*

Perón. Rédacteur en chef de la revue néonazie *Der Weg* (évoquée précédemment), il collabore à d'autres journaux nazi-fascistes sous différents noms. Il exerce donc librement le « métier » qui était le sien dans les années 30 sous Hitler. Il fera, enfin, partie du cercle nazi du pays en restant en contact avec ses confrères fugitifs : Eichmann, Mengele, Bormann, Rudel, Von Owen...

Von Leers est considéré comme un « gardien militant de l'idéologie nazie »[1] :

> Les historiens et spécialistes de sciences politiques se groupaient autour du Professeur Johann Von Leers. Mêlés à eux dans le plus strict incognito, il y avait nous, les « huiles », Eichmann, Mengele et moi […] Ces années furent dominées par notre bienfaiteur, Juan Domingo Perón. L'élite de notre groupe le servit utilement et fidèlement en tant que conseillers militaires et scientifiques. […] Tandis que Mengele se plongeait avec ardeur dans le tourbillon social, Eichmann et moi préférions vivre sans ostentation et dans la retraite, pour des raisons évidentes. Notre inspiration politique, nous la devions au Pr. Johann Von Leers dont le journal, *Der Weg* […] était le porte-parole de notre groupe. La croissance de la conscience nationale allemande de notre rassemblement pouvait se mesurer à la croissance constante du tirage de ce journal, dont plus d'un exemplaire parvint dans notre patrie vaincue et enchaînée. Von Leers défendait avec un incomparable courage notre héritage idéologique national-socialiste, dénonçant les mensonges de la presse internationale et exposant le véritable arrière-plan du conflit qui évoluait rapidement vers une confrontation entre l'Est et l'Ouest[2].

Les criminels de guerre, français, belges, croates ou allemands, ont bel et bien un avenir en Argentine après la guerre, les « experts » nazis tout particulièrement. Leur intégration dans la société, encouragée par le président de la République et ses collaborateurs, est une réussite. Juan Domingo Perón les « amnistie ». Il les autorise même à vivre sous leur vrai nom, sans se cacher. Ils peuvent reprendre une vie « normale ». Les anciens propagandistes, tout particulièrement, sont libres d'exercer les mêmes fonctions que sous le Troisième Reich : ils collaborent activement à des revues nazies, lues essentiellement par les fugitifs eux-mêmes, nostalgiques des totalitarismes européens. Quant aux criminels de guerre, ils mènent une vie normale, sortent, se réunissent dans les cafés ou les restaurants, voyagent.

Beaucoup d'anciens nazis réfugiés en Argentine, nous l'avons vu, ne seront jamais inquiétés et mourront dans ce pays si « hospitalier ». D'autres pourront également se diriger vers le Paraguay voisin.

C) <u>Le « relais » paraguayen</u>

Juan Perón perd la présidence de l'Argentine en 1955. Dès lors, les anciens nazis installés en Argentine craignent de ne pouvoir trouver un refuge aussi sûr que celui qu'offrait le charismatique général argentin. Mais un président tout aussi favorable aux nazis prend la tête du Paraguay à partir de 1954 : Alfredo Stroessner. Les nazis ne se sentant plus en sécurité en Argentine vont donc, le plus souvent, choisir de fuir vers le Paraguay. Nous observerons, dans un premier temps, à quel point le dictateur a été, lui aussi, un hôte de choix pour les fugitifs nazis. Puis nous étudierons certains exemples de criminels de guerre qui se sont établis au Paraguay.

---

au jihad mondial, éditions Odile Jacob, Paris, 2008, p.291.

1 *Cf supra* note 3 p.291-292.

2 Mémoires de Martin Bormann, *in* Pierre-André Taguieff *: La judéophobie des Modernes: des Lumières au jihad mondial,* éditions Odile Jacob, Paris, 2008, p.291. Ces mémoires rédigées par Martin Bormann tendent également à prouver qu'il a bien fui en Argentine.

1. Un président bienveillant

Alfredo Stroessner grandit dans la société ouvertement pro-fasciste des années 1930-1940, notamment sous la dictature du général Morinigo[1]. Vétéran de la Guerre du Chaco, il prendra le pouvoir par la force en mai 1954, après avoir été impliqué dans au moins trois coups d'état en six ans[2]. Il est, comme le suggère son patronyme, d'origine germanique : sa mère est paraguayenne (d'origine guaraní) et son père est un immigré bavarois. Cette origine allemande jouera indubitablement un rôle chez le dictateur, fier de ses racines. Adolf Hitler aurait même été une véritable idole de jeunesse pour le militaire paraguayen[3]. Dès sa prise du pouvoir, Stroessner agira comme un protecteur de ses compatriotes allemands :

> Alfredo Stroessner […] a contribué à l'intégration des populations les plus diverses. Ce processus continue encore aujourd'hui. Le Président de la République actuel a souhaité à ses côtés trois ministres d'origine allemande.

Stroessner ne correspond pas à la figure typiquement latino-américiane du *caudillo* : il n'est pas un leader charismatique (comme Perón en Argentine ou Castro à Cuba). Il instaure une dictature sanguinaire, et l'une des plus corrompues d'Amérique du Sud[4]. Les partis politiques sont interdits, les élections frauduleuses, la répression incessante. Le militaire paraguayen allonge le mandat présidentiel et fait en sorte d'être toujours réélu (fraudes). Il vise ainsi la présidence à vie sans jamais la mentionner de la sorte, tout en affirmant qu'au Paraguay, le peuple seul est souverain :

> « Celui qui commande ici, c'est le peuple. Je suis à ce poste depuis de nombreuses années. C'est parce que le peuple le veut. Je n'ai jamais bougé le petit doigt pour que mon nom soit avancé...[5]»

Pour le chercheur Christian Rudel, l'ère Stroessner a fait « disparaître » le Paraguay, l'isolant totalement du reste du monde : « Le dictateur avait tout intérêt à entourer de silence le pays sur lequel régnaient et où se donnaient rendez-vous les anciens nazis ainsi que les escrocs, trafiquants de drogue et bandits de toute la planète.[6]».

Nous avons vu précédemment que certains SS ou espions nazis tels que Hans Ulrich Rudel ou Willem Sassen sont, dans l'après-guerre, proches d'Alfredo Stroessner et font office de « conseillers ».

Au moment où Stroessner s'impose comme président, la Guerre Froide divise le monde en deux « blocs ». Les Américains traquent les communistes de façon obsessionnelle, allant jusqu'à utiliser le « savoir-faire » de fugitifs nazis accueillis dans le pays[7]. Le militaire paraguayen se range officiellement du côté nord-américain et s'engage également dans la lutte anticommuniste. La suite semble presque « logique » : les anciens nazis sont les bienvenus au Paraguay. Les origines bavaroises de Stroessner jouent également en leur faveur. Bon nombre d'ex-membres de la Gestapo

---

1 Voir article disponible sur http://www.resistances.be/nazisamersud.html consulté le 27 mars 2011.

2 Renée Fregosi, *Le Paraguay au XXe siècle: naissance d'une démocratie*,

3 Marco Dolcetta, *Gli spettri del Quarto Reich, le trame occulte del nazismo dal 1945 a oggi*, Biblioteca Universale Rizzoli, Milan, 2007, p. 123.

4 L'impitoyable Stroessner se verra attribuer le surnom de « tyrannosaure » par l'écrivain Augusto Roa Bastos, en raison de sa politique sanguinaire.

5 Christian Rudel, *Le Paraguay*, Karthala, Paris, 1990, p. 102.

6 *Idem*, p. 9.

7 Klaus Barbie, tortionnaire du résistant Jean Moulin, a ainsi travaillé pendant 4 ans pour les services secrets américains.

nazie vont rejoindre et aider la police stroessnerienne[1].

2. L'hôte de la honte : Josef Mengele

La présence au Paraguay de l'un des plus grands criminels nazis est révélatrice de la négligence du gouvernement Stroessner. À l'instar de Perón, le dictateur ne se soucie guère que justice soit faite. Nous avons précédemment évoqué le « parcours » du SS Josef Mengele : ce dernier a fréquemment voyagé au Paraguay avant de s'y établir après la chute du gouvernement Perón. Le cas de Mengele peut illustrer la bienveillance du régime militaire paraguayen face aux crimes nazis.

Josef Mengele est né le 16 mars 1911, à Günzburg, en Bavière. Dès son plus jeune âge va naître chez lui une ambition sans bornes. À l'Université, Josef se laisse influencer par la montée fulgurante du mouvement nazi. Il étudie la médecine et la philosophie, et obtient en 1938 le titre de médecin. Il sera toujours bien plus intéressé par la génétique que par l'aide et les soins aux êtres humains.

En 1943, Mengele est nommé à Auschwitz, véritable « usine de mort »[2], où il sera notamment chargé de la « sélection » des déportés. Dès l'arrivée des convois, en effet, il désigne les personnes « aptes » ou non au travail. Il prend donc la décision d'envoyer des dizaines de milliers de personnes soit vers l'enfer du camp et le travail forcé, soit vers les chambres à gaz. Il accomplit cette sinistre besogne sans le moindre état d'âme, en sifflotant des airs d'opéra[3]. Il fait également gazer les malades du typhus.

Josef Mengele réalise également de cruelles expériences sur les déportés. Les jumeaux, en particulier, sont ses « cobayes ». Le « docteur de la mort » (tel est son surnom) entend percer les mystères de la gémellité dans le but de pouvoir multiplier les naissances aryennes. Il les mutile, étudie leurs yeux, leurs organes, leurs corps, dans les moindres détails. Il réalise ces expériences le plus souvent sans anesthésie. La plupart des victimes succombent, les autres garderont de très graves séquelles[4]. Dans le camp, Mengele dispose d'un pouvoir de vie ou de mort sur les déportés.

Après la guerre, Mengele fuit et se cache en Allemagne, puis en Italie, où il embarque à Gênes sur le *North King*, à destination de l'Argentine[5] (voir passeport ci-dessous).

---

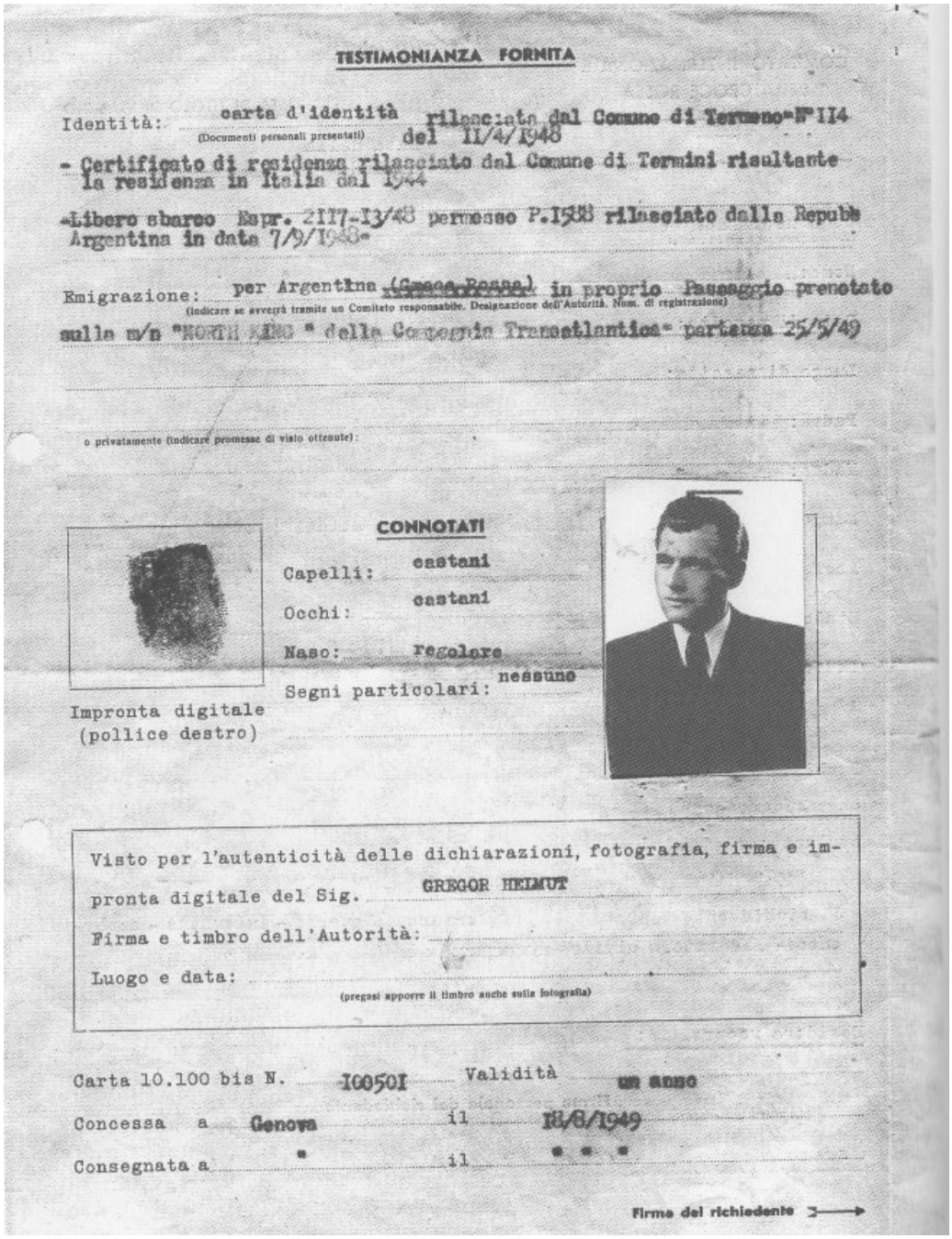
1 Christian Rudel, Christian Rudel, *Le Paraguay*, Karthala, Paris, 1990, p. 102. Voir également http://www.resistances.be/nazisamersud.html consulté le 27 mars 2011. Au cours de nos recherches, nous n'avons guère pu obtenir de précisions à ce propos.

2 Auschwitz est le plus grand camp de concentration et d'extermination nazi. On considère qu'un million et demi de personnes y ont péri.

3 Bon nombre de survivants se souviennent de « l'ange de la mort » qui pratiquait les sélections en sifflotant des airs de Puccini, notamment l'air de la « *Tosca* ».

4 Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, chapitre 3.

5 Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, chapitre 3.



TESTIMONIANZA FORNITA

Identità: carta d'identità rilasciato dal Comune di Termeno-N° 114
(Documenti personali presentati) del 11/4/1948
- Certificato di residenza rilasciato dal Comune di Termini risultante la residenza in Italia dal 1944
-Libero sbarco Espr. 2117-13/48 permesso P.1588 rilasciato dalla Repub Argentina in data 7/9/1948-

Emigrazione: per Argentina ~~(Genova-Roma)~~ in proprio ~~Passaggio prenotato~~
(indicare se avverrà tramite un Comitato responsabile. Designazione dell'Autorità. Num. di registrazione)
sulla m/n "NORTH KING" della Compagnia Transatlantica- partenza 25/5/49

o privatamente (indicare promesse di visto ottenute):

CONNOTATI

Capelli: castani
Occhi: castani
Naso: regolare
Segni particolari: nessuno

Impronta digitale
(pollice destro)

Visto per l'autenticità delle dichiarazioni, fotografia, firma e impronta digitale del Sig. GREGOR HELMUT
Firma e timbro dell'Autorità:
Luogo e data:
(pregasi apporre il timbro anche sulla fotografia)

Carta 10.100 bis N. 100501 Validità un anno
Concessa a Genova il 18/8/1949
Consegnata a " il " " "

Firma del richiedente

Passeport délivré à Josef Mengele, au nom de Helmut Gregor[1]

À Buenos Aires, Josef Mengele déclarera résider à plusieurs adresses : Callao 66, Arenales 2460, Paraná 140, Azcuénaga 1551... Le médecin de la mort brouille les pistes[2]. Le numéro 1551 de l'avenue Azcuénaga, situé dans l'agréable quartier de la Recoleta, est en réalité le laboratoire pour lequel il travaillera (car Mengele n'a pas renoncé pas à ses projets génétiques). Ce laboratoire, fondé par Heinz Truppel et Ernesto Timmermann, nommé « Fardo Farm », est spécialisé dans la

[1] Voir A. Casazza, *La fuga dei nazisti*, Gênes, Il melangolo, 2007, p.98.

[2] Archivo General de la Nación de Buenos Aires, dossier Josef Mengele, consulté le 22 février 2011. Plusieurs inspecteurs ont mené des enquêtes à propos de Mengele ou sollicité des informations le concernant, sans succès.

production de produits pharmaceutiques. Les investissements de Mengele dans ce laboratoire permettent d'augmenter sa productivité[1].

Avenue Azcuénaga, numéro 1551, Buenos Aires

Photographie de l'ancien laboratoire de Mengele, de nos jours[2].

Bien que résidant en Argentine, Josef Mengele voyage et se déplace fréquemment au cours des années 50. Il sollicitera plusieurs certificats pour pouvoir voyager dans les autre pays du Cône Sud, au Chili, mais aussi au Paraguay[3]. Il n'existe aucune date officielle qui puisse certifier à quel moment Mengele s'est rendu au Paraguay. Néanmoins, c'est dans ce pays que « l'ange de la mort » d'Auschwitz va « s'épanouir » le plus.

En 1955, Perón, le « bienfaiteur » des nazis, est renversé par un coup d'état. Mengele ne se sent plus en sécurité. Le Paraguay sera son prochain refuge. Le 23 octobre 1959, il est inscrit sur le registre des étrangers qui résident dans ce pays. Le lendemain même, les autorités lui délivrent, avec une rapidité extraordinaire, une carte d'identité paraguayenne, à son nom véritable[4]. Et, de surcroît, la Cour Suprême de la justice paraguayenne accepte, trois jours plus tard, de le naturaliser[5].

---

1 Mengele avait investi 200.000 dollars dans ce laboratoire. Bien que les recherches à ce sujet soient insuffisantes, il est possible qu'il ait trouvé, grâce à ce laboratoire, un moyen de poursuivre ses folles recherches génétiques. Voir G.Posner et J.Ware, *Mengele, el médico de los experimentos de Hitler, La esfera de los libros*, Madrid, 2005, p.203.

2 Photographie personnelle, 22 février 2011.

3 Archivo General de la Nación de Buenos Aires, consulté le 22 février 2011. Mengele a voyagé au Chili en 1957 : il sollicite un permis de conduire.

4 *Cf supra* note 1, Robert Laffont, Paris, 2009, p.112.

5 Idem, p.112.

Josef Mengele choisira de s'installer au Paraguay car il sait qu'il y sera en terrain connu, voire même familier (en raison de ses fréquentes excursions dans le pays). Il s'établira dans le sud du pays, tout près des frontières argentine et brésilienne, dans la région d'Itapúa, près de la ville de Encarnación (ville natale du tyran Alfredo Stroessner).

Carte du Paraguay[1]

La ville d'Encarnación, à l'extrême sud du pays, est toute proche de la province argentine de Misiones (à la forme allongée, qui suit le Río Paraná). De l'autre côté de cette province s'étend le Brésil (état du Rio Grande do Sul).

La région d'Encarnación et du Río Paraná possède une importante tradition allemande (liée à l'immigration). Sous la dictature de Stroessner, la culture allemande y est favorisée : la langue « officielle » est l'allemand, devant l'espagnol ou le guarani[2] ; et on célèbre les mêmes commémorations qu'à Berlin.

Mengele a aussi un protecteur dans cette région germanisée : Alban Krug, un Allemand propriétaire d'une ferme à Hohenau (tout près d'Encarnación) et leader d'un groupe nazi-fasciste[3]. C'est Hans Ulrich Rudel, l'as de la *Luftwaffe* très ami de Mengele, qui présente Mengele à Alban Krug, vers 1953. Dès lors, Krug logera « l'ange de la mort » par périodes, et il l'embauche : Mengele doit améliorer le bétail du fermier et faire en sorte que ses vaches mettent bas des jumeaux[4]. Tâche liée à la recherche de la gémellité, qui rappelle inévitablement les expériences

[1] Source carte : http://www.e-voyageur.com/sejour/voyages/voyage-paraguay.htm, consulté le 24 mars 2011.

[2] J.Camarasa, *Le mystère Mengele,* Robert Laffont, Paris, 2009, p.104. Le guarani est une langue indigène très importante au Paraguay : la plupart des indiens guaranis vivent dans ce pays. Aujourd'hui encore l'héritage allemand est visible dans la région d'Itapúa.

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*, p.105.

humaines à Auschwitz. Les « confessions » de Juan Domingo Perón au journaliste Tomás Eloy Martínez (interview citée précédemment) se vérifient également. Le président argentin connaît parfaitement le « métier » qu'exerçait alors le criminel.

En somme, Mengele a trouvé au Paraguay un autre moyen de satisfaire son obsession de la gémellité, et de poursuivre différemment la sinistre besogne qu'il avait commencée en Pologne.

Mengele et Krug nouent donc des relations amicales et durables. Le criminel de guerre sait vers qui se tourner lorsqu'il décide de quitter définitivement l'Argentine. L'entourage des Krug connaît sa véritable identité, il ne vit pas dans le secret. Un cousin de la famille, Arno Tachler, témoigne :

> Mon père, Raimond, qui avait été l'un des premiers immigrants à Hohenau, fêtait ses noces d'or et il avait organisé une célébration où se rendraient tous les Allemands du village. Mon oncle Alban vint accompagné d'un homme qu'il nous présenta comme étant le « docteur Fritz Fischer », un médecin allemand nouvel arrivant à la colonie. Moi, j'ignorais encore qu'il s'agissait de Mengele, mais ce soir-là, certains détails attirèrent mon attention. Le docteur Fischer refusait d'être photographié. Nous étions encore jeunes, à cette époque, et on ne nous laissait parler de rien, mais peu de temps après nous savions déjà que le docteur Fischer n'était autre que le docteur Mengele[1].

Bonibaldo Junghams, un ancien maire d'Hohenau, reconnaît, « d'un ton presque joyeux », avoir connu le criminel :

> Bien sûr que oui! J'ai connu le docteur Mengele vers 1960, quand il commençait à travailler pour Alban Krug. J'ai eu le plaisir d'être son voisin pendant des années. Il se faisait appeler « docteur Fischer » ; c'était un monsieur très distingué, toujours bien habillé, noble d'allure. Quand un individu ou un animal tombaient malades, il se précipitait pour les soigner. Je me souviens de lui assis dans la véranda de sa maison et jouant de la viole ; il chantait en allemand des chansons de sa patrie. Il chantait et il pleurait, se rappelant sa terre natale. Je ne comprends pas pourquoi les gens n'aiment pas Mengele. On dit qu'il a fait certaines choses ; s'il les a faites, c'était pendant la guerre. Aujourd'hui, on en fait autant partout dans le monde, mais personne n'en parle...[2]

Au début des années 60, Mengele, poursuivi, s'installera au Brésil. C'est dans ce pays qu'il s'éteindra, victime d'un infarctus (lors d'une baignade), en 1979, échappant définitivement à la justice[3].

Il est possible que le médecin d'Auschwitz ait continué ses « recherches génétiques » au Brésil[4]. En effet, bien que les autorités brésiliennes réfutent cette thèse, le doute plane encore à propos de la petite ville de Cândido Godoi, dans le sud du pays (voir carte page suivante). Elle est connue sous le nom de « *terra dos gêmeos* » (terre des jumeaux). À partir de 1963, en effet, se produit à cet endroit une véritable vague de doubles accouchements[5]. La plupart des jumeaux vont naître blonds aux yeux bleus. Les naissances de jumeaux dans cette petite ville n'ont aucune explication scientifique, et coïncident tout à fait avec les séjours de Mengele dans la région.

---

1 J.Camarasa, *Le mystère Mengele,* Robert Laffont, Paris, 2009, p.114. Témoignage d'Arno Tachler, qui a connu Mengele en 1960.

2 *Ibid.*

3 Mengele est mort à Bertioga, dans l'état de São Paulo.

4 Bien que le Brésil ne fasse pas partie de notre étude, il nous semblait très important d'évoquer ce fait.

5 Voir J.Camarasa, *Le mystère Mengele*, Robert Laffont, Paris, 2009, p.138. Les jumeaux engendreront souvent d'autres jumeaux. Les naissances de jumeaux monozygotes dans la ville représentaient 33% des naissances totales.

Pour le journaliste Jorge Camarasa, qui a mené de rigoureuses recherches et recueilli de nombreux témoignages, Josef Mengele a bel et bien séjourné à Cândido Godoi dès 1963, alors qu'il vivait encore chez la famille Krug. Plusieurs témoins habitant la ville affirment qu'il y a suivi et soigné des femmes, en particulier pendant leur grossesse[1].

Situation de Cândido Godoi[2]

Cândido Godoi (en rouge), Rio Grande do Sul (en beige), Brésil.
À l'ouest de la ville se distinguent (en marron) l'étroite province argentine de Misiones, puis le sud du Paraguay.

Rejoindre Cândido Godoi est plutôt aisé, pour le criminel Josef Mengele : depuis le sud du Paraguay, il lui suffit de traverser la mince province de Misiones pour gagner l'état brésilien du Rio Grande do Sul et Cândido Godoi. À l'époque, les frontières ne sont guère difficiles à franchir dans ces régions fortement germanisées[3].

Les preuves manquent encore : la *terra dos gêmeos* pourrait être le fruit du hasard, mais elle pourrait tout à fait être liée à la sinistre « passion » du médecin d'Auschwitz.

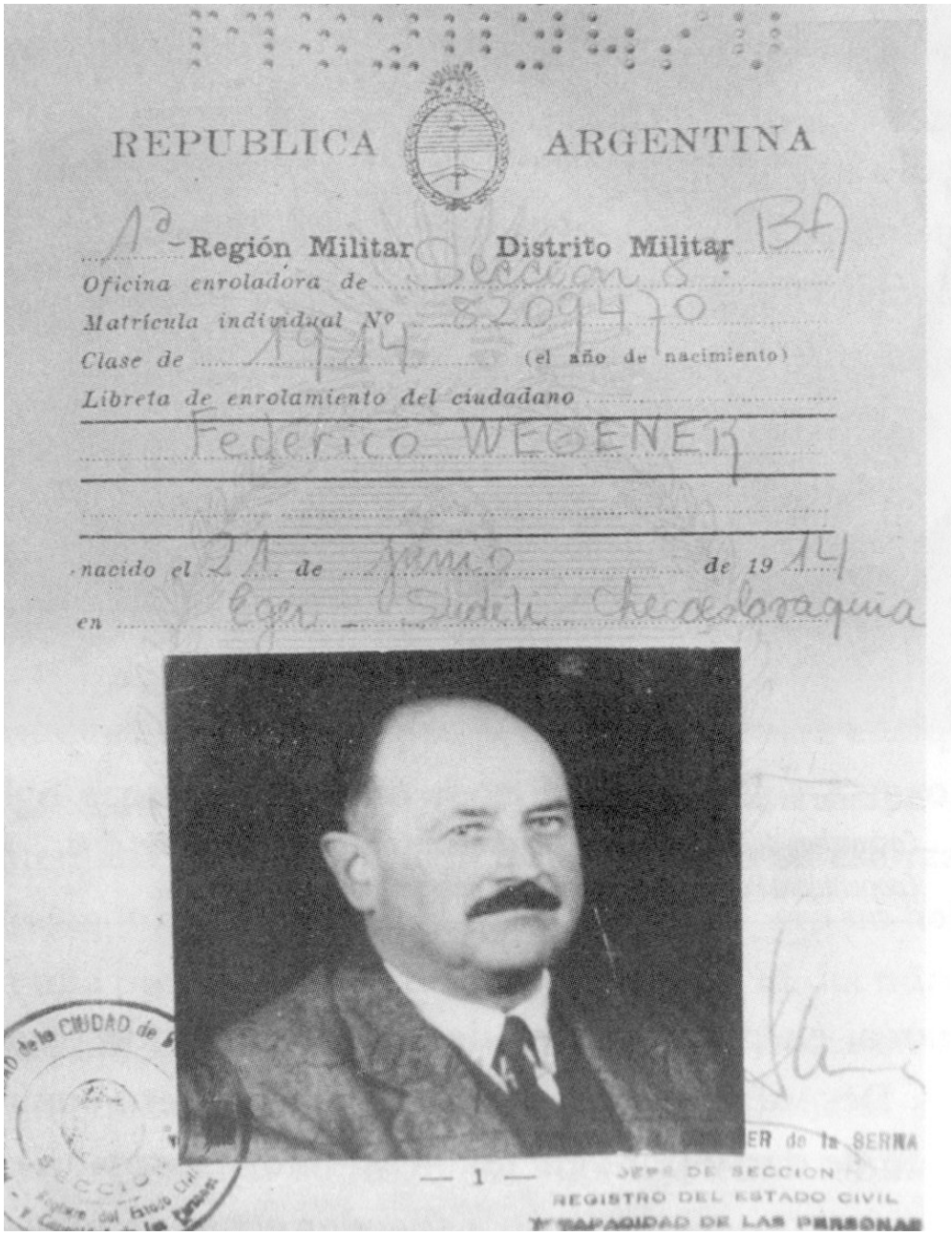
3. « Le boucher de Riga » et le mystère Bormann

Le Paraguay a également été l'ultime refuge d'un autre bourreau nazi : Eduard Roschmann. Capitaine SS, il est pendant la guerre le commandant du ghetto de Riga, capitale de la Lettonie. Connu sous le nom de «boucher de Riga», il sera responsable de la mort de 40.000 juifs, dont huit cents enfants de moins de dix ans. Muni en permanence d'un fouet et d'une arme à feu, il a pouvoir de vie ou de mort sur quiconque dans le ghetto. Il enverra également des milliers de juifs en déportation. De nombreux témoins, persécutés, ont évoqué l'extrême cruauté de Roschmann.

---

1 *Ibid.*
2 Sources carte : http://lve.scola.ac-paris.fr/portugais/Photos%20Bresil.htm, consulté le 27 mars 2011.
3 Voir J.Camarasa, *Le mystère Mengele*, Robert Laffont, Paris, 2009, p. 138.

Grâce à un faux passeport de la Croix-Rouge (voir image ci-dessous) et protégé par le prêtre Alois Hudal, il gagne l'Argentine en 1948, sous l'identité de Federico Wegener. Sa « profession » : mécanicien. Il y vivra en paix dans le pays jusqu'à ce que l'Allemagne demande son extradition, en 1977. Les autorités argentines l'arrêtent, mais le libèrent finalement à la (simple) condition suivante : que l'on n'entende plus parler de lui. Le Paraguay de Stroessner semble être la seule issue pour Roschmann. Ce sera son dernier refuge.


REPUBLICA ARGENTINA

1ª Región Militar Distrito Militar BA

Oficina enroladora de Seccion 8

Matrícula individual Nº 8209470

Clase de 1914 (el año de nacimiento)

Libreta de enrolamiento del ciudadano

Federico WEGENER

nacido el 21 de Junio de 1914

en Eger Sudeti Checoslovaquia

— 1 —

JEFE DE SECCION

REGISTRO DEL ESTADO CIVIL

Y CAPACIDAD DE LAS PERSONAS

Faux passeport de la Croix-Rouge délivré à Eduard Roschmann[1]

Roschmann n'a aucun mal à gagner la capitale paraguayenne muni de ses papiers argentins. Mais, malade, il va vivre réfugié dans une modeste pension, où il passera plusieurs jours, se méfiant de tout et de tout le monde. Son état déclinant, il sera emmené à l' *Hospital de Clínicas*, où il

[1] Voir A. Serra, *Nazis en las sombras*, Editorial Atlantida, Buenos Aires, 2008, p.110.

mourra d'un infarctus[1] échappant ainsi définitivement à la justice.

Quant à Martin Bormann, il est également possible qu'il ait vécu au Paraguay. Ami très proche et conseiller d'Hitler, il aurait pu être son successeur[2]. Il a disparu le 2 Mai 1945 : mort ou fuite ? Nul ne retrouve sa trace. Lors du procès de Nuremberg, en 1946, Bormann, absent, est condamné à mort par contumace. Nous ne pouvons ignorer certains témoignages concernant l'hypothèse de sa fuite au Paraguay.

Ainsi, en 1966, Klaus Eichmann, le fils du criminel de guerre Adolf Eichmann qui a vécu à Buenos Aires avec lui, interviewé par deux journalistes, affirme que Bormann va très bien et qu'il vit en Amérique du Sud. Il en a la certitude absolue, ses propos sont catégoriques[3]. Des chasseurs de nazis tels que Beate et Serge Klarsfeld soutiennent eux aussi que le secrétaire du *Fürher* se cache quelque part en Amérique du Sud.

Les chercheurs et médecins ne réussissent pas à identifier clairement le corps de Bormann. On le déclare mort et l'affaire est classée[4]. Puis, en 1972, des ossements sont découverts sur un chantier à Berlin, et identifiés par la police comme ceux de Bormann. Cependant, nombre de spécialistes affirment que ses restes ont été transportés en Allemagne.

En 1993, les archives d'Asunción sont ouvertes. Elles révèlent que Bormann est mort à Asunción (date inconnue), et a été enterré dans le village de Ita, près de la capitale. Un médecin légiste ayant participé à l'étude des ossements découverts à Berlin, Hugh Thomas, met alors en valeur des éléments d'enquête : les restes identifiés comme ceux de Bormann sont recouverts d'argile rouge. On ne trouve pas d'argile rouge à Berlin : en revanche, on en trouve dans la région d'Asunción. De plus, Hugh Thomas affirme que la position des dents suggère l'intervention d'un dentiste après 1945[5].

Les éléments et témoignages contradictoires ne permettent pas d'émettre de certitudes à propos de la mort de Bormann. Quoi qu'il en soit, il n'est pas impossible qu'il ait lui aussi fini sa vie au Paraguay.

D) Rôles de l'Uruguay et du Chili

Les deux autres pays du Cône Sud ont-ils été aussi accueillants que leurs voisins avec les fuyards nazis? À l'instar de l'Argentine et du Paraguay, des criminels et collaborateurs du Troisième Reich ont-ils pu y reconstruire leur vie?

L'Uruguay n'a été qu'un pays de « transition » pour les fugitifs nazis. En effet, il est possible que d'anciens nazis aient pénétré dans le pays après la guerre, mais sans s'y installer. Le rapport de la CEANA (exposé précédemment) indique par exemple que certains fugitifs proviennent de l'Uruguay lorsqu'ils débarquent en territoire argentin. Pendant l'après-guerre, le gouvernement Perón est tellement bienveillant avec les immigrants nazi-fascistes que, jusqu'au renversement du

[1] Nul ne réclame le cadavre de Roschmann, il disparaît mystérieusement quelques jours après son décès.

[2] Hitler avait, à la fin de sa vie, perdu confiance en Goering et Himmler. Le « fidèle » Bormann ne l'avait jamais déçu.

[3] Voir documentaire diffusé sur la chaîne de télévision italienne « Rai 3 », date inconnue, *in* http://www.youtube.com/watch?v=-JOZWhclykg, consulté le 29 mars 2011.

[4] Selon le journaliste Gerald Posner, cette affaire était gênante pour l'Allemagne, elle a donc été classée rapidement. Voir documentaire diffusé sur la chaîne de télévision italienne « Rai 3 », date inconnue, *in* http://www.youtube.com/watch?v=-JOZWhclykg, consulté le 29 mars 2011.

[5] *Idem*.

président, nul pays du Cône Sud n'est plus attractif. L'Uruguay n'offre pas aux criminels et collaborateurs un avenir aussi prospère que le géant argentin. Toutefois, l'Uruguay a pu les laisser « circuler » librement.

Après 1955, les nazis en fuite qui ne se sentent plus en sécurité en Argentine choisissent de se diriger plutôt vers le Paraguay ou le Chili, où la « tradition allemande » est plus importante. La Patagonie chilienne, en particulier, (à l'instar de la Patagonie argentine) est peuplée d'immigrés allemands depuis le dix-neuvième siècle. Cette immigration germanique est si « normale », que le pays ne contrôle pas l'identité des Allemands qui s'y installent après la guerre, que ce soit pour une durée déterminée ou non. La plupart de ces immigrés sont bien des admirateurs d'Hitler, voire des criminels de guerre. Le criminel Josef Mengele, nous l'avons évoqué, a pu aussi voyager au Chili en toute liberté.

D'autres criminels nazis se sont établis définitivement au Chili dans les années 50-60. Parmi eux, Walter Rauff et Paul Schaefer.

Walter Rauff, colonel SS, n'est autre que l'inventeur des premières chambres à gaz « mobiles » : camionnettes dans lesquelles les victimes sont enfermées et tuées par inhalation des gaz d'échappement. Cette sinistre méthode tue cinquante personnes en une demi-heure. Rauff est responsable de l'assassinat de 100.000 juifs, soviétiques et partisans[1], dans les premières années de la guerre. Par la suite, Rauff sera surnommé « l'assassin de Milan » : en Italie, il torture et exécute un grand nombre de partisans.

La guerre terminée, Walter Rauff, protégé par le prêtre Alois Hudal, se cache en Italie, pays qu'il connaît bien. Il aide lui-même ses « compatriotes » à fuir, avant d'embarquer à son tour pour l'Amérique du Sud. Après un bref passage par Buenos Aires, il s'installe au Chili. Il ouvre une conserverie de poisson à Punta Arenas, dans le sud du pays. Lorsque Mengele voyage au Chili en 1957 (accompagné de l'aviateur Hans Ulrich Rudel), c'est à Rauff, son camarade SS, qu'il rend visite[2].

Rauff sera l'un des criminels les plus recherchés par le chasseur de nazis Simon Wiesenthal. Ce dernier sait où il se cache : en 1977 il affirme que le SS vit tranquillement à Punta Arenas, sous sa véritable identité. Or, malgré les incessantes requêtes de Wiesenthal, le Chili n'acceptera jamais d'extrader Walter Rauff[3]. Le criminel nazi mourra d'un cancer du poumon à Santiago en 1984, après avoir pleinement profité de sa « seconde vie » en Amérique du Sud.

Qu'en est-il de Paul Schaefer, fugitif lui aussi? Ce dernier n'est pas reconnu comme un criminel de guerre. Sous Hitler, Schaefer est toutefois membre des Jeunesses Hitlériennes et, par la suite, au service de l'Armée allemande. Il ne pourra monter en grade à cause d'un handicap : son œil de verre.

Le parcours de Schaefer diffère de celui des criminels SS tels que Eichmann, Mengele, Roschmann, Rauff, et bien d'autres. Néanmoins, il a lui aussi commis des horreurs. Après la guerre, Schaefer est en effet reconnu coupable d'un crime odieux : la pédophilie. En raison des accusations qui pèsent sur lui, il décide d'émigrer au Chili, en 1960. Il y restera jusqu'à son arrestation, en 2005. Pendant près d'un demi-siècle, Schaefer va violer tous les droits humains, participer à d'ignobles

---

1 U. Goñi, *La auténtica Odessa,* Barcelone, Paidós, 2002, p.340.

2 Voir *ibidem.* Voir également G.Posner et J.Ware, *Mengele, el médico de los experimentos de Hitler, La esfera de los libros*, Madrid, 2005, p.202. Plusieurs journalistes ont confirmé ce fait.

3 Nous reviendrons ultérieurement sur ce point.

crimes, et laisser une sinistre marque dans l'histoire du Chili[1].

Les quatre pays du Cône Sud, à l'exception de l'Uruguay, qui n'a pas été la destination favorite des nazis après la guerre, ont participé à la création d'un Quatrième Reich. Grâce, notamment, à la « bénédiction » des présidents Juan Perón, puis Alfredo Stroessner, le nazisme a pu « renaître de ses cendres ». De grands criminels ont été parfaitement intégrés à la société du cône sud-américain, et libres d'exercer certaines fonctions en rapport avec leurs activités pendant la guerre. Le cas de l'Argentine est, quoi qu'il en soit, unique : nul autre état n'a autant protégé et intégré ouvertement les nazis, le président de la République lui-même allant jusqu'à les recevoir dans son palais présidentiel et tisser des liens personnels d'amitié avec eux[2].

[1] Les crimes de Schaefer seront développés dans le chapitre qui suit.
[2] C'est ce que le journaliste Uki Goñi nous a confié à Buenos Aires le 22 février 2011.

CHAPITRE III

LE NAZISME AU CŒUR DES DICTATURES MILITAIRES DU CÔNE SUD ? (1960-1990)

En 1977, alors que les pays du cône sud-américain vivent des dictatures militaires, le journaliste Alfredo Serra s'entretient avec le chasseur de nazis Simon Wiesenthal, et lui demande dans quels pays se cachent le plus de criminels nazis. Ce dernier répond, sans hésiter : « Argentine, Chili, Paraguay, Brésil et Bolivie »[1].

En d'autres termes, presque tous les pays du Cône Sud qui subissent une dictature militaire.

En effet, les années 70 marquent le début d'une période de terreur sans précédent dans les pays du Cône Sud. La dictature militaire au Brésil commence dès 1964. En Bolivie, le militaire Hugo Banzer prend le pouvoir en 1971. En juin 1973, un coup d'état en Uruguay porte au pouvoir Juan María Bordaberry. La même année, le 11 septembre, au Chili, le général Augusto Pinochet organise un coup d'état qui entraîne la mort du président Salvador Allende. Le 24 mars 1976, en Argentine, une junte militaire conduite par le général Rafael Videla prend le pouvoir et renverse Isabel Perón. Alfredo Stroessner, le président paraguayen au pouvoir depuis 1954, durcit sa politique et s'allie avec les pays voisins. Les dictateurs vont massacrer leur population : ils auront tous pour objectif de lutter contre les mouvements de gauche et la « subversion ».

Nous avons observé précédemment comment l'idéologie nazie-fasciste a « envahi » ces mêmes nations, des années 30 à l'après-guerre. Les nazis se fondent parfaitement dans la société et vivent pratiquement sans se cacher. Ils gagnent leur vie, ont des amis, une vie sociale. Le mouvement national-socialiste a-t-il été « préservé » dans les pays du Cône Sud profondément anticommunistes ? Des fugitifs nazis ont-ils pu, directement ou indirectement, participer aux dictatures sanglantes de l'époque ? Le nazisme a-t-il encore une influence politique ou idéologique, trente ans après la défaite allemande ? Peut-on établir certains liens entre le système concentrationnaire nazi et les centres de détention instaurés par les totalitarismes ?

Nous aborderons dans un premier temps la politique commune menée par les états du Cône Sud pour lutter contre la « subversion » communiste, ainsi que les systèmes concentrationnaires qui en découleront. Nous nous intéresserons plus particulièrement à la tragique « Colonia Dignidad » au Chili et aux influences directes ou indirectes du nazisme.

A) La politique de terrorisme d'état et l'Opération Condor

1. Plusieurs nations investies dans une politique commune

Dans les années 70, en pleine Guerre Froide, les pays du Cône Sud vivent une sombre période. Les coups d'état se multiplient. Ils débouchent sur des dictatures militaires, qui s'allient et vont mener une politique commune de terrorisme d'état, avec le communisme pour ennemi.

Le Paraguay, l'Uruguay, le Chili et l'Argentine – ainsi que le Brésil et la Bolivie[2] - vont déclarer la guerre à la « subversion ». Cette opération, dont le Chili de Pinochet est le pays moteur, sera officiellement connue sous le nom de « Plan Condor »[3]. Elle aura pour but l'élimination de la « menace » gauchiste, marxiste et communiste. Des accords sont passés entre les différents

[1] Voir A.Serra, *Nazis en las sombras*, Editorial Atlantida, Buenos Aires, 2008, p.141.

[2] Nous n'aborderons pas l'histoire de ces deux pays, notre étude se limitant à l'Argentine, au Chili, au Paraguay et à l'Uruguay.

[3] Le bras droit de Pinochet et chef de la DINA, Manuel Contreras, est à l'origine de cette opération « Condor ». Elle est officiellement proclamée en 1975.

dirigeants militaires et les services secrets du cône sud-américain. Tous s'engagent à poursuivre les « subversifs » au delà des frontières, ainsi qu'à archiver les moindres informations sur eux. Ils ont la bénédiction des ambassades et des services secrets nord-américains[1].

Alfredo Stroessner (à gauche) et Augusto Pinochet (à droite), en 1974,
lors d'une visite de Stroessner au Chili[2]

La terreur et la paranoïa vont régner dans les quatre états totalitaires. Tout citoyen est un « subversif » potentiel. Il peut se faire arrêter de façon totalement arbitraire. Les opposants au régime, les révolutionnaires, les militants de partis de gauche, les « guerrilleros » communistes, ainsi que certains intellectuels sont pris pour cible et considérés comme une menace.

En Argentine, la politique anticommuniste et la répression débutent avant le coup d'état du 24 mars 1976. Juan Perón, au pouvoir entre 1973 et 1974, met en place la *Alianza Anticomunista Argentina,* plus connue sous le nom de *Triple A*. Elle a pour but de traquer et d'assassiner les militants communistes. Après le coup d'état, l'anticommunisme est généralisé.

Estela López, en Argentine, est membre du mouvement de gauche *Política Obrera.* Recherchée par les Forces Armées, elle devra vivre cachée pendant trois ans ; mais le climat de terreur qui règne à cette époque est gravé à jamais dans sa mémoire. « Tout le monde se méfiait de tout, vivait au quotidien avec la peur d'être suivi ou arrêté », nous raconte-t-elle.

La politique de terrorisme d'état en Argentine est tout à fait semblable dans les pays voisins. Les populations vivent dans un climat de peur et de méfiance permanentes. Les « subversifs » supposés peuvent être arrêtés à leur domicile, sur leur lieu de travail, ou dans n'importe quel autre endroit. Personne ne se sent en sécurité nulle part. La répression est systématique et un système concentrationnaire se met en place, notamment au Chili et en Argentine.

---

1 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, Santiago du Chili.
2 Source image : http://www.andeancurrents.com/2010_02_01_archive.html, consulté le 9 mai 2011.

2. Le système concentrationnaire

a. Les « camps »

Des « centres clandestins de détention » sont créés par les militaires : les opposants y seront torturés, interrogés et assassinés. En Argentine, en Uruguay, au Paraguay et au Chili, les « méthodes » sont similaires : suppression de l'identité, déshumanisation, humiliations, terreur, cruauté extrême et violation de tous les droits humains.

Au Paraguay, le dictateur Stroessner, proche des États-Unis, met en place dès son arrivée au pouvoir en 1954, un régime sanguinaire et anticommuniste. Tortures, disparitions, exécutions sommaires et répression sont constantes. La police stroessnerienne a notamment l'ignoble habitude de faire accrocher les *guerrilleros* présumés à une Jeep, et de les traîner dans les rues. Ils sont ensuite écartelés, parfois sous les yeux des enfants sortant de l'école[1]. Ceci contribue à terroriser les citoyens.

Au cours des années 70, avec le Plan Condor, Alfredo Stroessner, proche de Pinochet[2], redouble de violence. Un rapport d'Amnesty International de 1977 souligne une « augmentation alarmante » de la torture, de morts sous la torture, de disparitions et d'exécutions au moment même des arrestations[3]. Les prisonniers sont incarcérés sans jugement, et ce, pour une période indéterminée[4].

Au Chili, à partir de septembre 1973, sont créés près de 1.200 centres clandestins de détention, qui appartiennent le plus souvent à la police de Pinochet, la *Dirección de inteligencia nacional*, DINA. Le plus grand, la « Villa Grimaldi », est situé dans la capitale chilienne[5]. Ce lieu est, avant le coup d'état, un restaurant. La police de Pinochet souhaite le réquisitionner car il est vaste, et plutôt à l'écart de la ville[6] . Elle l'occupera et fera pression sur le propriétaire, qui sera chassé. Plus de 4.500 personnes y seront séquestrées, dont 229 sont considérées aujourd'hui comme des *desaparecidos*[7].

En Argentine, dans tout le pays, on compte environ cinq cents centres clandestins de détention[8]. Tous sont situés à proximité ou bien au sein même des casernes militaires. Le plus grand, tristement connu, est un édifice appartenant à l'armée argentine : la *Escuela de Mecánica de la Armada*, (ESMA), à Buenos Aires. Plus de 5.000 personnes y seront retenues prisonnières. À partir de 1976, cet endroit fonctionnera à la fois comme école militaire et comme camp de concentration[9].

---

1 Christian Rudel, *Le Paraguay,* Karthala, Paris, 1990, p.103.
2 *Ibidem*.
3 *Ibid.*
4 Certains citoyens, prisonniers depuis le début de la dictature, sont toujours détenus en 1977. En 1987, une association américaine de défense des droits de l'homme dénonçait qu'un paraguayen sur dix avait déjà été incarcéré.
5 Son propriétaire, Emilio Vassaio, avait nommé cet endroit « Paraíso Villa Grimaldi » car il lui faisait penser à une villa italienne : jardins, point d'eau...
6 Visite de la Villa Grimaldi, le 5 mars 2011.
7 *Idem*.
8 Visite de l'ESMA, 21 février 2011.
9 *Idem*.

Centre de détention de l'ESMA (Ecole de mécanique de la marine)[3]

L'Argentine et le Chili sont aujourd'hui les deux pays qui entretiennent le plus la mémoire des dictatures militaires. De nombreux anciens « camps de concentration », plaies ouvertes et douloureuses, sont devenus des lieux de recueillement et de réflexion autour de la violation des droits humains. Ainsi, l'ESMA est devenue « *Espacio para la memoria* » et la Villa Grimaldi « *Corporación por la Paz Villa Grimaldi* »[4]. De nombreux procès sont encore en cours. Les travaux de recherches et de mémoire collective autour des victimes et des disparus sont considérables. Plusieurs commissions telles que l'Association des Mères de la Place de Mai (*Madres de Plaza de Mayo*[5]) organisent expositions, conférences et visites, dans un même objectif : se souvenir d'un passé tragique tout en préparant le futur.

En ce qui concerne l'Uruguay, il est aujourd'hui difficile de déterminer le nombre de centres clandestins de détention et leur emplacement. La plupart des « subversifs » uruguayens ont été prisonniers dans les pays voisins, notamment l'Argentine.

---

3 Photographie personnelle, 21 février 2011.

4 Corporation pour la Paix Villa Grimaldi.

5 La Plaza de Mayo (Place de Mai) est le lieu où les mères et grands-mères de disparus manifestaient chaque semaine, devant la Casa Rosada.

b. Tortures et extermination

Dans les quatre pays du cône sud-américain, on retrouve, le plus souvent, les mêmes « méthodes » destructrices utilisées dans les centres de détention. Elles affaiblissent les opposants, aussi bien physiquement que moralement, leur font endurer les pires souffrances et humiliations, et leur ôtent toute volonté de rébellion.

Dans les camps, les détenus sont attachés en permanence et portent la *venda* (tissu utilisé pour bander les yeux des victimes)[1]. Les victimes sont ainsi privées de leurs capacités essentielles de perception et de mobilité. Leurs moindres gestes sont contrôlés. De plus, elles perdent la notion du temps, ce qui est une torture psychologique très forte. Toute communication entre les prisonniers est également interdite et réprimée.

Erika Hennings, ancienne militante du *Movimiento de Izquierda Revolucionaria*[2], ou MIR, est arrêtée à l'âge de 22 ans[3]. Du 31 juin au 17 juillet 1974, elle est séquestrée et torturée dans le centre clandestin « Londres 38 »[4], à Santiago du Chili. Elle dirige aujourd'hui la Commission Valech et Rettig[5], lutte contre les violations des droits de l'homme, et se bat pour la mémoire de la dictature.

Erika nous a raconté que, dans les centres clandestins, malgré le bandeau sur les yeux, « il est toujours possible de voir quelque chose »[6]. Toutefois, si un détenu est surpris en train d'observer son environnement, il est immédiatement frappé. Certains, jeunes et déterminés, osent, malgré tout, retirer complètement leur bandeau, pour pouvoir observer ne serait-ce qu'un instant les personnes autour d'eux[7], bourreaux ou victimes. Les détenus se permettent également, dès qu'ils le peuvent, de parler discrètement entre eux[8], le plus souvent dans le but de s'identifier les uns les autres, de partager leur histoire, d'identifier qui sont les tortionnaires, et de réfléchir sur leur détention[9].

> […] la conversation pouvait aborder la question de comment informer que l'on était détenu, car la détention impliquait que les agents allaient chercher à arrêter quelqu'un d'autre, c'était un travail de renseignement, dont le but était de réprimer et d'annuler tous les mouvements de résistance […] Chaque détenu était interrogé sur d'autres personnes[10].

Les personnes séquestrées, privées de leurs fonctions essentielles de perception, essayent toujours, dans la mesure du possible, d'avoir certains repères. Les escaliers, par exemple, permettent de se situer dans l'espace. À Londres 38, il faut descendre quelques marches pour se rendre aux toilettes (seulement une ou deux fois par jour). « L'escalier en colimaçon » a une autre signification : quand les détenus doivent le monter, ils savent qu'ils vont être torturés[11].

---

1 Ces tissus étaient le plus souvent sales et pouvaient provoquer des infections aux yeux.

2 Mouvement de gauche révolutionnaire.

3 Quasiment tous les détenus de Londres 38 avaient moins de trente ans. Parmi eux, beaucoup avaient même moins de vingt-cinq ans, et quelques-uns moins de vingt ans.

4 Ce centre porte ce nom car il est situé au numéro 38 de la rue Londres.

5 Ces commissions ont pour but de valoriser la mémoire de la dictature militaire et des disparus pour raisons politiques.

6 Visite du centre clandestin Londres 38, le 3 mars 2011. Erika Hennings est l'épouse du Franco-Chilien Alfonso Chanfreau Oyarce, détenu lui aussi à Londres 38 puis dans d'autres lieux. Alfonso Chanfreau Oyarce est l'un des *desaparecidos*.

7 Témoignage d'Erika Hennings, recueilli lors de la visite de « Londres 38 » le 3 mars 2011.

8 *Idem*.

9 *Idem*.

10 Erika Hennings, lors de la visite de Londres 38, 3 mars 2011.

11 *Idem*.

« L'escalier en colimaçon » de Londres 38, qui menait à la sale d'interrogatoire et de tortures[1]

La faim et le manque d'hygiène sont, dans tous les camps et en permanence, une torture physique et psychologique très forte. La nourriture est très insuffisante et de mauvaise qualité. En Argentine, à l'ESMA, les femmes enceintes, à partir du septième ou huitième mois de grossesse, bénéficient d'un « traitement de faveur » : on leur donne à manger les restes des officiers[2].

Les tortionnaires mettent en place tout un processus de déshumanisation, à l'instar des camps nazis : d'un continent et d'une époque à l'autre, on observe des « méthodes » tout à fait semblables. Ainsi, le prénom des détenus est remplacé par un numéro : une façon de leur ôter leur identité et leur dignité humaine[3]. Ils sont très souvent forcés d'être nus, notamment pendant les séances de torture ; on les insulte et les brutalise en permanence :

> «Le traitement habituel des tortionnaires et gardes avec nous était de nous considérer comme des moins que rien. Nous étions comme des choses. Inutiles en plus. Et gênantes. Leurs expressions : « tu es une merde » ; « depuis qu'on t'a attrapé tu n'es rien » ; «plus personne ne se rappelle de toi» ; «tu n'existes pas». [...] « La justice c'est nous» ; «nous sommes Dieu»[4].

On leur interdit de se rendre librement aux sanitaires : les détenus ont un accès très limité aux douches ou aux toilettes, qui sont par ailleurs totalement insalubres[5].

---

1 Photo personnelle, prise le 3 mars 2011, lors de la visite de Londres 38.
2 Visite de l'ESMA, le 21 février 2011.
3 Voir A. Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, chapitre 4.
4 Voir Informe de la CONADEP, *Nunca más*, chapitre Antisemitismo, disponible en intégralité sur http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/nuncamas.html, consulté le 11 avril 2011.
5 C'est également ce que nous a confié Erika Hennings, lors de notre interview le 3 mars 2011.

> Une fois par semaine environ, on nous emmenait nous laver[...] Il y avait deux tuyaux pleins de trous[...]qui servaient de douches. Nous devions nous laver par groupe de huit et nous avions à peu près une minute chacun pour nous laver, sortir de l'eau et nous sécher. Notre groupe variait de 100 à 140 et nous avions cinq ou six morceaux de chiffons, en guise de serviettes pour tout le monde[1]

Les méthodes de tortures physiques sont aussi infinies que les tortures psychologiques. Les « sessions » sont toujours très longues et peuvent durer plusieurs heures, voire même plusieurs jours[2]. Les supplices sont tous plus cruels les uns que les autres. Voici les plus usités :

- La « picana » ou « parrilla » : Les tortionnaires attachent la victime, nue, à un support métallique. Puis ils lui appliquent de très violents chocs électriques, notamment sur les parties du corps les plus sensibles : bouche, cou, ventre, oreilles, organes génitaux, langue... (voir annexe J à la fin de notre étude). Ce supplice est la plupart du temps réalisé avec la complicité d'un médecin, qui contrôle jusqu'à quel point la victime peut supporter les chocs sans succomber. Les personnes qui perdent connaissance sont réanimées, puis torturées à nouveau, sans répit. Cette torture a été introduite en Bolivie au début des années 70 par le SS Klaus Barbie[3]. Son usage s'est ensuite généralisé dans tout le Cône Sud.

- El « submarino » (le sous-marin) : Les tortionnaires asphyxient la victime soit en lui plongeant la tête dans de l'eau nauséabonde (« *submarino húmedo* »), soit avec un sac plastique (« *submarino seco* ») .

- El colgamiento (la suspension) : Le détenu est suspendu par les bras ou les pieds, à un arbre ou bien un poteau, dans une position très douloureuse ; il est roué de coups. Au Paraguay, cette torture porte le surnom cynique de « *murciélago* » (chauve-souris)[4].

- L'enfermement : La victime est enfermée dans une pièce obscure et étroite, contrainte de rester debout, enchaînée et les yeux bandés, pendant plusieurs jours parfois[5]. Cette torture est très fréquente à la Villa Grimaldi (voir photographie page suivante) : il existe des cellules d'un mètre de haut sur un mètre de large (« Casas Corvi »), et de deux mètres de haut sur un mètre de large (« Casas Chile »)[6]. Parfois, les tortionnaires confinent les détenus, dans une étroite pièce pleine d'insectes divers ou de cafards[7].

Les militaires arrêtent et torturent non seulement les personnes jugées « suspectes », mais aussi des membres de leur famille, ou des amis, dans le but de les interroger et de repousser les limites de la torture psychologique. On force parfois les détenus à assister aux sessions de torture d'un membre de leur famille, ou bien d'un autre détenu. Voir ou entendre une personne se faire torturer est insoutenable.

> […] Ils pouvaient arrêter un cousin ou bien une tante, pour savoir plus de choses à propos des militants. Ces personnes pouvaient être séquestrées un ou deux jours, mais étaient

---

1 Amnesty international, *Argentine : Témoignage sur les camps de détention secrets,* Londres, EFAI, 1980, p.14.
2 Visite de l'ESMA, le 21 février 2011.
3 Revue allemande concernant la *Colonia Dignidad*, Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, Santiago du Chili.
4 Voir Christian Rudel, *Le Paraguay*, Karthala, Paris, 1990, p.105.
5 Visite du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, 4 mars 2011, Santiago du Chili.
6 Visite de la Villa Grimaldi, 5 mars 2011.
7 Visite du Musée de la Mémoire de Santiago, le 3 mars 2011.

interrogées et torturées de la même façon[1].

Reconstitution de cellule d'enferment, « Casa Corvi », Villa Grimaldi[2]

Il existe bien d'autres méthodes de tortures, qui varient parfois d'un camp à l'autre. Ainsi, dans le centre clandestin de la Villa Grimaldi, la DINA met en place un secteur de torture avec des véhicules[3] : camions et voitures sont utilisés pour rouler sur le corps des détenus.

Le viol est également une forme de torture physique et psychologique récurrente dans la majorité des camps de concentration du cône sud-américain. Des femmes comme des hommes. On force même des détenus à assister à des viols, notamment lorsqu'il s'agit du viol d'un membre de leur famille (conjoint ou époux, mère, fille...). Un centre clandestin de détention de Santiago, la « *Venda Sexy* » (également surnommé *« La Discoteca »*), pratique exclusivement ce type de tortures sexuelles extrêmement sadiques (d'où les noms, cyniques, choisis par la DINA).

Les « *vuelos de la muerte*[4] » sont une pratique d'extermination courante dans les dictatures argentine et uruguayenne (parfois au Chili également). Les victimes, droguées, sont emmenées en hélicoptère ou en avion, puis jetées vivantes dans les eaux du Río de la Plata[5].

---

1 Erika Hennings, lors de la visite de Londres 38, 3 mars 2011.

2 Photo personnelle, prise le 5 mars 2011 lors de la visite de Villa Grimaldi. Cette cellule a été reconstituée d'après les témoignages des survivants.

3 Visite de la Villa Grimaldi, 5 février 2011. Alfonso Chanfreau, époux de Erika Hennings, aurait été aperçu également à cet endroit, torturé dans ce secteur. Voir M. Poblete et F. Ploquin, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004, p.24.

4 Vols de la mort.

5 Voir A.Cerutti, TEIR réalisé en 2009-2010, chapitre 4.

Le sort réservé aux femmes enceintes séquestrées est également bien particulier, en Argentine et en Uruguay essentiellement. Elles donnent la vie dans des conditions atroces, puis leurs bébés sont remis à des familles proches des militaires argentins. Les Forces Armées disposent, en effet, de listes de couples qui ne peuvent avoir d'enfants et sont considérés comme des « personnes de confiance ». Autrement dit, ils n'éduqueront pas les enfants adoptés selon le modèle « gauchiste-marxiste »[1]. Les mères des « bébés disparus » subissent ensuite le même sort que les autres prisonniers.

B) Une influence indirecte de l'idéologie nazie

1. L'antisémitisme argentin

« Le monde doit savoir que les militaires argentins furent profondément nazis »
(Hebe de Bonafini, présidente du « Mouvement des Mères de la Place de Mai »)[2]

En Argentine, pendant la dictature militaire, on assiste à une très forte recrudescence de l'antisémitisme, en parallèle au modèle nationaliste-catholique. La communauté juive, nombreuse dans le pays, sera en effet « montrée du doigt », victime de discriminations et particulièrement réprimée par les Forces Armées.

a. Répression et exclusion de la communauté juive

La tradition nationaliste-catholique est très importante dans le pays, notamment à partir des années trente. Cet « idéal » va se renforcer avec le « Processus de Réorganisation Nationale » mis en place par la dictature. Les militaires qui dirigent le pays, dès 1976, prônent la suprématie de la nation ainsi que la fidélité, voire la dévotion totale à la religion catholique : l'Argentine est occidentale et chrétienne, elle est la « réserve morale » de l'Occident[3]. La junte militaire entend restituer, dans le pays, les valeurs religieuses qui tendent à se perdre en Europe et aux États-Unis[4]. Ce « modèle » argentin exclut la communauté juive, qui se retrouve en marge de la société.

Pendant les sept années de « plomb » (1976-1983), l'antisémitisme va monter de façon très nette, officielle et « palpable »[5], dans la société et la vie quotidienne. Des associations juives telles que la *Delegación de Asociaciones Israelitas Argentinas* (DAIA) protestent d'ailleurs contre les actes de vandalisme répétés (cimetières, écoles, commerces juifs...) qui contribuent à intimider la population et à faire régner la terreur, en particulier dans la communauté juive. De tels actes ne sont jamais punis et les plaintes ne donnent lieu à aucune poursuite judiciaire ou enquête. Les Forces Armées, sans ne jamais prôner de politique antisémite « officielle », abandonnent totalement la population israélite. Le Juif, à l'instar du « subversif », est considéré comme un ennemi.

---

1 Le mouvement des « *Abuelas de Plaza de Mayo* » (grands-mères de la Plaza de Mayo), associé aux « Madres de Plaza de Mayo » (mères de la Plaza de Mayo), manifeste chaque semaine devant le palais présidentiel de Buenos Aires, pour retrouver les bébés disparus ainsi que leurs mères.

2 Daniela Padoan, *Le pazze, un incontro con le madri di Plaza de Mayo*, Milan, Tascabili Bompiani, 2008, p.120.
Les « Mères de la Place de Mai » sont une très grande association de femmes qui manifestent de façon répétée pendant la dictature argentine, devant le palais présidentiel, sur la *Plaza de Mayo*, pour retrouver leurs enfants disparus (emmenés par les militaires).

3 Propos tenus par Uki Goñi, interview réalisée le 22 février 2011

4 *Idem*.

5 Terme employé par Uki Goñi lors de l'interview du 22 février 2011.

Des ouvrages contre les Juifs sont publiés ou réédités en grand nombre : des livres tels que *Les Protocoles des Sages de Sion*[1], *Mein Kampf*[2], ou *Le Juif*[3] , ainsi que la revue antisémite « *Cabildo* », sont en vente dans tous les kiosques de Buenos Aires[4] :

> L'antisémitisme pouvait être public à cette époque. Quand je suis arrivé à Buenos Aires dans les années 70, un livre terriblement antisémite écrit par un prêtre catholique, le père Meinvielle, se vendait toujours dans tous les kiosques de la ville, sans le moindre trouble, à côté de *Mein Kampf*, des *Protocoles des Sages de Sion*, et d'une grande quantité de littérature antisémite et pro-nazie. […] Voir tous ces livres en vente dans toute l'avenue Santa Fe était extrêmement frappant[5].

La littérature marxiste et gauchiste est censurée[6] (à l'instar de l'Allemagne nazie), et la « littérature » ouvertement antisémite est, en revanche, parfaitement tolérée, voire banalisée.

Les citoyens juifs sont davantage pris pour cible, beaucoup sont arrêtés et torturés. D'autres sont contraints à l'exil lorsqu'ils prennent conscience de la menace qui pèse sur eux. C'est le cas de l'époux de la réfugiée politique Estela López Pejsachowicz[7], militant d'origine russo-polonaise et de religion juive. Son épouse raconte :

> […] Il s'est enfui en 1978 car ses deux meilleurs amis (juifs eux aussi) venaient d'être séquestrés. Ils sont aujourd'hui disparus. [...] à cette époque, le cercle de la répression se refermait chaque jour un peu plus, et on ne savait jamais comment se terminerait le jour qui commençait, dehors ou dedans, ou bien morts. Chaque jour était une aventure[8].

Le mari de la politologue Andrea Daverio, juif également, a connu un destin similaire : pendant la dictature, il voit ses amis disparaître peu à peu. Il décide donc d'émigrer. Andrea Daverio reconnaît également que la dictature militaire de l'époque est un régime de terreur où chacun peut devenir suspect, se faire arrêter, torturer ou tuer à tout moment, mais les Juifs encore plus. Ils sont systématiquement persécutés, torturés et humiliés davantage que les non-juifs[9].

b. Antisémitisme et camps de concentration

Dans les années 90, le Parlement israélien a mené des recherches qui ont permis de constater qu'une proportion très élevée de victimes des centres clandestins de détention argentins et de

---

1 Livre très antisémite écrit en Russie au début du vingtième siècle.

2 « Mon Combat », livre écrit par Adolf Hitler, traduit en espagnol par *Mi Lucha.*

3 Livre antisémite du prêtre argentin Julio Meinvielle, paru en 1936 et devenu best-seller. Nous l'avons évoqué dans le chapitre premier.

4 Interview personnelle du journaliste Uki Goñi, 22 février 2011.

5 Propos d'Uki Goñi, interview du 22 février 2011. L'avenue Santa Fe est l'une des grandes avenues commerçantes de Buenos Aires. Uki Goñi avait passé sa jeunesse entre les Etats-Unis, l'Argentine, le Mexique et l'Irlande. De retour en Argentine pour des raisons financières et pour y terminer ses études en journalisme, il est témoin du chaos de la dictature argentine. Il écrira beaucoup sur les évènements qui se déroulent dans le pays.

6 Voir Edy Kaufman, extrait d'une étude sur l'antisémitisme dans les camps de concentration argentins, disponible sur http://www.mfa.gov.il/desaparecidos/pdfspen/Antisemitismo.pdf, consulté le 5 avril 2011.

7 Estela López Pejsachowicz militait pour un mouvement de gauche, « Política Obrera ». Recherchée par les Forces Armées, elle a vécu en cachette pendant trois ans, à 23 adresses différentes, jusqu'à ce qu'elle réussisse à s'enfuir en 1979 avec sa fille, en bas âge. Elle a émigré en région parisienne et est devenue professeure d'espagnol. Interview réalisée le 21 février 2011.

8 Témoignage d'Estela López Pejsachowicz, recueilli le 10 mars 2011.

9 Témoignage de la politologue Andrea Daverio, recueilli le 19 février 2011.

desaparecidos[1] est de religion juive[2]. Dans ces « camps », l'antisémitisme est poussé à l'extrême. La haine des juifs « va de pair » avec le nationalisme catholique des Forces Armées. Les militaires sont également clairement influencés par le national-socialisme hitlérien, et se servent de ses symboles ou de ses « méthodes ». La persécution des juifs dans les camps de concentration argentins est à la fois un antisémitisme « catholique » et un antisémitisme nazi[3]. C'est ce que nous explique le journaliste Uki Goñi :

> Ce qui est très clair, d'après les nombreux témoignages de survivants et les procès qui ont eu lieu, c'est qu'il y avait une grande influence du national-socialisme dans la mentalité des tortionnaires, ravisseurs et assassins argentins[4].

Dans les centres de détention argentins ainsi que dans les locaux militaires, la croix gammée, symbole nazi par excellence, est représentée de façon récurrente. Le journaliste Uki Goñi nous a restitué un témoignage direct à ce propos : En 1977, l'éditeur du journal pour lequel il travaille, Robert Cops, est arrêté. Il disparaît pendant quelques jours (il est libéré sous les pressions internationales). Une fois libre, Cops va raconter à Uki Goñi ce qu'il a vécu.

> Les tortionnaires, après son arrestation, l'ont emmené à la « Superintendance de Sécurité » (autrement dit la « SS » : des initiales qui rappellent automatiquement le nazisme), un local appartenant à la police argentine. Ils l'ont dévêtu et l'ont fait descendre à la « cave », pour l'interroger. Robert Cops s'est alors retrouvé face à un mur où était peinte une grande croix gammée, avec l'inscription « nazional-socialismo »[5].

Le rapport de la *Comisión Nacional para la Desaparición de Personas* (CONADEP), *Nunca Más,* ouvrage fondamental pour la mémoire collective, restitue un nombre considérable de témoignages de victimes des camps argentins. Ce rapport consacre tout un sous-chapitre à l'antisémitisme et à ce qu'ont subi les détenus juifs : ils sont traités avec encore plus de brutalité, de cruauté et de sadisme que n'importe quel autre détenu. Les tortionnaires se servent d'éléments du nazisme allemand pour terrifier leurs victimes et les faire souffrir. Ils ont également pour habitude de diffuser des discours d'Hitler pour dissimuler les pleurs et les hurlements des détenus[6].

L'un des bourreaux, membre de la police fédérale, Julio Simón, a laissé un ignoble souvenir à ceux qui ont survécu à l'enfer de la dictature. Il est connu sous le nom de « *El Turco Julián* » et torture dans plusieurs centres de détention, notamment le « *Club Atlético* », « *El Banco* », et « *El Olimpo* ». Il est très facilement reconnaissable : à la croix gammée qui lui sert de porte-clé, ainsi qu'à son crucifix qu'il porte en pendentif. Le « Turco Julián » est ouvertement pro-nazi, il réserve des « traitements spéciaux » à ses victimes juives. Jorge Osvaldo Paladino, ancien détenu, témoigne à propos de l'un de ses compagnons d'infortune, Marcelo Weisz :

> Mi-novembre 1978, j'ai entendu la nuit des cris épouvantables. C'était le Turco Julián qui poursuivait un prisonnier juif. Nous savions qu'il était juif, mais nous ne savions pas son nom. Il le poursuivait dans les couloirs en lui jetant de l'eau bouillante. Le Turco Julián avait

---

1 Les *desaparecidos* sont les personnes que la dictature a torturées et fait disparaître.

2 Interview personnelle du journaliste Uki Goñi, 22 février 2011.

3 Edy Kaufman, extrait d'une étude sur l'antisémitisme dans les camps de concentration argentins, disponible sur http://www.mfa.gov.il/desaparecidos/pdfspen/Antisemitismo.pdf, consulté le 5 avril 2011.

4 Interview du journaliste Uki Goñi, 22 février 2011.

5 Le mot était écrit avec un 'z' au lieu d'un 'c'. Robert Cops, une fois libre, s'est rendu à la Casa Rosada dans le but de parler au général et dictateur Videla en personne. Ce ne fut pas possible, il déclara alors à l'un de ses secrétaires : « Si le général Videla veut prouver qu'en Argentine, ce qui se passe n'est pas vrai, qu'il aille lui-même à la Superintendance de Sécurité, où il y a une grande croix gammée sur le mur, qu'il prenne un pot de peinture et qu'il repeigne le mur lui-même pour la cacher». Propos recueillis lors de l'interview de Uki Goñi, le 22 février 2011.

6 *Idem*.

> une croix gammée à son trousseau de clé. L'antisémitisme était présent là-bas, le châtiment pour les juifs était double.

Le centre de détention du *Club Atlético*, sans nul doute l'un des plus « nazifiés », est un enfer pour les détenus juifs. Un grand nombre de témoignages ont été recueillis à propos de ce sinistre endroit et de ses pratiques. Des croix gammées sont peintes sur les murs, à l'intérieur comme à l'extérieur. Le « Turco Julián » ainsi que ses « collègues » prennent plaisir à dessiner cette même croix gammée sur le corps de certains détenus juifs. Un des tortionnaires se fait également appeler « le grand Führer » et exige le salut hitlérien. Un autre, surnommé « Kung-Fu » en raison de sa pratique des arts martiaux, utilise ces techniques pour frapper les détenus, des juifs uniquement[1].

Le détenu Pedro Miguel Vanrell affirme, pour sa part, que les militaires du Club Atlético peignaient des croix gammées sur le dos des victimes juives avec de la peinture en spray. Il se souvient également des humiliations quotidiennes qu'un garde infligeait à un juif, surnommé « Chango » :

> ...il (le garde) lui disait de remuer la queue, d'aboyer comme un chien, de lui lécher les bottes [...], il imitait le chien comme s'il en était un, car s'il ne satisfaisait pas le garde, celui-ci continuait à le frapper. […] Puis il lui ordonnait de faire le chat[2].

Les Juifs, pendant la dictature militaire, ne sont pas nécessairement torturés en raison de leurs activités militantes ou « subversives » : de nombreux témoignages dénoncent que certains détenus sont martyrisés uniquement en raison de leur religion.

Les bourreaux argentins repoussent continuellement les limites de la cruauté. Ils inventent toutes sortes de tortures physiques et psychologiques destinées aux juifs[3]. Les insultes antisémites et les humiliations, cumulées ou non aux séances de tortures, sont récurrentes. On force certains détenus à crier « j'aime Hitler », « Heil Hitler », ou à faire le salut nazi[4]. Sont également proférées des menaces à connotation nazie telles que « Nous allons te transformer en savon, comme tes frères en Allemagne », « Le seul bon juif est le juif mort », ou encore « Nous sommes la Gestapo! »[5].

Daniel Eduardo Fernández, un ancien détenu, témoigne lui aussi :

> On torturait les juifs pour le seul fait d'être juif et on leur disait que la subversion était subventionnée par la DAIA[6] et le sionisme international, et que l'organisation des « pozos[7] » (centres clandestins de détention) était financée par ODESSA (organisation internationale

---

1 Voir Informe de la CONADEP, *Nunca más*, chapitre Antisemitismo, disponible en intégralité sur http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/nuncamas.html, consulté le 5 avril 2011. Témoignage de Daniel Eduardo Fernández.

2 Edy Kaufman, extrait d'une étude sur l'antisémitisme dans les camps de concentration argentins, disponible sur http://www.mfa.gov.il/desaparecidos/pdfspen/Antisemitismo.pdf, consulté le 5 avril 2011.

3 Daniel Eduardo Fernández, survivant du « Club Atlético » raconte l'une des plus immondes tortures réservées aux détenus juifs : elle consistait à introduire un tube dans l'orifice anal ou vaginal des victimes, dans lequel on mettait un rat. Le rongeur s'attaquait aux organes internes des victimes. Voir Informe de la CONADEP, *Nunca más*, chapitre Antisemitismo, disponible en intégralité sur http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/nuncamas.html, consulté le 5 avril 2011

4 Voir Informe de la CONADEP, *Nunca más*, disponible en intégralité sur http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/nuncamas.html, consulté le 5 avril 2011.

5 Edy Kaufman, extrait d'une étude sur l'antisémitisme dans les camps de concentration argentins, disponible sur http://www.mfa.gov.il/desaparecidos/pdfspen/Antisemitismo.pdf, consulté le 5 avril 2011. Voir également le rapport de la CONADEP, *Nunca más*. Témoignages de Miriam Lewin de García et Jorge Reyes.

6 *Delegación de Asociaciones Israelitas Argentinas.*

7 Puits. Tel était le surnom des centres clandestins de détention.

d'aide aux nazis, fugitifs notamment)[1].

Pour les militaires argentins, le judaïsme était associé au marxisme et à la subversion. Quant à l'hypothèse d'un lien direct entre ODESSA et la dictature argentine, les preuves sont insuffisantes. Mais ce témoignage souligne encore une fois la mentalité « nazifiée » des militaires et leur identification aux idées d'Hitler.

La « connexion » entre nazisme et « Guerre Sale » en Argentine existe donc bel et bien. Toutefois, nous ne pouvons affirmer si oui ou non un fugitif ou sympathisant nazi a pu, par exemple, jouer un rôle dans le système de répression, de séquestration et de torture en Argentine. La documentation est insuffisante à ce sujet. Nous ne pouvons pas non plus certifier que des immigrés nazis aient pu influencer directement les tortionnaires argentins et leur conseiller certaines de leurs « méthodes ».

2. Pinochet, le « Fürher » chilien

Au Chili, le système concentrationnaire ne possède pas cette dimension antisémite. Les tortionnaires ne manifestent pas ouvertement d'admiration pour le Troisième Reich. En revanche, on peut constater une influence indirecte de l'idéologie nazie dans la société chilienne (en particulier dans l'armée et la bourgeoisie) pendant la dictature.

Dès le dix-neuvième siècle, l'armée prussienne apparaît comme un modèle pour l'armée chilienne[2]. Pendant le régime pinochétiste, cette influence germanique est encore plus nette. Elle se ressent également dans le groupe paramilitaire d'extrême droite *Patria y Libertad*[3], qui s'oppose au gouvernement de Salvador Allende et dont le symbole est une réplique chilienne de la croix gammée[4].

« L'araignée », insigne du mouvement extrémiste *Patria y Libertad*

La bourgeoisie chilienne, souvent admiratrice d'Adolf Hitler, aime l'idée d'un « Fürher » qui

[1] Voir Informe de la CONADEP, *Nunca más*, disponible en intégralité sur http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/nuncamas.html, consulté le 5 avril 2011.

[2] Magdalena Garcés, lors de l'interview du 2 mars 2011.

[3] « Patrie et Liberté ». *Patria y Libertad* sera l'un des plus fervents admirateurs de Pinochet. Il participera au coup d'état du 11 septembre 1973.

[4] María Poblete et Frédéric Ploquin, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004, p. 243.

dirige le peuple. Pinochet correspond à ce modèle. Il est, d'ailleurs, souvent comparé au leader nazi. Selon les archives de Dieter Maier[1], il n'est pas rare qu'à cette époque la bourgeoisie chilienne se permette d'écrire dans des endroits publics (sur les murs notamment) le mot « Führer »[2], en l'honneur d'Augusto Pinochet. En avril 1989, une organisation nazie va également fêter au Chili, librement, le centième anniversaire d'Hitler[3].

Dessin de Hajimé (Résistances, revue papier, hiver 1999)[4]

La « tradition germanique », implantée dans le pays depuis la fin du dix-neuvième siècle, perdure donc après la Seconde Guerre Mondiale. Des colons allemands, guidés par le criminel Paul Schaefer, profiteront de cette « confiance » chilienne dans les années 60.

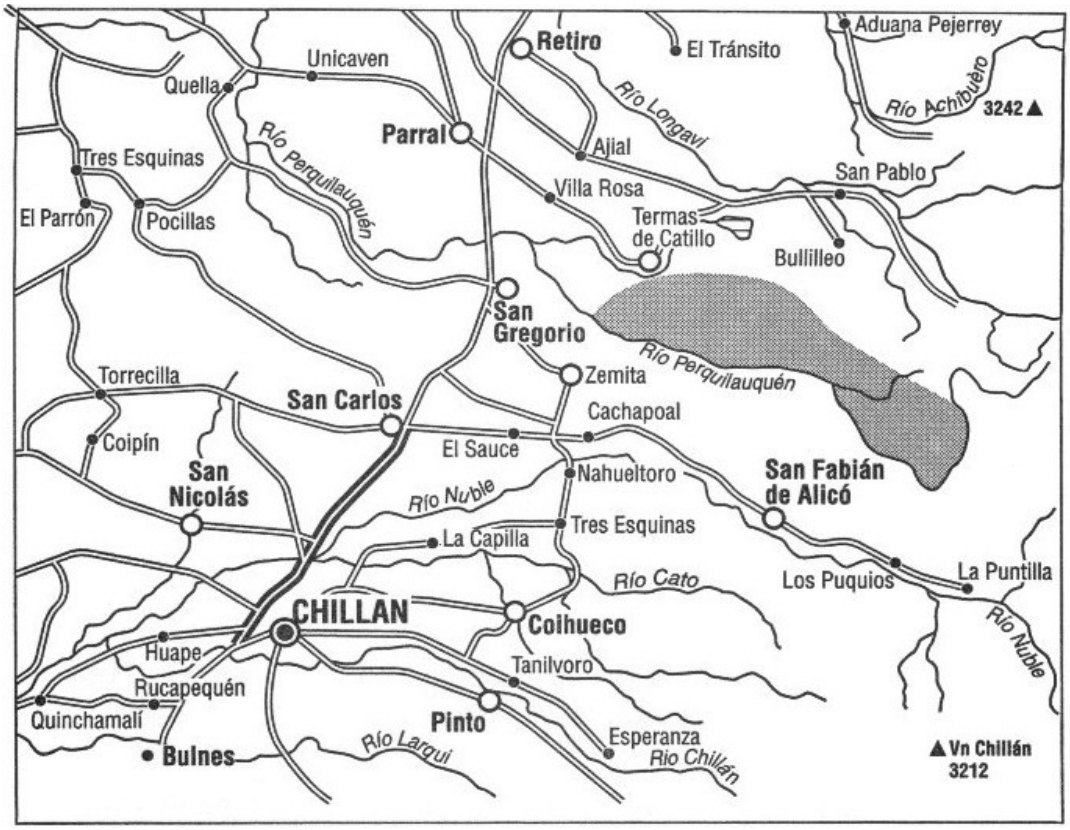
C) <u>Paul Schaefer et la Colonia Dignidad : un terrible microcosme</u>

Nous avons évoqué dans le chapitre précédent l'immigration au Chili de Paul Schäfer, un ancien soldat et brancardier allemand, membre des Jeunesses Hitlériennes, accusé de pédophilie dans les années 50. C'est dans la région de Parral[5] (voir carte page suivante), à quelques trois cents kilomètres au sud de Santiago, qu'il créera une « colonie » allemande. Cette colonie, un état à l'intérieur de l'État, vivra en autarcie. Elle est « l'un des drames » de l'histoire du Chili : la *Colonia Dignidad*[6].

Aujourd'hui, l'endroit s'appelle « Villa Baviera ». Il est pratiquement devenu un lieu de tourisme[7]. Mais pendant de nombreuses années, ce « microcosme » était une véritable secte, fondée par un ancien serviteur du Troisième Reich. Beaucoup de mythes se sont tissés autour de la *Colonia Dignidad*, jusqu'à ce que, au fil des années, la vérité éclate au grand jour.

---

1 Chercheur allemand qui a considérablement enquêté sur la Colonia Dignidad.
2 Ceux qui écrivaient ce mot, ne parlant pas l'allemand, oubliaient le « h ».
3 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, consultées le 3 mars 2011.
4 Source : http://www.resistances.be/chili03.html
5 Parral est la ville natale du grand poète Pablo Neruda.
6 « Colonie Dignité »
7 C'est ce que nous a confié l'archiviste Walter Roblero.



Carte de la région de Parral
en gris, le territoire de Colonia Dignidad (15.000 hectares)[1]

1. La naissance d'une secte criminelle

Paul Schaefer sert la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre Mondiale, en tant que brancardier. Son manque d'expérience et son œil de verre l'empêcheront de monter en grade[2]. Au terme de la guerre, il devient membre de plusieurs églises, en tant qu'animateur, infirmier ou éducateur pour jeunes enfants. Suspecté plusieurs fois d'abus sexuels sur mineurs en 1947, 1951, 1952 et 1961, il est plusieurs fois démis de ses fonctions[3]. En 1961, un mandat d'arrêt est lancé contre lui : il s'enfuit sous le nom de Paul Schneider[4].

Des fidèles le suivront au Chili. C'est là qu'ils s'installeront et créeront une colonie. L'immigration germanique au Chili – notamment dans le sud du pays – est tellement « normale » depuis la fin du XIXème siècle, que ce groupe n'éveille aucun soupçon.

> La société chilienne avait accepté l'immigration allemande, il y avait un climat favorable aux Allemands depuis très longtemps. C'était un terrain facile pour qu'ils puissent s'installer et continuer leur vie[5].

---

1 María Poblete et Frédéric Ploquin, *La colonie du docteur Schaefer, op.cit.*, Fayard, sans lieu, 2004, p.307.

2 Paul Schaefer est né en 1921, il est donc trop jeune pour gravir les échelons. Il était également membre des Jeunesses Hitlériennes. Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, Santiago du Chili.

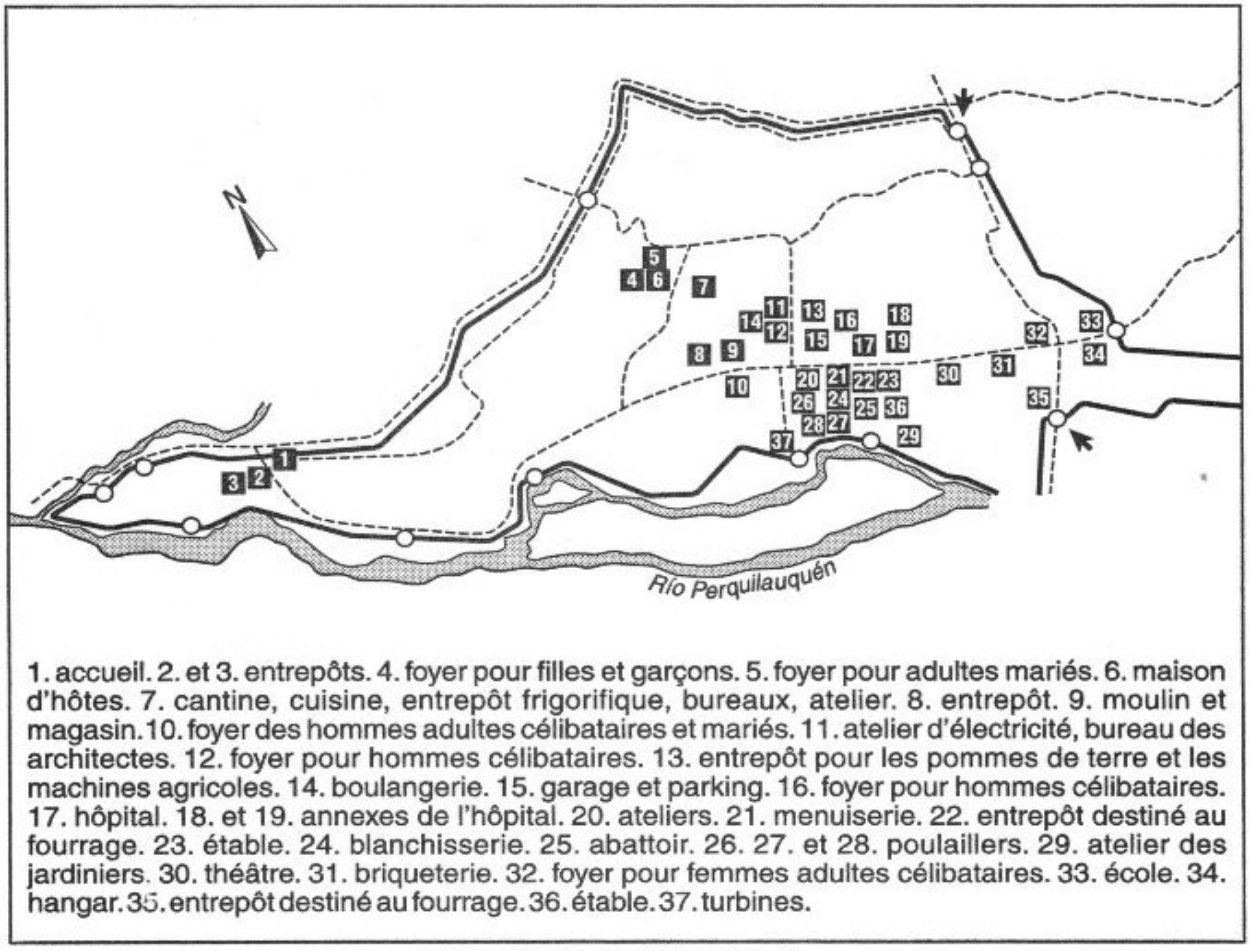
3 *Cf supra* note 1, p.307.

4 *Ibidem*.

5 Interview de l'avocate Magdalena Garcés, réalisée le 2 mars 2011.

La « *Sociedad Benefactora y Educacional Dignidad* [1]» - tel est son nom complet - comptera bientôt 300 membres, tous d'origine germanique. Parmi les principaux fondateurs, des anciens membres de la *Luftwaffe* d'Hitler[2] et des soldats ayant combattu pendant la Seconde Guerre Mondiale : Hermann Schmidt, Gerd Seewald Lefevre, et Friedrich Pohlchen[3].

La « secte » s'étendra sur 15.000 hectares. Cependant, elle n'apparaît sur aucune carte du Chili. Elle existe dans le secret le plus total. Et pourtant, paradoxalement, beaucoup la connaissent et admirent son fonctionnement. Elle s'organisera comme une véritable petite ville et fera en sorte de se subvenir entièrement à ses propres besoins : elle possède des structures agricoles, alimentaires, une école, un hôpital, et même un théâtre... Les colons vont jusqu'à produire leur propre électricité (comme le montre la carte ci-dessous).



Colonia Dignidad, plan élaboré par le journal La Nación[4]

La « *Sociedad Benefactora y Educacional Dignidad* » sera non seulement une secte, mais aussi un haut lieu du crime : son nom, presque idyllique, est choisi pour masquer la réalité.

---

1 « Société de Bienfaisance et d'Education Dignité ».

2 L'armée de l'air allemande : tous ses membres étaient nécessairement membres du parti nazi.

3 María Poblete et Frédéric Ploquin, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004, p.311.

4 *Ibidem*, p.311.

2. Endoctrinement et pédophilie

Avant, pendant et après la dictature militaire de Pinochet, la Colonia Dignidad bénéficie d'un véritable réseau de protection et de soutien[1]. L'avocate Magdalena Garcés reconnaît que même des personnes qui ne font pas partie de la colonie la protègent ouvertement et admirent son fonctionnement. Paul Schaefer sait très bien, par ailleurs, manipuler les personnes autour de lui, les convaincre et acheter leur silence. Les membres de la colonie sont tout simplement considérés et perçus comme un groupe de colons allemands, honnêtes et travailleurs[2].

Paul Schaefer et ses complices réussissent donc parfaitement à tromper les habitants de la région de Parral. C'est ce que confirme l'archiviste et chercheur chilien Walter Roblero, que nous avons rencontré à Santiago :

> Les colons essayaient de projeter l'image d'une micro-société idyllique, parfaite, et les gens qui habitaient les alentours percevaient la colonie ainsi. Ils pensaient que c'était la société idéale, et beaucoup allaient jusqu'à confier leurs enfants aux colons pour qu'ils les élèvent et les éduquent[3].

Paul Schaefer endoctrine également les colons, en particulier les enfants, avec qui il créera une relation excessivement malsaine et destructrice. L'avocat Hernán Fernández affirme que les enfants sont conduits vers Schaefer « comme s'ils étaient conduits vers le Messie », puis abusés. Schaefer manipule tantôt la rhétorique tantôt les arguments religieux pour asservir ses « fidèles ». Il sait provoquer, chez les enfants comme chez les adultes, un sentiment de culpabilité qui les force à se soumettre.

Dans la « secte »[4], les règles sont nombreuses. Hommes et les femmes, même mariés, doivent vivre séparés. Les enfants sont également séparés des parents biologiques. Tous doivent porter les mêmes vêtements (qui semblent dater d'une autre époque), et accepter de vivre pratiquement en esclavage, assujettis à leur leader « psychopathe »[5]. La femme est considérée comme inférieure à l'homme. Il n'y a ni salaires, ni impôts. Les journées de travail sont très longues et obligatoires. Chacun doit porter des vêtements rouges le jour et blancs la nuit, pour être facilement identifiable. Les relations sexuelles sont interdites, mais cette règle ne concerne pas le « gourou » et criminel Schaefer, qui va continuellement commettre des viols sur des enfants présents dans la Colonia Dignidad. Terrifiés, privés de contact avec leur famille, les enfants n'osent raconter à personne l'enfer qu'ils vivent. Eduardo, l'une de ses victimes, raconte :

> Schaefer me baignait, me lavait puis me violait, avant de me renvoyer dans ma chambre. Je croyais être le seul à subir ces violences, car nous n'en parlions pas entre nous. Il nous menaçait de mort. Il disait : « Si tu parles, je te retrouverai où que tu sois, et je te tuerai! » […] Le matin, j'allais aux cours et je ne disais rien à personne[6].

La mère d'Eduardo, qui élève seule ses trois enfants, est une « proie » facile pour Schaefer. Il lui avait assuré que son fils pouvait étudier à la colonie et en sortirait avec un bon métier[7]. Petit à petit,

---

1 Interview de l'avocate Magdalena Garcés, réalisée le 2 mars 2011.
2 *Idem*.
3 Interview de l'archiviste Walter Roblero, le 2 mars 2011.
4 Terme employé par M. Poblete et F. Ploquin.
5 Terme choisi par l'avocate Magdalena Garcés, lors de l'entretien du 2 mars 2011.
6 María Poblete et Frédéric Ploquin, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004, p. 160.
7 *Ibid.*

les contacts entre la mère et ses enfants (tous les trois à la colonie) sont devenus interdits. Les deux sœurs d'Eduardo vont, elles aussi, être traumatisées à vie par la Colonia Dignidad[1].

L'avocat Hernán Fernández est sans doute le plus fervent défenseur de la cause de ces mineurs abusés. Il affirme que, dans les années 80, les enfants ne sont plus très nombreux dans la colonie, les relations entre hommes et femmes étant interdites. Schaefer, toujours à la recherche de nouvelles victimes, tente alors de rallier de plus en plus d'enfants chiliens à la « secte »[2]. La plupart sont « cueillis » dès leur plus jeune âge, ce qui facilite leur endoctrinement. Influencés au quotidien par cet univers très fermé, ils ne peuvent se rendre compte de sa perversité, ni se rebeller[3]. Le « lavage de cerveau » permanent empêche tout esprit critique.

Les colons sont, par ailleurs, fréquemment drogués, à leur insu. Ils doivent vouer un véritable culte de la personnalité à Paul Schaefer, qui est surnommé « *Doctor Schaefer* », « *Tío permanente* [4]», « *Tío Paul* », ou encore « *Profesor* »[5]. Dominés par Schaefer, qui exige une fidélité absolue à la colonie, ils vivent dans la soumission la plus totale. Toute « dérogation à une règle » est sévèrement punie. Le « gourou » met également en place tout un système de surveillance, électrique, mais aussi psychologique, des individus. De multiples mesures sont mises en œuvre pour les empêcher de s'échapper de la colonie (les tentatives de fuite génèrent de terribles châtiments)[6].

Au fil du temps, de plus en plus de témoignages de personnes échappées de la colonie sont rendus publics. Les plaintes d'abus sexuels et de viols sur mineurs sont de plus en plus nombreuses et permettront, lentement, d'éveiller la conscience des Chiliens. Des témoignages de victimes de la dictature militaire surgiront également. Elles révèleront que la *Colonia Dignidad* a servi de centre de détention sous Pinochet.

3. La Colonia Dignidad au service de la dictature chilienne

Paul Schaefer, chef de la Colonia Dignidad, va, dès les années 70, collaborer avec la police chilienne, les mouvements d'extrême droite, et le dictateur Augusto Pinochet. Comme le souligne l'avocat Hernán Fernández, la colonie est non seulement une dangereuse organisation pédophile, mais aussi une sorte de mafia, proche des services secrets chiliens et du trafic d'armes[7].

Dès 1972, le leader du mouvement anticommuniste *Patria y Libertad*, Roberto Thieme (d'origine allemande), tente une collaboration avec Paul Schaefer[8] et la Colonia Dignidad. Il est persuadé que cet endroit sera stratégique pour renverser Allende, et croit au « savoir-faire à l'allemande » en matière de répression. Il déclarera, à propos des leaders de la secte : « ces Allemands étaient anticommunistes au fond du cœur »[9]. Schaefer acceptera volontiers l'alliance avec Thieme.

---

1 Voir M. Poblete et F. Ploquin, *op.cit.* L'une des sœurs d'Eduardo a probablement été stérilisée à la colonie. Les allemands avaient simplement dit à sa mère qu'ils l'avaient opéré en raison d'un kyste.

2 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos.

3 M. Poblete et F. Ploquin, *op.cit.*, Fayard, sans lieu, 2004, p. 251.

4 « Oncle perpétuel[2] »

5 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos.

6 *Idem*.

7 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos. Colonia Dignidad était un véritable arsenal : un grand nombre d'armes à feu et d'armes chimiques y ont été retrouvées.

8 Archives de Dieter Maier sur *Colonia Dignidad*, Centro de documentación del Museo de la Memoria, Santiago du Chili.

9 Revue allemande parue en 1989, archives de Dieter Maier sur *Colonia Dignidad*, Centro de documentación del Museo de la Memoria, Santiago du Chili.

Selon plusieurs documents d'archives du *Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos* de Santiago, notamment les écrits du chercheur allemand Friedrich Paul Heller, Colonia Dignidad a servi de base et de lieu de rassemblement pour préparer le putsch du 11 septembre 1973, qui renversera le président Salvador Allende[1].

Manuel Contreras, chef de la DINA, passera également un accord avec Paul Schaefer : la Colonia Dignidad est l'endroit idéal pour mener à bien la politique d'extermination des « subversifs », faire disparaître les corps, transmettre des informations – notamment par radio – et se livrer à différents trafics[2] (armes, fonds...).

La secte criminelle devient donc, très vite, un atout pour le régime de Pinochet. Elle sera non seulement un microcosme pédophile, mais deviendra également un lieu de torture contre les opposants politiques[3]. Bon nombre de « subversifs » y sont emmenés, dont environ cent vingt disparaîtront. Parmi eux, Alvaro Vallejos Villagrán, un des leaders du MIR, mais aussi le Franco-Chilien Alfonso Chanfreau Oyarce, militant du MIR et époux de Erika Hennings. Le juge Jorge Zepeda est, en effet, convaincu que Chanfreau a disparu à la Colonia Dignidad[4].

Pour les membres de la DINA, mais aussi pour le dictateur Augusto Pinochet et son épouse, *Colonia Dignidad* est aussi un lieu de vacances[5]. Ces derniers y passent régulièrement leurs fins de semaines[6]. Lucía Pinochet déclarera d'ailleurs que la colonie est « un paradis d'ordre et de propreté »[7]. Une photo la montre assistant à l'inauguration de l'école de Colonia Dignidad[8]. Le couple présidentiel est indifférent aux horreurs qui y sont pratiquées et donne sa bénédiction à Schaefer et ses complices.

Certains détenus de Colonia Dignidad ont entendu chez les tortionnaires un accent portugais. Cet accent est révélateur : la DINA est très souvent formée par des Brésiliens[9]. Un autre fait qui tend à prouver le lien entre le service secret chilien et la colonie[10].

Luis Peebles et Erick Zott, deux militants du MIR, seront torturés à la Colonia Dignidad. Ils font partie des rares survivants. Tous deux reconnaissent que la torture y est plus insupportable que dans tous les endroits où ils ont été torturés auparavant[11]. Sadisme et cruauté atteignent des sommets. Rares sont les occasions où ils ont pu être confrontés à Paul Schaefer. Toutefois, ils l'identifient comme un être des plus violents, irascible et sans pitié[12].

Le régime pinochétiste s'est donc délibérément servi d'une « secte néonazie » comme point stratégique et centre de torture et d'extermination. La colonie sera également un lieu de

---

1 Archives de Dieter Maier sur *Colonia Dignidad*, Centro de documentación del Museo de la Memoria, Santiago du Chili.

2 María Poblete et Frédéric Ploquin, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004, p. 20.

3 Jusqu'aux années 2.000, la Colonia Dignidad est une secte et un haut-lieu du crime. Soit pendant une quarantaine d'années.

4 Propos d'Erika Hennings, lors de l'interview du 3 mars 2011.

5 *Idem*.

6 *Idem*.

7 *Cf supra* note 2, p. 243.

8 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, dossier sur Colonia Dignidad.

9 Interview de Magdalena Garcés, 2 mars 2011.

10 *Idem*.

11 *Cf supra* note 2, p. 62.

12 *Ibid*., p.67.

rassemblement pour les nostalgiques du Troisième Reich.

4. Un rêve nazi ?

Bien que Paul Schaefer, le fondateur de la Colonia Dignidad, ne soit pas un criminel de guerre nazi, il a bien été l'un des « serviteurs » du Troisième Reich. Il a créé au Chili cette sinistre secte qui correspond tout à fait à une réalisation du « rêve expansionniste allemand »[1] entretenu par Hitler et quelques uns de ses prédécesseurs. Selon ce rêve, la communauté germanique, de sang pur, doit se préserver par la création de colonies à travers le monde – comme l'a fait Bernhard Föster au Paraguay avec Nueva Germania.

Si certains colons sont trop jeunes pour avoir réellement connu l'époque du national-socialisme[2], d'autres sont, comme nous l'avons vu, d'anciens militaires, totalement anticommunistes, qui étaient au service d'Adolf Hitler. Et la colonie fonctionne bel et bien selon le modèle hitlérien. On retrouve à Colonia Dignidad la plupart des « grands principes » nazis : discipline, soumission extrême, répression militarisée, ordre, misogynie, culte du « chef », glorification du travail, châtiments en cas de « désobéissance »...

Bien que cette secte ait fait l'objet d'un grand nombre de rumeurs et de « légendes », le lien entre Colonia Dignidad, et les admirateurs du Troisième Reich est une « évidence »[3] : il s'agit d'un fait réel et avéré[4].

La colonie est, en effet, pour les anciens nazis, un lieu de réunion, voire de divertissement très « convivial ». Ils peuvent y séjourner, et sont bien accueillis par les colons. Parmi les visiteurs « réguliers », on trouve Hugo Roggendorf, un ancien SS devenu boulanger dans la ville de Concepción[5], au sud du pays. L'as de la *Luftwaffe*, Hans-Ulrich Rudel, est également un habitué de la secte, où il participe au trafic d'armes. De nombreux fugitifs nazis ou sympathisants du Reich ont pu transiter à Colonia Dignidad : ils savent qu'ils sont en terrain familier et hospitalier.

---

1 María Poblete et Frédéric Ploquin, *op.cit*, p.243.
2 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos.
3 Archives de Dieter Maier sur *Colonia Dignidad*, Centro de documentación del Museo de la Memoria, Santiago du Chili.
4 Interview du chercheur et archiviste Walter Roblero, 2 mars 2011.
5 *Cf supra* note 1.

Entrée de la Colonia Dignidad[1]

L'inscription « *Benefactora Dignidad* » à l'entrée de la colonie, n'est pas sans rappeler, avec effroi, le « *Arbeit macht frei*[2] » qui surmonte l'entrée du camp nazi d'Auschwitz, en Pologne. Le parallèle est d'autant plus frappant que le « gourou » Schaefer clame en permanence que le travail doit être le but de la vie de l'homme, ou encore qu'il est « accompli au service de Dieu »[3].

La terrible « *Sociedad Benefactora y Educacional Dignidad* » est créée à l'époque où Jorge Alessandri est président du Chili. Elle continuera d'exister sous les mandats de cinq présidents, de 1961 aux années 90. Bien que la secte ait été « coupée du monde » on peut s'interroger sur la « négligence » des différents gouvernements qui l'ont laissée exister librement. Paul Schaefer n'est arrêté qu'en 2005, jugé puis incarcéré. Il mourra cinq ans plus tard.

D) Dictatures du Cône-Sud et nazisme : quel lien ?

Une influence nette de l'idéologie nazie, plus ou moins prononcée, est, nous le voyons, présente dans les régimes totalitaires du Cône Sud. Mais on peut encore s'interroger sur l'existence d'un lien direct entre nazisme et dictatures militaires. Certains fugitifs ont-ils pu, à l'instar de Klaus Barbie en Bolivie, participer à la répression anticommuniste dans les années 70 ? Même si la documentation est rare à ce sujet, nous pouvons considérer qu'une influence directe été possible, notamment au Chili.

1 Source image : http://www.mouton-noir.net/uploads/images/colonia1.jpg, consulté le 14 avril 2011.
2 « Le travail rend libre ».
3 M. Poblete et F. Ploquin, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004, p.246.

1. Walter Rauff et le régime de Pinochet

Le criminel Walter Rauff – que nous avons évoqué dans le chapitre précédent - est l'inventeur de la technique d'extermination qui a précédé les chambres à gaz pendant la Seconde Guerre Mondiale. Il est responsable de près de 100.000 morts, pour la plupart des Juifs. Après un bref passage en Argentine et en Équateur, il va mener une vie prospère et tout à fait « tranquille » au Chili. Il bénéficie des différentes lois en vigueur dans le pays, qui empêchent son extradition, mais il est aussi protégé par les autorités chiliennes, qui agissent avec passivité et n'insistent pas pour qu'il soit arrêté.

Il vivra à Punta Arenas, dans l'extrême sud du pays. Il y dirige une usine d'emballage de poissons et de crustacés. En 1963, la République Fédérale d'Allemagne exige son extradition, sans succès : le Chili déclare ne posséder aucune loi concernant les cas de génocide (l'avocat de Rauff, Enrique Schepeler, déclare « qu'au Chili le génocide n'est pas un crime »[1]), et qu'après un délai de 15 ans, les arrestations pour « meurtres » ne sont plus valables[2].

Lors d'une interview au Chili datée du 25 avril 1966, doit voici un extrait, Rauff s'exprime au sujet de son éventuelle extradition :

Tom Streithorst (journaliste) : - M. Rauff, avez-vous peur ici?

Walter Rauff : - Mon cas a été décidé au Chili. Le gouvernement chilien me donne la permission de vivre et de travailler ici, et par conséquent, je suis sous la protection du gouvernement chilien, comme n'importe quel citoyen ; il n'y a donc aucune raison d'avoir peur[3].

Rauff n'exprime aucune crainte ni aucun remord.

Simon Wiesenthal, qui sait où se cache le criminel, réitère la demande d'extradition en 1972, au nom des 96.000 victimes qui ont péri dans les camions à gaz inventés par Rauff. Il adresse une lettre pleine d'espoir au président Salvador Allende, certain qu'il plaidera sa cause[4]. Hélas, Allende n'accèdera pas à la requête du chasseur de nazis. Il déclare en effet que, même en sa qualité de président de la République, il n'a aucun pouvoir juridique. Il ne peut intervenir pour modifier la législation chilienne et ne peut remettre en cause ce qui a été décidé par la Cour Suprême[5]. Salvador Allende fait simplement part de son soutien et de son admiration à Wiesenthal. Paradoxalement, le président antifasciste va délibérément laisser un grand criminel nazi vivre au Chili.

Un an plus tard, Allende meurt. Rauff est désormais pleinement en sécurité sous le régime pinochétiste[6]. Quand Israël formule une troisième demande d'extradition, le ministère des Affaires Etrangères de Pinochet déclare qu'il est « inapproprié d'expulser un citoyen (chilien) qui a vécu dans le pays pendant vingt ans »[7].

Certains nazis semblent avoir joué un rôle pendant la dictature militaire, tout particulièrement au Chili. Les preuves officielles manquent, mais selon plusieurs enquêtes et

---

1 Voir V. Farías, *Los nazis en Chile, volumen II*, Editorial Planeta Chilena, Santiago du Chili, 2003, p.199.
2 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, consultées le 3 mars 2011.
3 *Idem*.
4 Voir lettre de Simon Wiesenthal à Salvador Allende, Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos.
5 Réponse de Salvador Allende à Simon Wiesenthal, Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos.
6 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, consultées le 3 mars 2011.
7 G.S Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, p.157.

témoignages, Walter Rauff, l'inventeur des camions à gaz, a fait partie de la police de Pinochet, la DINA. C'est ce qu'affirment le chercheur canadien Graeme Mount, ainsi que plusieurs enquêtes et articles de presse[1]. Par ailleurs, Walter Rauff est l'un des plus fidèles visiteurs de la Colonia Dignidad[2] ; lié à la DINA, il n'est pas impossible qu'il ait participé à des séances de torture.

Erika Hennings, séquestrée à « Londres 38 », affirme que plusieurs détenus ont remarqué chez l'un des tortionnaires un très net accent allemand. Il s'agirait selon toute vraisemblance de Walter Rauff[3].

Il est probable que Rauff, l'un des plus grand criminels nazis en fuite au Chili, ait participé directement à la dictature chilienne, en torturant ou en donnant des « conseils » aux militaires, mais les preuves manquent. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'il a été parfaitement intégré, lui aussi, à la société chilienne. Il circule librement, notamment au sud du pays et à Colonia Dignidad. À la fin de sa vie, il sera soigné à l'hôpital de la colonie[4]. Son état empirant, il sera transféré à Santiago, où il mourra sans avoir été jugé pour ses multiples crimes.

2. Des indices, mais des preuves insuffisantes

Plusieurs indices ou témoignages peuvent encore suggérer un lien direct entre les dictatures du cône sud-américain et le nazisme. Malheureusement, il est parfois difficile de démêler le vrai du faux, et la « légende » de la réalité. Les preuves écrites et formelles sont insuffisantes pour confirmer certaines sources.

Ainsi, une revue allemande parue en 1989 affirme que dans les années 70, selon des témoins, le criminel Josef Mengele ainsi que le mystérieux secrétaire d'Hitler, Martin Bormann, ont été aperçus à la Colonia Dignidad. Le chasseur de nazis Simon Wiesenthal déclare également que Josef Mengele séjourne régulièrement dans la colonie. Bien que nous ne puissions corroborer cette affirmation, nous ne pouvons ignorer ces hypothèses.

Selon l'écrivain Christian Rudel, d'anciens membres de la Gestapo ont été incorporés à la police d'Alfredo Stroessner, au Paraguay. Cette thèse est possible, étant donnée la position germanophile du dictateur. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure d'apporter plus de précisions sur ce point.

En somme, les anciens nazis ont pu avoir une influence certaine sur les dictatures du Chili, d'Argentine, du Paraguay ou d'Uruguay. Ce sujet délicat soulève encore bien des questions et suscite la polémique. Néanmoins, l'influence d'autres criminels est plus officielle : celle de soldats français ayant participé à la guerre d'Algérie[5]. Une honte pour la France, pour qui le sujet est encore assez tabou. Plusieurs « méthodes » militaires semblent donc s'être « mélangées » lors des dictatures du Cône Sud pour organiser la répression et la torture en masse.

---

1 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, consultées le 3 mars 2011.

2 M. Poblete et F. Ploquin, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004, p. 243.

3 Archives du Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, consultées le 3 mars 2011.

4 *Idem*.

5 Uki Goñi, Magdalena Garcés et Erika Hennings nous ont évoqué ce fait.

CONCLUSION

Notre étude a porté essentiellement sur l'influence du nazisme dans les pays du cône sud-américain au cours du vingtième siècle. Une influence bien réelle, et durable.

L'Argentine, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay ont bel et bien subi, à différents degrés, la domination de l'idéologie nazie. Cette domination n'a pas débuté « d'un seul coup » : elle a été favorisée par le fait que les quatre pays ont été, pendant longtemps, des terres d'immigration. Pour ces pays, devenus en quelque sorte les « annexes » de l'Italie et de l'Allemagne, l'idéologie nazie-fasciste des années 30 est quasiment « familière ». Les dictateurs Mussolini ou Hitler y sont parfois perçus comme des dangers pour la démocratie, mais incarnent également les exemples à suivre, notamment pour les militaires.

Pendant les années 30 et la Seconde Guerre Mondiale, l'admiration pour le Troisième Reich est, en effet, un fait avéré dans le Cône Sud. Elle se fait ressentir dans les quatre pays (l'Argentine en tête) et dans toute la société, notamment à travers l'éducation, la presse, les partis politiques et la propagande. Les hommes politiques de l'époque admirent les mouvements nazi-fascistes. S'ils ne soutiennent pas toujours les totalitarismes européens, ils ne font preuve d'aucune hostilité envers eux, tout particulièrement lors du conflit mondial.

La guerre terminée, c'est principalement vers l'Argentine de Perón que les nazis, vaincus, vont se tourner pour tenter de s'offrir une nouvelle vie. Ils y parviennent sans peine, et occuperont même des fonctions politiques.

Le gouvernement Perón, dans les années 50, s'est entouré de personnalités nazies ou pro-nazies (des criminels de guerre pour la plupart). À cette époque, nul autre pays du Cône Sud ne se montre aussi bienveillant avec ces fugitifs. Certes, bon nombre de nations dans le monde accueillent des fuyards nazis, mais force est de constater qu'aucune, exception faite de l'Argentine, ne les reçoit dans le palais présidentiel et ne les intègre si bien à la société, en leur fournissant un emploi ou en leur confiant un rôle politique[1].

Ainsi, les anciens nazis se voient-ils confier, le plus souvent, par le gouvernement argentin lui-même[2], des emplois dans les secteurs technique, militaire, mécanique, électronique, voire éducatif. Le criminel Adolf Eichmann travaillera notamment pour la société de construction CAPRI, puis pour Mercedes. Les SS Walter Kutschmann et Erich Priebke deviennent respectivement directeur d'une entreprise (OSRAM, spécialisée en articles électriques) et directeur d'une école. Le pilote de la *Luftwaffe* le plus décoré par Hitler, Hans-Ulrich Rudel devient collaborateur d'une revue et conseiller en aéronautique.

L'immigration massive des fugitifs nazis en Argentine a-t-elle eu un impact direct lors de la dictature de 1976-1983 ? Nous nous interrogions sur ce point. À ce propos, le journaliste Uki Goñi affirme que, même si les nazis n'avaient pas émigré en masse vers l'Argentine, le pays aurait tout de même dérivé vers une sanglante dictature militaire, en raison de la tradition nationaliste-catholique, implantée depuis des décennies et poussée à l'extrême[3]. Mais le nazisme a, certes, inspiré les Forces Armées. Toutefois, cette idéologie destructrice n'a pas été le « moteur » du « Processus de Réorganisation Nationale ». La « Guerre Sale » menée contre les subversifs a été déclenchée pour

[1] Le journaliste Uki Goñi a également souligné ce fait lors de l'interview du 22 février 2011. L'un des principaux buts de notre étude était, en effet, de rechercher dans quelle mesure les immigrés nazis s'étaient intégrés, notamment au niveau politique, du lendemain de la guerre à la fin des années 80.

[2] Au Paraguay et au Chili, après la guerre, les nazis réussissent bien à s'intégrer, mais sans toutefois être recrutés par le gouvernement lui-même.

[3] Interview du journaliste Uki Goñi, 22 février 2011.

des raisons politiques, en lien direct avec la Guerre Froide, qui divisait le monde en deux blocs. Cette guerre « sale » a éclaté indépendamment de la « tradition » nazie-fasciste du pays. Les pratiques des tortionnaires sont bien, en revanche, d'inspiration nazie.

Au cours de notre étude, nous avons été frappée par le lien entre nazisme et dictatures militaires dans les différents pays du Cône Sud. Identifications aux nazis voire à Adolf Hitler, utilisation du « savoir-faire » d'anciens serviteurs du Troisième Reich, méthodes de torture terriblement semblables à celles des camps de concentration nazis... À une époque différente, ces éléments sont révélateurs du parallèle entre les deux dictatures.

Au Paraguay, le gouvernement Stroessner, extrêmement corrompu, a intégré criminels et trafiquants en tous genres. D'anciens membres de la Gestapo « conseilleront » la police stroessnerienne. Nous aurions souhaité approfondir ce point, mais rares sont les documents qui permettent, aujourd'hui, d'éclairer cette question.

Au niveau politique, l'influence nazie est également un fait avéré au Chili. Elle est poussée à son comble pendant la dictature militaire, avec la Colonia Dignidad et le « cas » Walter Rauff.

Bien que le « psychopathe[1] » Paul Schaefer n'ait pas été un criminel SS, à l'instar d'Adolf Eichmann ou de Joseph Mengele, il a servi Hitler et reçu (en tant que membre des Jeunesses Hitlériennes et brancardier dans la Wehrmacht) une éducation nazie. Sans son handicap et s'il avait été un peu plus âgé, il aurait très probablement gravi les échelons et accédé à un poste plus « important ». Les chercheurs María Poblete et Frédéric Ploquin défendent cette idée et considèrent que Paul Schaefer était en réalité un nazi « frustré »[2]. Sans oublier que, parmi les plus fidèles collaborateurs de Schaefer, se trouvaient d'anciens pilotes de la *Luftwaffe,* nécessairement membres du NSDAP. La secte de Schaefer, bien que restée relativement « secrète », servira officieusement la dictature de Pinochet, tant sur le plan stratégique que politique.

Le cas de Walter Rauff est également très particulier. Ce grand criminel a littéralement dupé la justice internationale et a trouvé au Chili un endroit sûr et fiable pour vivre, en toute impunité. Son extradition est refusée à trois reprises, et les différents gouvernements chiliens, bien que conscients que Rauff vit dans le pays en toute tranquillité, ne feront rien pour que justice soit rétablie, pas même le socialiste Salvador Allende. La réponse qu'il adressera au chasseur de nazis Simon Wiesenthal peut sembler extrêmement surprenante étant données les convictions du président chilien. Les lois chiliennes mettent donc Rauff à l'abri de toute poursuite judiciaire.

L'intégration de Rauff à la DINA est également un fait qui reste encore quelque peu hypothétique. Il est probable que cette fonction soit restée secrète, et qu'il n'existe aucun document officiel à ce sujet. Plusieurs sources, notamment des articles et des écrits conservés au Musée de la Mémoire de Santiago portent à croire que Rauff a pu jouer un rôle direct lors de la dictature chilienne[3].

Rauff est mort à Santiago. Sans jamais avoir « payé » ses crimes (à l'instar de Josef Mengele, mort au Brésil, ou Eduard Roshmann, mort au Paraguay). En 1984, ses anciens camarades, présents à ses funérailles, lui rendent librement un dernier hommage hitlérien et font le

---

1 Terme choisi par l'avocate Magdalena Garcés.

2 Voir M. Poblete et F. Ploquin, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004, p. 67.

3 Voir également http://www.memoriaviva.com/culpables/criminales%20r/rauff_walter.htm, site de mémoire de la dictature où sont répertoriés tous les tortionnaires chiliens de la dictature. Rauff est déclaré avoir aidé la DINA.

salut nazi[1]. L'écrivain et diplomate chilien Miguel Serrano, leader nazi par excellence, défenseur de l'idéologie d'Hitler, est parmi eux.

Pour Augusto Pinochet, le nazisme ne présente aucun danger. Il ira jusqu'à affirmer que « l'hitlérisme a disparu, et le stalinisme non »[2]. Côtoyer des sympathisants du Troisième Reich et se servir de leurs convictions anticommunistes n'est alors pas « gênant », bien au contraire. Certains font partie de ses amis : Hans-Ulrich Rudel ou Willem Sassen.

Perón, pour sa part, connaît personnellement des criminels allemands, français, belges et croates. Parmi ces « contacts » plus ou moins intimes, l'ancien SS Carlos Fuldner ou encore le bourreau Josef Mengele. Le dictateur Stroessner côtoie également, à l'instar de Pinochet, comme nous l'avons mentionné au cours de notre étude, deux fugitifs nazis très « influents » dans le Cône Sud : Wilhem Sassen et Hans-Ulrich Rudel. Nous n'avons pu déterminer si leurs relations étaient, ou non, superficielles. Quoi qu'il en soit, elles sont la preuve d'un possible lien direct entre dictatures militaires du cône sud-américain et nazisme.

Le cas de l'Uruguay se révèle, quant à lui, très différent de celui des pays voisins. En effet, le pays subit une influence nazie dans les années 30-40, mais celle-ci ne se prolonge pas dans l'après-guerre. Des nazis ont pu séjourner dans le pays, mais sans s'y établir de façon durable, sans s'intégrer réellement à la société et sans jouer un rôle politique.

Notre travail a été enrichi par un voyage en Argentine et au Chili, lequel nous a permis de nous immerger dans l'histoire des deux pays. Les dictatures militaires sont encore un sujet très récent et douloureux. Beaucoup de procès sont en cours, et un grand nombre de structures travaillent au service de la mémoire collective, une mémoire toujours à vif, comme nous avons pu l'observer.

De nos jours, au Chili tout particulièrement, le lien entre nazisme et dictature militaire est considéré comme une « évidence ». Les citoyens sont tout à fait conscients du « passé nazi » de leur pays. Ils semblent ressentir un « besoin » de parler de la présence nazie, et de son influence très nette sur la population chilienne. Beaucoup semblent connaître, de près ou de loin, un exemple concret des liens entre le Chili et les nazis.

Ricardo Vergara, guide touristique, nous a raconté spontanément son « expérience »[3]. Vers l'âge de douze ans (dans les années 70 ou 80, date imprécise), il se souvient avoir séjourné à Valdivia (dans le sud du Chili), chez le grand-père de l'un de ses amis. Ce dernier semble vouloir partager un secret, et demande soudainement à Ricardo :
« Veux-tu que je te montre quelque chose ? »
Le jeune Ricardo acquiesce.
« Mais surtout, promets-moi de ne rien dire à personne, rien, sinon cela peut aller très mal. »
Ricardo accepte. Son jeune ami va alors chercher l'une des assiettes de son grand-père. Il la retourne et la lui montre : derrière l'assiette sont peints les symboles de la croix gammée et de l'aigle nazi.
Ricardo Vergara comprend alors que le grand-père de son ami, en possession de cette assiette, n'est autre qu'un ancien membre du parti nazi. Ce que confirme le petit-fils.

La Patagonie chilienne, notamment les villes de Temuco, Puerto Montt, Valdivia, Puerto Varas, Osorno, ainsi que la toute proche Patagonie argentine (San Carlos de Bariloche) ont été en effet un véritable paradis pour les anciens nazis. La tradition allemande y est née à la fin du XIXème

[1] Voir extrait de documentaire, chaîne et date inconnues, disponible sur http://www.youtube.com/watch?v=0ilwON4pRPw, consulté le 17 avril 2011.
[2] Graeme S.Mount, *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002, p. 158.
[3] Nous lui avions expliqué le thème de nos recherches.

siècle et va perdurer, aujourd'hui encore[1].

Lors de notre séjour à Santiago, à la recherche d'informations et d'ouvrages, nous avons pu établir des dialogues et écouter le récit spontané de plusieurs libraires et documentalistes.

À Santiago du Chili, un libraire, dont la mère vivait dans le sud du Chili dans les années 30 – 40, nous raconte qu'à l'époque, les immigrés allemands tentaient déjà, dans cette région, d'endoctriner les Chiliens et de les rallier à l'idéologie hitlérienne. Un autre libraire évoque immédiatement Miguel Serrano, l'écrivain chilien qui s'est fait le défenseur du nazisme.

Un autre libraire, septuagénaire, nous avoue que, dans les années 40, au Chili, « tout le monde était germanophile »[2]. Sa petite fille, d'une vingtaine d'années, défend également cette idée, et nous indique aussitôt l'endroit où se trouve la plaque en hommage aux 55 *nacis* tués lors du putsch manqué du 5 septembre 1938, sur la façade même du Ministère de la Justice.

La Colonia Dignidad est également connue de tous. Elle ne semble être, aujourd'hui, un secret pour personne. Son nom surgit dès que l'on évoque le thème du nazisme au Chili[3]. Toutefois, les témoignages à propos de la colonie sont récents. Ceux concernant les abus sexuels de mineurs sont les premiers à avoir fait scandale[4]. Le fait que d'anciens nazis aient été membres de la colonie ou l'aient fréquentée n'a pas, semble-t-il, réellement choqué l'opinion publique[5]. Les témoignages des victimes de Schaefer ont été « l'élément déclencheur ». Par la suite, des recherches menées dans la colonie et d'autres témoignages ont permis de découvrir ses multiples « facettes » : secte pédophile, centre de détention, de torture et d'extermination, arsenal[6].

L'Argentine ne possède pas d'exemples tels que Colonia Dignidad susceptibles d'attester du lien direct entre dictature militaire et nazisme. Mais des structures telles que le Musée de l'Holocauste de Buenos Aires font un grand travail de mémoire et traitent la présence nazie dans le pays. Le cas d'Adolf Eichmann est très médiatisé. Le Musée de l'Holocauste lui a consacré d'ailleurs toute une exposition, avec pour titre : « Il a vécu parmi nous »[7].

L'Argentine reconnaît aujourd'hui sa responsabilité en ce qui concerne la fuite des criminels de guerre. Toutefois, le journaliste Uki Goñi, qui a beaucoup étudié le sujet, déplore le peu d'intérêt que les citoyens argentins manifestent pour cette honteuse page de l'histoire. Goñi reconnaît que, de nos jours, le thème de la fuite des nazis en Argentine et de leur intégration à la société est considéré comme une « tache » qu'il convient d'effacer[8].

Les dictatures du Paraguay et de l'Uruguay (mais aussi de la Bolivie et du Brésil) ne semblent pas entretenir la mémoire collective de la même façon qu'au Chili ou en Argentine. Nous ne pouvons pas non plus déterminer si les deux pays (le Paraguay essentiellement) admettent aujourd'hui leur responsabilité en ce qui concerne l'accueil de fugitifs nazis.

---

1 Voir reportage, « Puerto Montt », diffusé sur la chaîne « Arte » le 4 avril 2011.

2 Rencontre et discussion le 1er mars 2011.

3 Au cours de notre voyage, un grand nombre de personnes, informées de nos recherches, nous demandait quasi-systématiquement : « Tu as entendu parler de Colonia Dignidad ? » La colonie semble être le premier « lien » qui vient à l'esprit.

4 Interview de l'archiviste Walter Roblero, le 2 mars 2011.

5 *Idem*.

6 Beaucoup d'armes ont été découvertes à la Colonia Dignidad, les trafics fréquents. L'avocate Magdalena Garcés a évoqué ce point.

7 Visite du Musée de l'Holocauste de Buenos Aires, le 18 février 2011.

8 Interview de Uki Goñi, le 22 février 2011.

Dans le cadre de nos recherches, nous avons également tenté d'observer et de rechercher si, de nos jours, pouvaient encore exister des mouvements néonazis en Argentine et au Chili. Nous ne pouvons émettre aucune certitude à ce sujet. La politologue Andrea Daverio reconnaît que de tels mouvements peuvent encore aujourd'hui se manifester, mais leur ampleur est indéterminée, dit-elle[1].

Ce travail de recherche nous a beaucoup enrichie, à tous points de vue. Ayant déjà étudié le thème de la fuite des nazis en Argentine l'an passé, nous avons pu nous servir de nos connaissances pour élargir notre étude aux autres pays du Cône Sud. Il était fondamental pour nous de mettre en lumière les liens possibles entre les dictatures dans ces pays et le nazisme, ainsi que d'étudier le rôle joué par les gouvernements chilien, paraguayen et uruguayen.

Nous désirions, encore une fois, réaliser par le biais de cette recherche un devoir de mémoire. À la fois pour ne pas oublier que l'influence du nazisme a été durable et ne s'est pas limitée à l'Europe, mais aussi pour rendre hommage aux victimes des dictatures du cône sud-américain. Cette thématique de travail est assez délicate, du fait que les documents ou textes d'archives sont assez rares. La plupart ont été détruits, notamment par Juan Perón, à la fin de son premier mandat. De plus, relativement peu de chercheurs, de journalistes ou d'historiens se sont penchés sur l'étude du nazisme dans les pays du Cône Sud. Sans être un tabou, ce sujet, « choquant », suscite peu l'intérêt général, notamment en France[2].

Les chefs d'état actuels des pays du Cône Sud semblent, eux aussi, relativement peu préoccupés par l'intégration des immigrés nazis au cours du vingtième siècle (et ses conséquences). Le président chilien, Sebastián Piñera, a même généré, en 2010, une « honte nationale[3] ». Lors d'une visite officielle en Allemagne, il a, en effet, inscrit ces mots dans un livre d'or : « *Deutschland über alles* [4]». Autrement dit, une devise nazie, qui faisait partie de l'hymne national[5]. L'Allemagne a été profondément choquée qu'un président étranger écrive cette phrase, sans savoir à quoi elle faisait référence. Sebastián Piñera, en effet, aurait alors déclaré « avoir appris cette phrase au collège ». Il pensait simplement qu'il serait « plaisant » de l'écrire[6].

Notre séjour en Argentine et au Chili nous a permis de nous familiariser avec le travail de chercheur, un travail de terrain. Bien que cette thématique de recherche puisse encore être développée, ce voyage d'étude, expérience fondamentale, nous a permis de rassembler des informations inédites (notamment à travers les archives) ainsi que des témoignages directs. Être confrontée aux différents points de vue et récits d'un journaliste (Uki Goñi), d'une politologue (Andrea Daverio), d'une réfugiée politique (Estela López), d'une avocate (Magdalena Garcés), d'un archiviste (Walter Roblero), et d'une ancienne détenue (Erika Hennings), a été très positif pour nos recherches. Ces échanges précieux nous ont permis de diversifier notre étude et de la nuancer, en fonction des différents pays du Cône Sud. Hélas, nous avons parfois manqué d'informations directes concernant le Paraguay.

---

1 Entretien avec Andrea Daverio, 19 février 2011.
2 Uki Goñi nous a fait part de ce fait, le 22 février 2011.
3 Propos de l'avocate Magdalena Garcés, recueillis le 2 mars 2011.
4 « L'Allemagne au-dessus de tout ».
5 Cette phrase ne fait aujourd'hui plus partie de l'hymne allemand étant donnée sa connotation nazie.
6 *Idem*.

Ce travail nous a passionnée et éveille encore davantage notre curiosité et notre intérêt pour la mémoire autour des dictatures en Amérique Latine, ainsi que pour le thème du nazisme sur ce continent. Beaucoup d'autres thématiques de recherches sont possibles (dans le cadre, par exemple, d'une thèse) : la participation de tortionnaires français dans les dictatures du Cône Sud, l'influence nazie au Brésil et en Bolivie, ou encore un travail essentiellement constitué par les témoignages directs de victimes des dictatures (notamment ceux des enfants).

LEXIQUE ET SIGLES

Alianza Anticomunista Argentina (Triple A) : Alliance Anticommuniste Argentine.

Anschluss : Annexion de l'Autriche à l'Allemagne, le 13 Mars 1938.

AO : Organisation du parti nazi à l'étranger.

CAPRI ***(Compañía Argentina de Proyectos y Realizaciones Industriales)*** : Entreprise de construction et de projets industriels créée par Carlos Fuldner ; elle emploie essentiellement les anciens nazis.

CEANA : Commission d'éclaircissement sur les activités nazies en Argentine.

CONADEP ***(Comisión Nacional para la Desaparición de Personas)*** : Commission argentine créée en faveur des personnes disparues et victimes de la dictature.

DAF (*Deutsche Arbeits-Front)* : Front Allemand du Travail.

DAIA ***(Delegación de Asociaciones Israelitas Argentinas)*** : Délégation israélite argentine.

DAIE (*Dirección Argentina de Inmigración a Europa)* : Service dirigé par Carlos Fuldner à Gênes visant à aider les fugitifs nazis à fuir.

DINA ***(Dirección de Inteligencia Nacional)*** : Police secrète de Augusto Pinochet.

Gestapo ***(Geheime Staatspolizei)*** : Police secrète de l'État nazi.

Lebensraum : « Espace vital ».

HJ (*Hitler-Jugend)* : Jeunesses hitlériennes.

MIR ***(Movimiento de Izquierda Revolucionario)*** : Mouvement révolutionnaire chilien.

NSDAP ***(Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei)*** : Parti national-socialiste des travailleurs allemands, ou parti nazi, fondé par Hitler.

SD ***(Sicherheitsdienst)*** : Service d'information et de contre-espionnage des SS.

SS ***(Schutzstaffel)*** : Escadron de protection nazi, qui protègent Hitler et organisent les exterminations.

ANNEXES

Annexe A : Musée de la Shoah de Buenos Aires

Annexe B : Collection de livres pro-nazis ou antisémites, musée de la Shoah de Buenos Aires

Annexe C : La Circulaire 11 (destinée à empêcher secrètement les juifs d'émigrer en Argentine)

Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto
Buenos Aires, Julio 12 de 1938

CIRCULAR N°11
Reservada
Estrictamente confidencial

Señor embajador,

Este Gobierno prepara actualmente una nueva reglementación de la Ley 817, a fin de ajustar la inmigración en los límites que imponen las dificultades económicas y sociales del país. Junto con estos propósitos, será necesario considerar también los compromisos que ha contraído la Nación en los convenios bilaterales últimamente celebrados para la admisión de agricultores extranjeros, y los que puedan derivar de nuestra participación en las Conferencias y organizaciones internacionales que estudian en estos momentos una solución general al respecto. Se señala así la necesidad de mantener por lo pronto un control riguroso, extremando todos los medios de selección, a fin de impedir que las corrientes inmigratorias se dirijan desordenadamente sobre nuestro país, y se anticipen al plan definitivo que el Gobierno crea del caso establecer contemplando los diversos aspectos del problema.

En consecuencia se servirá V.E comunicar al Cuerpo Consular de su jurisdicción que, en adelante, la visación de pasaportes en general, para el traslado de extranjeros a la República de cualquier categoria que sean, queda reservado a los Cónsules rentados, de carrera, salvo autorización expresa de esta Cancillería a favor de determinados Vicecónsules o Cónsules Honorarios.

Asimismo, y en carácter estrictamente reservado, se servirá V.E poner en conocimiento solamente de los Cónsules rentados de esa jurisdicción las siguientes instrucciones :

« Sin perjucio de las demás disposiciones establecidas para la selección de los viajeros destinados al país, y salvo orden especial de esta Cancillería, los cónsules deberán negar la visación - aún a título de turista o pasajero en tránsito – a toda persona que fundadamente se considere que abandona o ha abandonado su país de origen como indeseable o expulsado, cualquiera que sea el motivo de su expulsión. Este Ministerio espera que el celo y buen criterio del Señor Cónsul suplirán a este efecto la información formal que no sea posible obtener en cada caso, lo que permitirá establecer la capacidad del funcionario para el cargo que ocupa. Todo caso de duda deberá ser consultado a la Cancillería, así como el de toda persona cuya incorporación al país considere el Señor Cónsul inconveniente. Estas instrucciones son estrictamente reservadas y por ningún motivo deberán ser invocadas ante el público o ante las autoridades del país donde ejerce sus funciones. Quedan derogadas todas las instrucciones anteriores en cuanto se opongan a la presente. Los Señores Cónsules se servirán acusar recibo de la presente Circular directamente al Ministerio de Relaciones Exteriores. Al recomendar a V.E quiera servirse dar cuenta a este Ministerio del recibo de esta Circular, me complezco en saludarlo con mi consideración más distinguida.

José María Cantilo

Annexe D : Reconstitution d'un formulaire argentin de « Solution Finale », utilisé pendant la dictature

STRICTEMENT CONFIDENTIEL ET SECRET
FORMULAIRE DE SOLUTION FINALE POUR CAS INDIVIDUELS[1]

- **Cas :**

Nom :
Pseudonyme ou surnom :
Date d'arrestation :

Antécédents :
Appartenant à [2] :

- Connaissance du maniement des armes OUI/NON
  Exercice de tir OUI/NON
  Connaissance des explosifs OUI/NON
  Prise d'usines OUI/NON
  Prise d'universités ou d'écoles OUI/NON
  Domicile servant de refuge[3] OUI/NON
  Distribution de tracts[4] OUI/NON
  Inscriptions sur les murs[5] OUI/NON
  Propagande armée OUI/NON
  Direction de groupes politiques OUI/NON
  A pris part à des agressions OUI/NON
  A converti des partisans OUI/NON
  Converti OUI/NON

- **Degré de dangerosité**

Opinion	Classification : Potentiellement dangereux	Dangereux	Extrêmement dangereux
Du chef de la subdivision de B.A.....			
Du Commandement du 1er corps d'armée.....			

- **Solution finale**

	D.F. Destination finale	P.E.N. Pouvoir exécutif national	Autres
Interrogateur.....			
Chef de la subdivision de B.A ….....			
Commandement du 1er corps d'armée.....			

Signatures

Interrogateur :
Quartier Général de la subdivision de B.A. :
Commandement du 1er corps d'armée :

Buenos Aires, le.....19.....

[1] Formulaire de « solution finale » reconstitué par des témoins des camps. Source : Amnesty international, *Argentine : Témoignage sur les camps de détention secrets,* Londres, EFAI, 1980.
[2] Groupe spécial ou unité qui a procédé à l'enlèvement.
[3] A-t-il (ou elle) donné refuge en son domicile à des militants recherchés?
[4] Tracts de propagande dite subversive.
[5] « Pintadas » : terme habituel pour les slogans politiques peints sur les murs : une forme traditionnelle d'expression populaire en Argentine.

Annexe E : Le chasseur de nazis Simon Wiesenthal, montrant ses documents concernant les fugitifs nazis

Annexe F : Augusto Pinochet passant ses troupes en revue

Annexe G : ESMA, Silhouette rendant hommage aux femmes enceintes séquestrées et aux bébés disparus

Annexe H : Musée de la Mémoire et des Droits de l'Homme de Santiago du Chili

Annexe I : Dessins d'enfants à l'époque de la dictature de Pinochet

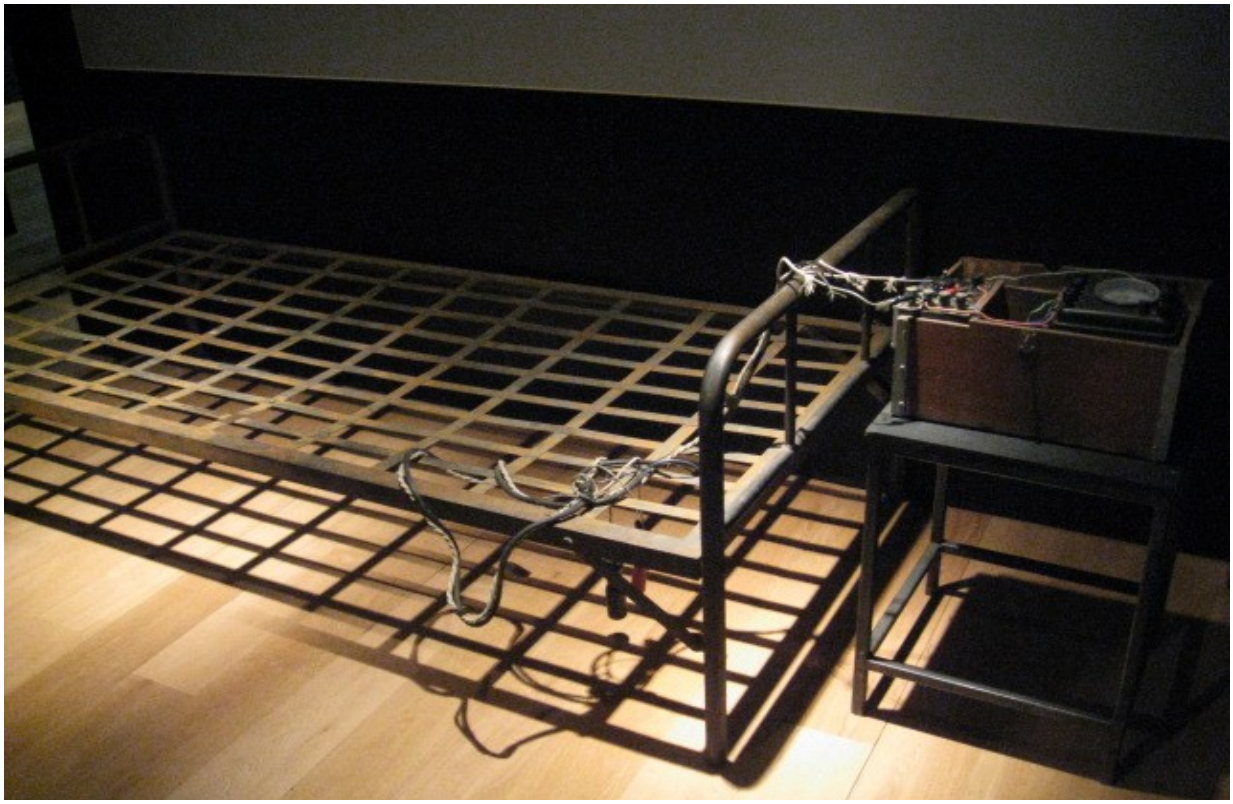
« Où sont-ils? »

« Où est mon oncle »

« Je veux mon papa »

« J'ai peur de la mort »

Annexe J : La *picana, a*ncien appareil de torture destiné à appliquer des chocs électriques à la victime



Annexe K : Arbre de la Villa Grimaldi, « ombú », utilisé comme moyen de torture pour suspendre les victimes

Annexe L : Piscine de la Villa Grimaldi, utilisée par les membres de la DINA et leur famille[1].

Annexe M : Jardin des roses du centre de détention Villa Grimaldi, plaques en l'honneur des femmes disparues (Santiago)

[1] La piscine servait parfois de lieu de torture, mais était surtout un lieu de menaces : on disait aux détenus, attachés et les yeux bandés, qu'ils allaient être poussés dans la piscine. Elle a servi également à cacher les détenus lors d'une visite d'une association pour les droits de l'homme.

Annexe N : La « Tour » de la Villa Grimaldi :

Les anciens détenus racontent que lorsqu'un prisonnier est emmené dans la « Tour », il n'en revient pas.

Annexe O : Erika Hennings, militante du MIR[1]

Annexe P : Plaque à la mémoire de l'époux d'Erika Hennings, Alfonso René Chanfreau Oyarce, disparu à 23 ans

[1] Erika Hennings a été torturée à Londres 38, et travaille aujourd'hui pour plusieurs commissions autour de la mémoire de la dictature chilienne.

Annexe Q : Plaques portant le nom des disparus dans le centre clandestin de détention Londres 38[1]..

Annexe R : Paul Schaefer, le criminel pédophile fondateur de Colonia Dignidad, peu après son arrestation, en 2005 (Santiago du Chili).

[1] La plupart des disparus avaient moins de 25 ans.

BIBLIOGRAPHIE

I) OUVRAGES :

A. Les pays du Cône Sud avant et pendant la Seconde Guerre Mondiale :

- GOLDSCHMIDT WYMAN, Eva, *Huyendo del infierno nazi: la inmigración judío-alemana hacia Chile en los años treinta*, Ril editores, Santiago de Chile, 2008.

- NEWTON, Ronald C., *El cuarto lado del triángulo, la « amenaza nazi » en la Argentina (1931-1947)*, Editorial Sudamerica, Buenos Aires, 1995.

- TUCCI CARNEIRO, Maria Luiza, *O anti-semitismo nas Américas: memória e história*, Editora da Universidade de São Paulo, São Paulo, 2007.

B. Les nazis en fuite en Argentine, au Paraguay et au Chili :

- CAMARASA, Jorge, *Organizzazione Odessa*, Milan, Mursia editore, 1998.

- CAMARASA, Jorge, Le mystère Mengele, Robert Laffont, Paris, 2009.

- CASAZZA, Andrea, *La fuga dei nazisti* (La fuite des nazis)*;* Gênes, éditions il melangolo, 2007.

- CEANA, Primer Informe, Mars 1998.

- CEANA, Segundo Informe.

- CEANA, Tercer Informe.

- CEANA, Informe Final.

- CESARANI, David, *Adolf Eichmann*, Mondadori editore, Milan, 2007.

- CORRÊA DA COSTA, Sergio, *Le nazisme en Amérique du Sud, chronique d'une guerre secrète*, Ramsay, Paris, 2008.

- DOLCETTA, Marco, *Gli spettri del Quarto Reich, le trame occulte del nazismo dal 1945 a oggi*, Biblioteca Universale Rizzoli, Milan, 2007.

- GOÑI, Uki, *La auténtica Odessa,* Barcelone, Paidós, 2002.

- POSNER, Gerald L., et WARE, John*, Mengele, el médico de los experimentos de Hitler,* Madrid, La esfera de los libros, 2005.

- SERRA, Alfredo, *Nazis en las sombras*, Editorial Atlantida, Buenos Aires, 2008.

- WIESENTHAL, Simon, *Giustizia, non vendetta* ; Milan, Arnoldo Mondadori Editore, 1989.

C. <u>Dictatures militaires et violations des droits de l'homme dans les pays du cône sud-américain</u> :

<u>Argentine</u> :

- AMNESTY INTERNATIONAL, *Argentine : Témoignage sur les camps de détention secrets,* Londres, EFAI, 1980.
- CONADEP, *Nunca más, informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Editorial universitaria de Buenos Aires (EUDEBA), 1985.
- LAFAGE, Franck, L'Argentine des dictatures 1930-1983, pouvoir politique et idéologie contre-révolutionnaire, Paris, Editions L'Harmattan, 1991.
- NOVARO, Marcos, *La dittatura argentina (1976 – 1983)* ; Rome, Carocci, 2006.
- PADOAN, Daniela, Le pazze, un incontro con le madri di Plaza de Mayo, Milan, Tascabili Bompiani, 2008.
- QUINTANA, Mercedes, *Historia de América Latina,* Editorial Edinumen, Madrid, 2007.
- VERBITSKY, Horacio, *Il volo. Le rivelazioni di un militare pentito sulla fine dei desaparecidos*, Rome, Fandango libri, 2008.

<u>Chili</u> :

- MOUNT, Graeme S., *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002.

<u>Paraguay, Uruguay (et Brésil)</u> :

- BEHNKE, Alison*, Paraguay in pictures,* Library of Congress Cataloging, sans lieu, 2009.
- BEHNKE, Alison, *Uruguay in Pictures,* Library of Congress Cataloging, sans lieu, 2009.
- FREGOSI, Renée, *Le Paraguay au XXe siècle: naissance d'une démocratie*, L'Harmattan, Paris, 1997.
- LOVEMAN, Brian*, For la Patria: politics and the armed forces in Latin America,* Library of Congress Cataloging, sans lieu, 1999.
- MORA, Frank O., COONEY, Jerry Wilson, *Paraguay and the United States: distant allies,* University of Georgia Press, Georgia, 2007.
- SILVA SEITENFUS, Ricardo Antônio, *A entrada do Brasil na Segunda Guerra Mundial*, EDIPUCRS, Porto Alegre, 2.000.
- STURZENEGGER-BENOIST, Odina, *L'Argentine,* Karthala, sans lieu, 2006.

- TAGUIEFF, Pierre-André, *La judéophobie des Modernes: des Lumières au jihad mondial,* Odile Jacob, Paris, 2008.

- VILLALOBOS, Marco Antônio., *Tiranos, tremei! : ditadura e resistência popular no Uruguai (1968-1985)*, Edipucrs, Porto Alegre, 2006.

D. <u>Les influences nazies dans le Cône Sud</u> :

- BLANCPAIN, Jean-Pierre, *Les juifs allemands et l'antisémitisme en Amérique du sud: 1930*-1950, L'Harmattan, Paris, 2008.

- DE NÁPOLI, Carlos, *Los científicos nazis en la Argentina*, Edhasa, Buenos Aires, 2008.

- FARÍAS Victor, *Los nazis en Chile, volumen II,* Editorial Planeta Chilena, Santiago du Chili, 2003.

- MOUNT, Graeme S., *Chile and the nazis, from Hitler to Pinochet*, Black Rose Books, Montréal, 2002.

- POBLETE, María et PLOQUIN, Frédéric, *La colonie du docteur Schaefer, une secte nazie au pays de Pinochet*, Fayard, sans lieu, 2004.

- WEBER, Gaby, *La conexión alemana, el lavado del dinero nazi en Argentina*, Edhasa, Buenos Aires, 2005.

II) <u>ARCHIVES ET VISITES</u> :

- Archivo General de la Nación, Buenos Aires

- Centro de Documentación, Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos, Santiago du Chili

- Ex-centre de détention ESMA, Buenos Aires

- Ex-centre de détention Villa Grimaldi, Santiago du Chili

III) <u>SITES INTERNET</u> :

<u>Le nazisme et l'immigration allemande dans le Cône Sud</u> :

http://www.oni.escuelas.edu.ar/olimpi98/bajarondelosbarcos/Colectividades/

http://www.elpais.com.uy/Suple/QuePasa/06/10/21/quepasa_243252.asp

http://www.argentina-rree.com/9/9-027.htm

http://nachrichten.t-online.de/1938-kippte-die-stimmung-am-rio-de-la-plata/id_14792730/index

http://www.dsm.edu.uy/index.php?accion=external&l=institucional_historia.html

http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=202464

http://www.resistances.be/chili03.html
http://www.youtube.com/watch?v=0ilwON4pRPw

Les nazis en fuite :

http://www.peremariebenoit.com/passeport.htm

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/sur-la-piste-des-derniers-nazis_493214.html?p=6

http://www.ww2incolor.com/german-air-force/Hans-Ulrich+Rudel+Knight__s+Cross+with+Golden+Oakleaves+and+Diamonds.html

http://www.resistances.be/nazisamersud.html

http://www.youtube.com/watch?v=-JOZWhclykg

Les centres de détention dans le Cône Sud :

http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/nuncamas.html

http://www.mfa.gov.il/desaparecidos/pdfspen/Antisemitismo.pdf

http://www.mouton-noir.net/uploads/images/colonia1.jpg,

http://www.memoriaviva.com/culpables/criminales%20r/rauff_walter.htm

Cartes :

http://www.e-voyageur.com/sejour/voyages/voyage-paraguay.htm

http://lve.scola.ac-paris.fr/portugais/Photos%20Bresil.htm

IV) Entretiens

- Andrea Daverio, politologue.
- Estela López Pejsachowicz, réfugiée politique.
- Uki Goñi, journaliste.
- Walter Roblero, archiviste et chercheur.
- Magdalena Garcés, avocate.
- Erika Hennings, ex-détenue.